



FORE! PRÊT POUR UNE NOUVELLE SAISON DE GOLF
4 PAGES À LIRE DANS LE CAHIER SPORTS

cyberpresse.ca

LA PRESSE

ÉLECTIONS 2007 **LENDEMAIN DE DÉBAT**

LE VIADUC DE LA DISCORDE

La tragédie de septembre, nouvel enjeu de la campagne

/// L'ADQ RÉCLAME LA DÉMISSION DU MINISTRE DES TRANSPORTS

/// CHAREST ACCUSE DUMONT DE MALHONNÉTÉTÉ

/// LE CHEF ADÉQUISTE SE CONFIE À DENIS LESSARD

LES CHRONIQUES DE YVES BOISVERT, PIERRE FOGLIA ET VINCENT MARISSAL

PAGES A2 À A9

PHOTO RYAN REMIORZ, PC



Mario Dumont a brandi hier à Charlesbourg une copie d'un document du ministère des Transports portant sur le viaduc de la Concorde à Laval.



MODE
UN PRINTEMPS CHOC AVEC SUZANNE CLÉMENT
ACTUEL

LE MAGASINAGE REND-IL HEUREUX ?
UN SONDAGE LA PRESSE-PROTÉGEZ-VOUS
PAGES A12 ET A13

Mon clin d'œil
STÉPHANE LAPORTE
Le débat terminé, les chefs reprennent la route, en évitant les viaducs.
 Venez voir mon blogue!
 cyberpresse.ca/laporte



UN RENDEZ-VOUS AVEC UN SPÉCIALISTE EN 72 HEURES

Pour 290 \$ et plus, une entreprise offre d'éviter les listes d'attente

ANDRÉ NOËL

Une entreprise de Montréal offre à ses clients d'obtenir un rendez-vous avec un médecin spécialiste en 72 heures, moyennant des frais de 290 \$ et plus, vient d'apprendre la Régie de l'assurance maladie du Québec.

La Régie n'a pas l'intention d'interdire cette activité, mais le Collège des médecins se dit « très préoccupé ».

La société Medecina, qui fonctionne depuis un an, s'affiche sur son site Web comme « le premier service accéléré de rendez-vous avec les professionnels

de la santé au Canada » (www.medecina.ca). La page d'accueil se lit ainsi : « Fatigués d'attendre pour un rendez-vous chez un spécialiste de la santé? Le temps c'est de l'argent et la santé n'a pas de prix! »

« Medecina offre à sa clientèle l'opportunité de prendre ren-

dez-vous avec un médecin spécialiste dans les 72 heures. Le client n'a donc plus à subir l'attente inévitable causée par les conditions actuelles du réseau de la santé. »

» Voir SANTÉ en page A20

Saint-Pierre Dans la rue pour éviter un cul-de-sac



PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE ©

Un quartier cossu de Montréal-Ouest. Un autre plus modeste, à Saint-Pierre. Et des blocs de béton qui empêchent la circulation entre les deux secteurs. Voilà la toile de fond de la manifestation des résidents de Saint-Pierre, qui ont dénoncé hier l'installation d'une barricade à l'entrée de Montréal-Ouest. Au coeur du litige: une circulation trop dense, aux yeux de certains. Une réalité qui ne fait pas l'unanimité. **Le reportage d'Éric Clément, à lire en page A10.**

ARMÉE CANADIENNE Le mystère plane sur la mort d'un détenu taliban

GILLES TOUPIN

OTTAWA — Un combattant taliban fait prisonnier en juillet dernier par les soldats canadiens en Afghanistan est décédé en captivité et dans le plus grand secret, a appris *La Presse*.

Les Forces armées canadiennes, qui ont décidé à l'époque de ne pas rendre public cet incident, ont refusé hier de commenter l'information.

À la même époque, a appris *La Presse*, les Forces armées canadiennes ont constaté également la disparition d'un autre prisonnier taliban qu'ils avaient remis à l'Armée nationale afghane, ce qui porte à quatre le nombre de prisonniers transférés dont le Canada a perdu la trace.

» Voir AFGHANISTAN en page A21



BIODÔME DE MONTRÉAL 15 ans!

UN MUSÉE NATURE MONTRÉAL

méthode n° 27: le parfum

L'exposition **Attraction fatale**
Les rites de séduction chez les animaux

Exposition interactive pour toute la famille.
Spectacle multimédia, film et animation.

514 868-3000 museumsnature.ca

Montréal

LA PRESSE

Musées d'histoire naturelle / Natural History Museums / accès Montréal / Viau



PIERRE FOGLIA

La terrine du chef

Vers 21 h 30 mardi soir, j'ai envoyé ce courriel à mon boss : « Ne compte pas sur moi, ce que j'aurais à dire tient en une phrase : Pauvre, pauvre Boisclair! » Surprise, ce matin, de nombreux analystes donnent M. Boisclair vainqueur du débat, à tout le moins saluent sa belle performance.

Cette chronique sera donc l'exploration d'une divergence en forme d'abîme.

Mais d'abord, pour que ce soit clair, que je dise en un mot les sentiments que les trois chefs m'inspireraient avant le débat et m'inspirent toujours après : M. Dumont me fâche, M. Charest m'irrite, M. Boisclair me désespère.

Pendant le débat?

Sans surprise, M. Dumont m'a fâché. Que cela lui plaise ou non, il est le petit-fils des Le Pen et autres Berlusconi, moins sulfureux que le premier sans doute, mais comme ces grandes figures populistes, il incarne d'abord et avant tout l'antipolitique. Comme eux, il joue de la sécurité (les prisons et les libérations conditionnelles), il joue du nationalisme frileux (les accom-

modements raisonnables), il joue de la famille (en mettant la sienne largement à contribution, j'ai des enfants moi, madame, je ne suis pas pédé). Exactement comme les animateurs des radios trash – qui l'apprécient tant –, comme eux il combat les élites politiques au nom du bon sens populaire.

Et ça marche. Évidemment que ça marche. Pourquoi? Tout simplement parce que M. Dumont incarne le désir de changement toujours très vif chez les innombrables déçus de la politique. Pour moi, M. Dumont est l'incontestable vainqueur du débat. Il a été racoleur, malhonnête (le document sur le viaduc de la Concorde), il a attaqué sans arrêt, il a putassé comme jamais; mais la culture civique étant dans le vide que l'on sait, c'est lui qui a gagné.

Sans surprise M. Charest m'a irrité. Brillant, posé, bien préparé, c'est justement en cela qu'il m'a irrité. Il s'est imposé envers mes préventions (et les vôtres sûrement), il a eu l'air de nous demander toute la soirée, mais sans trop de suffisance: franchement, je sais bien que vous ne m'aimez pas, mais osez donc me

dire que des trois, je ne suis pas le seul qui ait la stature d'un chef d'État?

C'est clair qu'on va se le refaire pour quatre ans. Clair que vous allez le réélire in absentia. Ah, si madame Marois...

Sans surprise, M. Boisclair m'a désespéré. Contrairement à mes collègues, je l'ai trouvé aussi sporifique qu'à son habitude. Dès que ce garçon ouvre la bouche, moi aussi j'ouvre la mienne; mais moi, c'est pour bâiller. Je l'ai trouvé aussi appliqué que d'habitude à soigner son image, je l'ai toujours trouvé affecté, mardi soir plus que jamais; mardi soir, il affectait de ne pas être affecté et, forcément, l'était terriblement.

Ce disant, il se peut que je sois injuste et même, pire, que je sois hétérocentriste. C'est une expression que j'ai entendue l'autre jour à la télé, je crois que c'était le docteur Réjean Thomas qui parlait; l'hétérocentrisme serait la posture de ceux qui sont trop malins pour être homophobes, mais qui le sont un peu quand même. Par exemple, j'ai un ami qui ne va pas manger dans les restaurants gais parce que, prétend-il, on y mange tarabiscoté;

tout est dans les entrées et les amuse-gueule, mais le plat principal est trop souvent inconsistant. Le plus troublant est que cet ami est lui-même gai. Mais c'est une autre histoire, revenons à M. Boisclair. Quand on se demande si le Québec est homophobe et qu'on s'empresse, fort justement, de répondre non, ne se pose-t-on pas la mauvaise question? Sans doute pas homophobe, mais le 26 mars, le Québec ne va-t-il pas trouver M. Boisclair inconsistant comme plat principal? J'en ai eu le très net sentiment pendant le débat: une honnête entrée certes, genre terrine du chef, mais certainement pas le chef lui-même.

Et la politesse?

Il y a longtemps que je n'avais pas reçu autant de courriels hargneux pour une seule chronique – je parle de la chronique sur Kovalev. Sans y revenir, je tiens quand même à préciser à ceu- là qui s'étonnaient de me voir chroniqueur sport, que je chronique sport depuis plus de 40 ans! J'ai même couvert le hockey dans trois journaux différents. De toute façon, je faisais moins ici

le portrait d'un athlète que d'un modèle d'extraterrestre, modèle défini par sa surélévation: tout en haut de l'Olympe, l'Élu. Tout en bas, des petites merdes: vous, moi, et ses coéquipiers.

Maintenant, si vous voulez parler de comment le Canadien a traité l'affaire Kovalev: à mon avis à la perfection. Carbonneau-Gainey n'ont pas balancé une seconde à savoir si Kovalev avait dit ce qu'il avait dit – à la limite ils n'en avaient rien à foutre. Par contre, ils ont tout de suite vu le parti qu'ils pouvaient tirer de l'incident. Il n'est rien comme l'adversité pour rameuter la meute, et il n'est rien comme l'adversité médiatique pour donner à cette meute le goût de mordre.

C'est exactement comme ça que les Italiens ont gagné la Coupe du monde de soccer le printemps dernier: en étant super en crise, contre le monde entier, mais surtout contre leurs propres journalistes. Je suis en train de vous dire que le Canadien va sans doute gagner la coupe Stanley grâce à *La Presse*.

Qu'est-ce qu'on dit? On dit merci Mathias.

Dumont se confie à *La Presse* au lendemain du débat

« Ça va pas mal vite! »

Tous les regards convergeaient vers Mario Dumont, hier, après son passage remarqué au débat des chefs. Notre chef de bureau à Québec l'a accompagné dans son autocar de campagne, habituellement interdit aux journalistes. Il nous raconte les dessous d'un « lendemain de veille » plutôt réussi aux yeux du chef de l'ADQ.



DENIS LESSARD

Vers 15 h 20 hier, la campagne de Mario Dumont a failli prendre un virage totalement imprévu. La barrière d'une guérite de stationnement qu'il n'avait pas vue s'est subitement abattue sur lui. Bang... dans le front! Ses conseillers angoissés accourent. Pas trop de mal, pas trop de traces surtout.

L'imprévu... ne prévient pas. Mario Dumont l'attendait plutôt la veille, ce coup de massue. Dans le ronronnement de son autocar de campagne où nous l'avons accompagné hier, le boxeur repasse, image par image, le combat de la veille, le débat des chefs dont il est ressorti aussi secoué, mais pas blessé.

Il est plutôt content. Sa table de travail est un capharnaüm de journaux défaits, de documents où circulent des fils d'ordinateur – son cellulaire est aussi enfoui là-dedans.

Il est ressort, triomphant, la manchette de *La Presse*. Les citations retenues d'André Boisclair et de Jean Charest l'interpellent nommément. De toute évidence, il a été la cible de tirs croisés mardi soir: l'ADQ n'est plus un tiers parti.

Quand les lampes témoins s'éteignent sur les caméras après le débat, « tu n'as absolument aucune idée de qui a gagné », explique-t-il. Il n'y a pas d'arbitre qui lève le bras de qui que ce soit au terme d'un débat politique.

Bien sûr, il a trouvé André Boisclair plus agressif que prévu. « À un moment donné, je me disais qu'il fallait que je l'arrête d'attaquer. » Il s'en veut encore d'avoir « pris par le mauvais

angle » sa question sur la « marge de manœuvre du Québec ». Quelques minutes après l'échange, il répliquait qu'une telle marge financière n'existait pas... libéraux et péquistes ont empilé les dettes. Trop tard.

Un moment de grâce toutefois, quand il croise le fer sur l'environnement avec M. Boisclair. « Ce sujet peut vite déraiper en débat d'experts... Tout à coup, j'ai réalisé: les gens ne doivent absolument rien comprendre à ce qu'il vient de dire! »

« Les femmes sont allergiques à ça »

« Une telle agressivité dans le débat, les femmes sont allergiques à ça, elles n'aiment pas le picosage », se consolait hier Mario Dumont, qui avoue que ses précédents débats avec Lucien Bouchard et Jean Charest ne l'avaient pas préparé au mitraillage de coups d'André Boisclair.

En revanche, il n'a jamais pensé que le chef libéral a pu sembler amorphe mardi soir. « Charest peut être agressif, il donne un seul coup, sert un argument fort. Au débat, ses balles revenaient moins vite, mais j'ai pensé que cela pouvait être son choix, dégager une image de premier ministre. »

Le débat pour Mario Dumont fut bien différent du précédent, celui de 2003. Tout le monde a souligné qu'il avait surtout marqué des points lors de ses inter-

Quand les lampes témoins s'éteignent sur les caméras après le débat, « tu n'as absolument aucune idée de qui a gagné ».

ventions préparées à l'avance. « En 2003, à quelques heures du débat, il y avait encore beaucoup de monde qui s'ostinaient autour de moi sur ce que devait être notre message de notre introduction », confie-t-il.



Mario Dumont (ci-dessus au début de la campagne) s'est montré plutôt satisfait hier de sa performance au débat des chefs.

« Vous avez gagné... la seule chose, c'est l'affaire sur la marge de manœuvre! » lui a dit spontanément un vendeur de publicité, à CHOI, où il passait en entrevue en fin de journée. « Vous savez... ça va pas mal vite! » se défend-il.

« Un mythe »

Les employés de la Radio X, l'ancien bastion de Jeff Fillion, sont manifestement sympathiques

Il s'impatiente d'une bouteille vide de jus de fruits qui obstinément roule dans l'autocar au gré des virages. Sa tournée reviendra-t-elle à Québec? Oui, mais pas seulement à Québec. On n'ira probablement pas en Abitibi, une virée trop coûteuse en avion, trop longue en autobus. Mario Dumont n'ira pas davantage aux Îles-de-la-Madeleine, et compte revenir une seule fois dans sa circonscription de Rivière-du-Loup.

Étape centrale de la journée, il prend la parole devant 200 maires à la Fédération québécoise des municipalités.

À l'arrivée, Bernard Généreux, le président, le prend à part: Jean Charest vient de se décommander, la Fédération a refusé d'ouvrir ses portes à la ministre Nathalie Normandeau. Généreux connaît bien Mario Dumont – il était candidat adéquate en 2003. Mais l'élu municipal vouvoie désormais son ancien

chef, qui pourrait être son fils. Leurs relations ont été tendues il n'y a pas si longtemps – M. Généreux avait soutenu que l'ADQ n'allait nulle part, à la télé, l'an dernier. « Je ne me choquo qu'une fois aux trois mois, mais c'est arrivé quand je l'ai recroisé », se contente de dire l'adéquiste.

Une surprise l'attend au retour au bus. Jean Charest vient de dire qu'il a été représenté par M^{me} Normandeau à la FQM, « et elle a très bien fait ça! ». Dumont se tord de rire... « Il a vraiment dit ça? Ça a pas de bon sens! »

Une fois le débat traversé, les opinions vont se cristalliser rapidement, croit-il. Et pas question de prédire un nombre de sièges pour l'ADQ.

La faiblesse de son organisation rattrapera-t-elle l'ADQ le jour du vote? « Pour traire 50 vaches avec trois trayeuses et trois hommes, cela prend une demi-journée. Si tu as 40 hommes, cela ne change rien », laisse-t-il tomber.

SOMMAIRE

Amusez-vous!	AFFAIRES 23	Horaire télévision	ARTS 4
Astrologie du jour	AFFAIRES 22	Loteries	A 24
Bourses	AFFAIRES 8 à 10	Monde	A 22 à 24
Décès	AFFAIRES 21	P. annonces	AFFAIRES 18 et AFFAIRES 4
Forum	A 25 à 27	Sudoku	AFFAIRES 4

Météo

Ciel variable, maximum 6, minimum -9. SPORTS 11

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?

nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?

commentaires@lapresse.ca

L'ÉPREUVE DES FAITS

La marge de manœuvre de l'État

Pressé par André Boisclair de chiffrer la marge de manœuvre financière du gouvernement, Mario Dumont a esquivé la question lors du débat des chefs. La réponse était pourtant simple, puisqu'il n'y en a pratiquement

aucune, indique Luc Godbout, professeur de sciences comptables et de fiscalité à l'Université de Sherbrooke.

Durant le débat, le chef péquiste a lancé à son rival de l'Action démocratique qu'il était diplômé d'économie et incapable de chiffrer la marge de manœuvre de l'État. Mario Dumont a refusé d'avancer un chiffre ajoutant que cela dépendait de la croissance économique.

Luc Godbout rappelle que l'État québécois a terminé trois des cinq derniers exercices financiers avec des déficits. Le profes-

seur de sciences comptables et de fiscalité ajoute que les finances de l'État feront face à un manque à gagner de 995 millions au 1^{er} avril 2008. « Au Québec, la marge de manœuvre est quasi inexistante, au moindre pépin elle disparaît », précise-t-il.

Un éventuel règlement sur le déséquilibre fiscal pourrait toutefois donner de l'oxygène aux finances publiques. Le prochain budget fédéral pourrait contenir des transferts fédéraux supplémentaires au Québec, ce qui procurerait une marge de manœuvre pour la province. – Sébastien Rodrigue

Pliez bagage et emportez votre numéro.



Le bonheur est chez TELUS.

Notre promesse d'un service à la clientèle rapide, c'est le bonheur.

Notre promesse d'un réseau exceptionnel et d'un nouveau sans-fil tous les trois ans, c'est le bonheur.

Les appels locaux gratuits le jour de votre anniversaire et des tonnes d'AVANTAGES^{MC} exclusifs à nos abonnés, c'est aussi le bonheur. Pas étonnant que nos clients soient les plus fidèles.* Alors pliez bagage, le bonheur vous attend.

lebonheur.ca



le futur est simple^{MD}

BOULIQUES TELUS ET DÉTAILLANTS AUTORISÉS

MONTRÉAL

Carrefour Angrignon
Centre commercial Le Boulevard
Centre Domaine
Centre Eaton
Centre Rockland
Complexe Desjardins
Fairview Pointe-Claire
Galeries d'Anjou
Galeries Lachine
Les Jardins Dorval
Mail Cavendish
Place Alexis Nihon
Place Versailles
Place Vertu
5554, av. de Monkland
950, rue Sainte-Catherine Ouest
4202, rue Saint-Denis
6146, boul. Henri-Bourassa Est
Action Télécom Inc.
1531, rue Notre-Dame Ouest
Communications MOBILENET inc.
5165, ch. Queen-Mary, local GR-2
Communications Métropolitaine
8780, boul. Saint-Laurent, local 1
Instant Page
1682, av. Mont-Royal Est
Globe Mobilité
6652, rue Saint-Hubert

Dollard-des-Ormeaux

La Zone SCP
3349B, boul. des Sources

LaSalle

Cellulaire Plus
7575, boul. Newman

Saint-Laurent

PC Page Communications Inc.
3832, boul. Côte-Vertu

LAVAL ET RIVE-NORD

Blainville

Digital Radio Communication Inc.
9, boul. de la Seigneurie, local 7

Boisbriand

2400, boul. du Faubourg
(dans le Home Depot)

Lachenaie

aut. 40/aut. 640

Laval

Carrefour Laval
Centre Laval
Laval Est (aut. 19/aut. 440)
Contact Com D.L. Communications
1521, autoroute 440 Ouest
Digital Radio Communication inc.
Méga-centre Notre-Dame
2304, autoroute 13 Sud
Proxi Telecom Inc.
1662, boul. Saint-Martin Ouest
Raytech Électronique
1451, boul. des Laurentides
SRAD Communications Inc.
2995, boul. Dagenais, local D

Mascouche

Méga-centre Mascouche
117, Montée Masson

Repentigny

Galeries Rive Nord
Technicomm
346, rue Notre-Dame, local C

Rosemère

Place Rosemère
Contact Com. D.L.
Communications
259, boul. Labelle, local 102

Saint-Jérôme

Carrefour du Nord

Terrebonne

Galeries de Terrebonne
SRAD Communications Inc.
2292, ch. Gascon

RÉGIONS

Saint-Hyacinthe

Cellulaire Plus
Galeries Saint-Hyacinthe
3200, boul. Laframboise

Sorel

Promenades de Sorel

Victoriaville

La Grande Place des Bois-Francis

RIVE-SUD

Mail Champlain
Place Longueuil
Promenades Saint-Bruno

Belœil

Cellulaire Plus
559, boul. Laurier

Brossard

Quartier DIX30
9380, boul. Leduc

Candiac

D2 Technologie Inc.
69, ch. Saint-François-Xavier

Greenfield Park

Proxi Telecom Inc.
3814, boul. Taschereau

Pour en savoir davantage, passez nous voir à une boutique TELUS, chez un détaillant autorisé ou chez l'un de nos marchands ou appelez au 1-866-264-2966. Tous les détails à telusmobile.com

ÉLECTIONS 2007



PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

Des travailleurs s'affairaient à la reconstruction du viaduc de la Concorde, hier.

VIADUC DE LA CONCORDE

UN PÉTARD MOUILLÉ ?

DENIS LESSARD, BRUNO BISSON ET KATIA GAGNON

La bombe lancée par Mario Dumont au beau milieu du débat des chefs était-elle un pétard mouillé? Hier, le ministre des Transports, sa sous-ministre ainsi que le président de l'Association des ingénieurs du gouvernement du Québec ont tous indiqué que les défaillances du viaduc de la Concorde, à Laval, dont faisait état le document exhibé par le chef de l'ADQ, n'avaient rien à voir avec l'effondrement tragique de septembre dernier.

« Il n'y avait rien dans les expertises du Ministère qui pouvait expliquer l'effondrement du viaduc », a déclaré le ministre des Transports, Michel Després, accompagné de sa sous-ministre, Anne-Marie Leclerc, qui semblait mal à l'aise d'être ainsi propulsée au beau milieu de la campagne électorale. Les fissures constatées par un ingénieur sur l'ouvrage n'ont rien à voir avec l'accident qui s'est produit deux ans plus tard, a confirmé M^{me} Leclerc.

« Ce ne sont pas ces fissures qui ont entraîné le problème, elles n'ont pas de rapport avec l'effondrement », a renchéri Michel Gagnon, président de l'Association des ingénieurs, habituellement fort critique à l'égard du gouvernement. Pourtant en apparence, les lettres produites par Mario Dumont sont troublantes. Le 17 juin 2004, soit deux ans avant l'effondrement, un inspecteur du service des inventaires du ministère

des Transports, Gilbert Bossé, fait rapport sur le viaduc de la Concorde. « Les dommages aperçus près des côtés extérieurs permettent de soupçonner l'existence d'un problème de désagrégation importante des assises.

« La présence de fissures de cisaillement larges sur le porte-à-faux des culées semble tout aussi inquiétante », écrit-il. Mais la seule façon d'inspecter convenablement le viaduc, c'est d'en lever carrément tout le tablier, souligne-t-il. Une opération qui coûte 400 000 \$.

Un mois plus tard, un autre

des inspections », poursuit M. Leclerc.

Le ministre savait-il?

Pour Mario Dumont, ces lettres révèlent une chose capitale : le gouvernement a camouflé le fait qu'il avait été mis au courant de problèmes dans la structure du viaduc. Il a, en conséquence, réclamé la démission du ministre Michel Després. Peu après l'écrasement du viaduc, Michel Després et Jean Charest avaient tous deux affirmé qu'aucune situation problématique n'avait été signalée concernant le viaduc.

Selon des sources du MTQ, on a bien informé le ministre, sur les lieux du drame, qu'il y avait un problème de fissures, « mais les parties fissurées étaient tombées sur la chaussée et n'avaient rien à voir avec la cassure ».

ingénieur, Christian Mercier, celui-là du service de l'entretien, inspecte l'ouvrage routier. Il constate une fissure de 12 centimètres dans les assises. Sous les tabliers, il voit des éclatements de béton. Mais il conclut qu'il n'est pas nécessaire de procéder à une inspection complète, et donc au levage du tablier.

« Aucune intervention particulière n'est recommandée », note, quelques jours plus tard, le patron de M. Mercier, Claude Leclerc. « Vous êtes invité, entre-temps, à exercer une surveillance toute spéciale, lors des prochains inspections », poursuit M. Leclerc.

« Ce n'est pas la question d'une situation que l'on connaissait, on ne la connaissait pas », avait notamment déclaré le premier ministre.

Or, estime Mario Dumont, ces documents prouvent aujourd'hui que c'est faux. « Le gouvernement savait, connaissait l'existence de problèmes particuliers avec le viaduc, s'est-il insurgé. Dans les jours qui ont suivi, le ministre des Transports a affirmé qu'aucune évaluation n'avait permis de détecter d'indices pouvant expliquer l'événement. »

Michel Després, de son côté,

a affirmé hier qu'il n'a jamais eu une connaissance directe de l'échange de lettres des deux ingénieurs de son ministère. « Ce n'est pas vrai que toutes les notes de service sont soumises au sous-ministre », dit-il.

Plusieurs sources au MTQ nuancent cependant les propos de M. Després. Sur les lieux du drame, on a bien informé le ministre qu'il y avait un problème de fissures, « mais les parties fissurées étaient tombées sur la chaussée et n'avaient rien à voir avec la cassure », résume-t-on.

De son côté, le premier ministre Jean Charest a accusé Mario Dumont d'avoir été « malhonnête » lors du débat des chefs. « Quand il cite un document qui sort d'un chapeau, il ne cite pas tout le document. Il a laissé croire aux Québécois le contraire de ce que le document disait, affirme-t-il. Pour le reste de sa carrière politique, les gens se rappelleront que, sur une question de sécurité, lui, il a choisi de faire de la petite politique. »

Le chef du Parti québécois, André Boisclair, s'est également interrogé sur la pertinence du coup de théâtre de Mario Dumont. « Il y a une commission qui a été nommée, qui va faire son travail, qui va faire tous les éclairages nécessaires. Il faut attendre les résultats », dit-il.

Pierre Marc Johnson ciblé

Mario Dumont n'a toutefois pas ciblé que ses adversaires libéraux, hier. Il s'en est également

pris au président de la Commission d'enquête sur le viaduc de la Concorde, Pierre Marc Johnson.

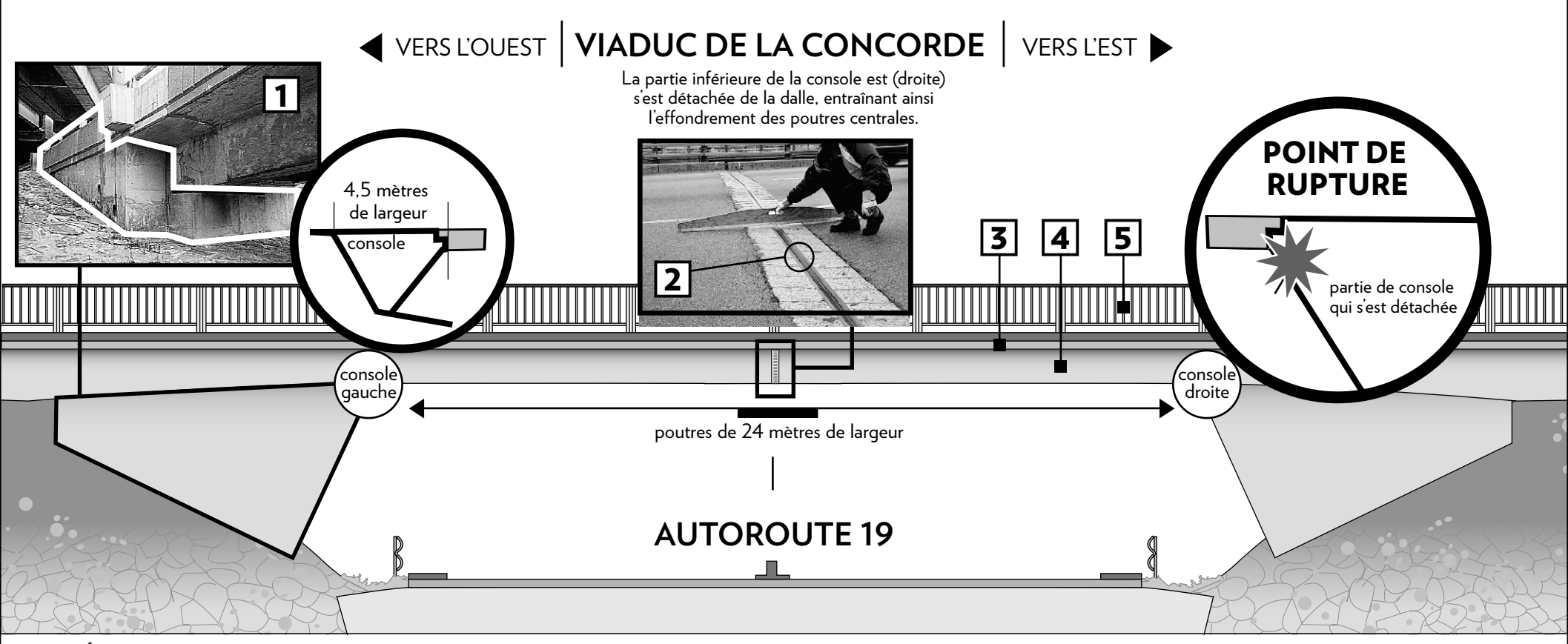
Le chef adéquate a dit trouver très curieux que le président de la Commission diffuse, quelques heures à peine après le débat, un communiqué sur la question. Le document n'avait pour but « que de fournir un petit bouclier au premier ministre pendant quelques heures », lance-t-il.

Dès que Mario Dumont a laissé entendre, mardi soir, que la commission Johnson avait reporté son rapport pour éviter d'embarasser Jean Charest en campagne électorale, Pierre Marc Johnson a appelé son porte-parole, André Sormany, pour qu'il publie un communiqué.

« Dans les 60 secondes, M. Johnson m'a téléphoné pour qu'on émette une déclaration, dit M. Sormany. Quelques instants après que le communiqué eut été envoyé, Pierre Marc Johnson en a informé le chef de cabinet de Jean Charest. Mais en aucun temps M. Johnson n'a cherché à obtenir l'aval préalable du gouvernement. »

Des sources au MTQ indiquent que la commission Johnson avait reçu dès sa formation la correspondance entre les ingénieurs brandie par Mario Dumont lors du débat. Les deux ingénieurs ont même déjà comparu devant les procureurs de la Commission pour présenter un témoignage préalable aux audiences, qui débiteront le 10 avril.

Avec la collaboration de Hugo de Grandpré, Tommy Chouinard et Malorie Beauchemin



Dumont a violé les règles du débat

Son coup d'éclat pourrait se retourner contre lui, estiment des analystes

TRISTAN PÉLOQUIN

« Seules les notes personnelles seront permises sur les tables. Aucun document ne pourra être brandi à la caméra. » Voilà la règle sur laquelle les trois partis se sont entendus d'emblée lorsque les modalités du débat des chefs ont été fixées. Mario Dumont n'était donc pas censé exhiber une note interne sous le nez de Jean Charest mardi soir.

Selon une source qui a participé aux négociations avec le consortium des télédiffuseurs, la question n'a même pas fait l'objet d'un débat entre les représentants des partis. Tous étaient d'accord avec le principe, qui a été indiqué explicitement dans le contrat de diffusion.

« Le but de cette clause était d'assurer une forme d'équité pour tous les partis, indique le porte-parole du consortium, Denis Pellerin.

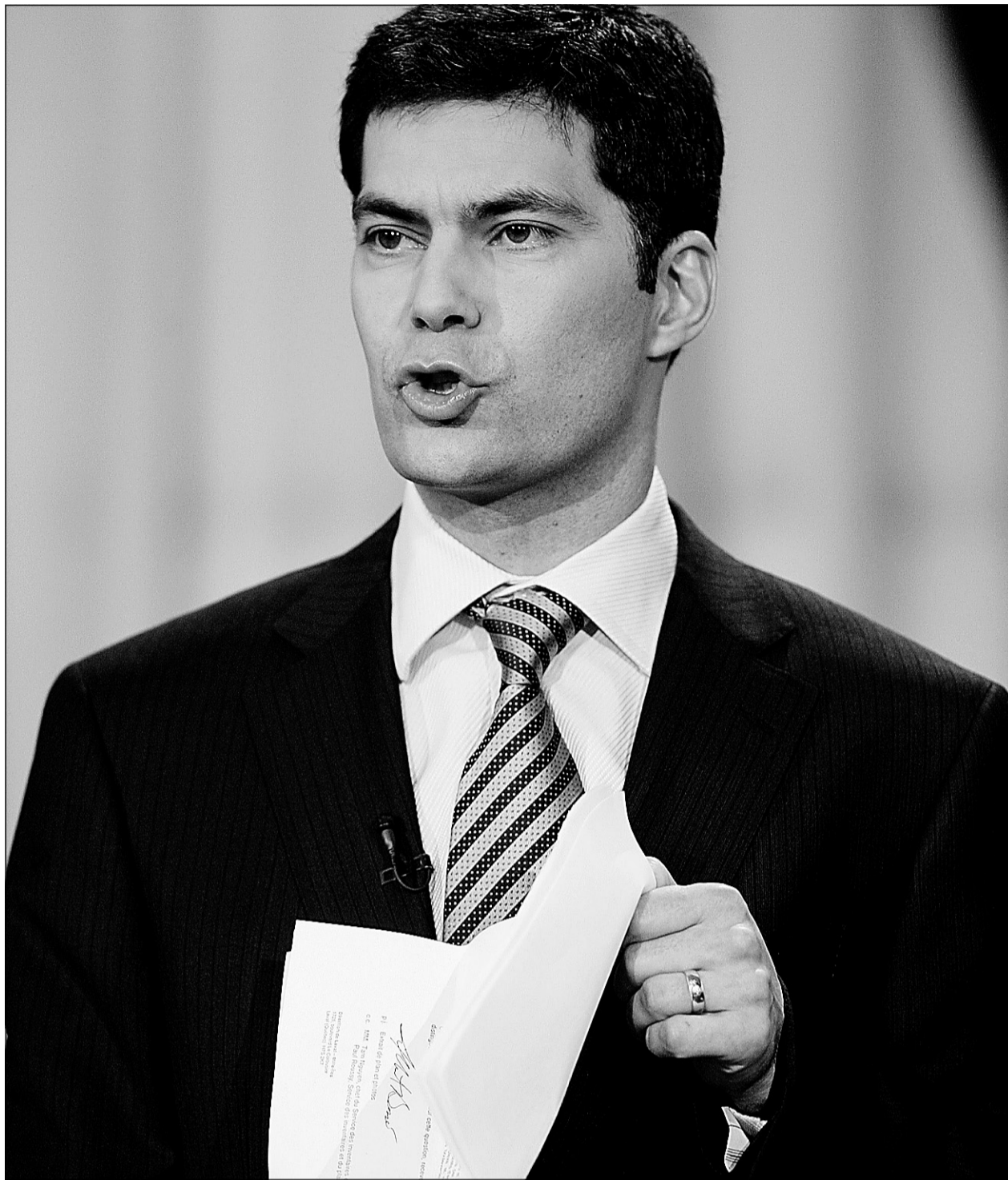
C'est un code d'honneur auquel les trois chefs ont accepté de se plier. »

« Lorsqu'on a vu M. Dumont sortir sa feuille, on a tout de suite averti Jacques Moisan (l'animateur du débat). C'était clair pour nous qu'il y avait violation des règles. Maintenant que c'est fait, que voulez-vous qu'on fasse? On ne peut pas sévir, l'entente n'a que la valeur d'un code d'honneur », poursuit M. Pellerin.

L'histoire électorale des dernières années n'est pas exempte de cas semblables. Aux élections fédérales de 2000, le chef de l'Alliance canadienne, Stockwell Day, avait brandi une pancarte sur laquelle apparaissait la mention « No two-tiers medicine » (pas de médecine à deux vitesses). Son geste avait aussitôt été dénoncé par ses adversaires.

La même année, aux États-Unis, Al Gore avait quitté son lutrin en plein débat pour aller se positionner à moins de deux mètres de George W. Bush. Le gouverneur texan avait alors affiché un air surpris. En 2003, de façon parfaitement respectueuse des règles du débat, Jean Charest avait lui aussi créé la surprise en questionnant Bernard Landry au sujet d'une déclaration de Jacques Parizeau.

Selon Thierry Giasson, politologue à l'Université Laval et spécialiste de l'image dans les débats des chefs, ce genre de manœuvre réussit généralement assez bien à déstabiliser l'adversaire. « Après avoir imposé une avalanche de chiffres, c'est aussi une façon assez



Mario Dumont brandissant la note de service du ministère des Transports lors du débat des chefs d'avant-hier.

PHOTO PAUL CHIASSON, PRESSE CANADIENNE

efficace de redynamiser l'attention des téléspectateurs », note-t-il.

Une manœuvre risquée

« Mais dans le cas de Mario Dumont, je suis loin d'être certain que son petit geste théâtral va bien le servir, croit M. Giasson. D'abord, sa tentative de déstabiliser Jean Charest à l'écran n'a pas semblé faire mouche. Ensuite, il est allé très loin dans ses accusa-

tions en impliquant directement le premier ministre dans un drame national. C'est beaucoup plus sérieux que ce qu'avait fait Jean Charest en 2003 en poussant Bernard Landry dans les câbles sur une question qui relevait presque de la régie interne péquiste. »

Même son de cloche du côté d'Antonia Maioni, directrice de l'Institut d'études canadiennes de McGill. « Il y a une immense diffé-

rence de degré entre le coup d'éclat de M. Dumont et ce qu'avait fait M. Charest en 2003. Je pense que M. Dumont n'a pas calculé le risque qu'il courait en laissant sous-entendre que le premier ministre est impliqué dans le drame. Si ses accusations sont jugées exagérées, il va en payer le prix. »

Qui plus est, selon M. Giasson, au-delà de effets de toge, les auditeurs du débat « veulent voir les

LE FIL DES ÉVÉNEMENTS

> **17 juin 2004** : Gilbert Bossé, ingénieur du MTQ, demande une expertise après avoir constaté la présence de fissures « qui permettent de soupçonner l'existence d'un problème de désagrégation importante des assises » sur le viaduc du boulevard de la Concorde. Comme la structure est difficile à inspecter parce que le béton est coulé dans le roc, le seul moyen de procéder à une véritable inspection est de lever le tablier du viaduc, une opération qui coûte un demi-million de dollars.

> **15 juillet 2004** : Christian Mercier, ingénieur du service de l'entretien du MTQ, constate une fissure de 12 centimètres de long dans les assises. Sous les tabliers, il constate des éclatements de béton, près d'un joint situé du côté est du viaduc, à l'endroit où se rejoignent la chaussée du boulevard et celle du tablier du pont.

> **1^{er} mars 2005** : l'ingénieur Mercier, dans une note à son patron, recommande ne pas lever le tablier du viaduc pour pousser plus loin l'inspection. S'il avait choisi de le faire, y aurait-il eu catastrophe un an plus tard? Le levage du tablier, qui se serait accompagné d'une reconstruction partielle des assises, aurait peut-être révélé le problème du manque d'armature. L'ingénieur Mercier a recommandé plutôt des travaux de renforcement du tablier, sous le viaduc.

> **30 septembre 2006** : le viaduc de la Concorde s'écroule, faisant cinq morts.

Katia Gagnon

chefs débattre d'enjeux. » « Ils veulent une joute oratoire. Sur le coup, tout ce qui sort du cadre fait réagir. Mais je ne suis pas sûr qu'ils apprécient à la fin de voir qu'un des chefs tente de s'imposer par la forme. »

Selon la responsable de la campagne libérale, Line Beauchamp, le fait que l'animateur Jacques Moisan ait au surplus « souligné trois fois plutôt qu'une » l'irrégularité du geste de M. Dumont « permet à la population de constater que le chef adéquate est prêt à faire n'importe quoi pour un bon clip vidéo. »

Pour consulter le blogue de notre journaliste : blogues.cyberpresse.ca/peloquin



VINCENT MARISSAL

Stockwell Dumont ou Mario Harper?

QUÉBEC —Une idée largement répandue au Québec veut que Stephen Harper soit le meilleur ami de Jean Charest, mais dans les faits, le premier ministre conservateur serait plutôt l'allié le plus précieux de Mario Dumont dans la présente campagne électorale. Et c'est réciproque.

Le sort des deux personnages est d'ailleurs intimement lié pour la suite des choses au Québec.

En faisant élire huit députés dans la grande région de Québec en janvier 2006, Stephen Harper n'a pas fait que créer la surprise générale, il a ouvert pour les partis de droite un chemin que suit maintenant Mario Dumont. La grande différence entre la campagne adéquate de 2003 et celle-ci, c'est que la droite, grâce à la percée des conservateurs, a retrouvé droit de cité dans certaines régions. Ce n'est plus honteux, c'est même un geste d'affirmation. Le mouvement conservateur, latent depuis des années au Québec, s'est réorganisé, il s'est appuyé sur la très modeste base adéquate, puis a pris de l'ampleur autour de Stephen Harper, qui profite de nouveau à l'ADQ, et ainsi de suite, c'est une roue qui tourne.

Mario Dumont et Stephen Harper cultivent les mêmes terres, labourent les mêmes sillons et se nourrissent l'un l'autre.

de l'un se met au service de l'autre. En fait, il n'y a qu'une seule et même machine (et encore, le mot est fort) dans une trentaine de circonscriptions. Officiellement, le mot d'ordre de Stephen Harper à ses troupes est de ne pas s'afficher pour un camp ou l'autre, mais tous ses députés du Québec travaillent pour l'ADQ, sauf Lawrence Cannon, qui en a indisposé plus d'un en appuyant Jean Charest publiquement la semaine dernière.

Par ailleurs, l'organisateur des conservateurs au Québec, Pierre Coulombe, a déplu à bien des

Mario Dumont joue un jeu dangereux.

Il marche sur une ligne très mince, pour ne pas dire sur un viaduc chancelant.

membres de son parti quand il a envoyé, en début de campagne, un courriel leur enjoignant de prêter main-forte aux libéraux de Jean Charest.

À Ottawa, les conservateurs suivent avec intérêt la montée de l'ADQ, qui pourrait leur ouvrir, pensent-ils, la voie vers une majorité. Les prochaines circonscriptions cibles des conservateurs, ce sont celles où l'ADQ fera les meilleures récoltes le 26 mars. D'abord la grande région de Québec, puis la Beauce, Chaudière-Appalaches, peut-être la Mauricie, le Centre-du-Québec,

le 450? Dans la région de Québec, les libéraux admettent en privé que huit de leurs neuf sièges sont menacés. Seul Philippe Couillard, dans Jean-Talon, est relativement protégé. Le ministre de la Santé restera d'ailleurs dans la région d'ici la fin de la campagne pour tenter de sauver les meubles.

En ce moment, l'ADQ estime être en avance dans une quinzaine de circonscriptions et dans la course dans une trentaine d'autres. Voilà un bassin intéressant pour Stephen Harper.

Chez les conservateurs, plu-

sieurs doutent aussi que le dépôt du budget fédéral, lundi, soit aussi payant pour Jean Charest que ne l'espèrent les libéraux. « C'est un drôle de calcul, franchement, de croire que Jean Charest va récolter tous les crédits d'un budget fédéral », indique un proche de Stephen Harper.

Une ligne répétée au cours des derniers jours par Mario Dumont, qui ne manque pas une occasion de dire que ce n'est pas Jean Charest qui réglera le déséquilibre fiscal, mais bien Stephen Harper.

Le chef de l'ADQ aime bien se référer au premier minis-

tre conservateur, de qui il a d'ailleurs emprunté plusieurs trucs de campagne, comme d'imposer le rythme avec une idée spectaculaire par jour. Mais tout n'est pas encore aussi huilé dans la campagne adéquate. Il arrive souvent à Mario Dumont de ressembler davantage à Stockwell Day, le chef de la défunte Alliance canadienne.

Quand il joue au shérif et parle de prisons, par exemple, et du laxisme du gouvernement envers les condamnés, quand il est incapable d'expliquer comment il va financer ses programmes, quand il fait du millage sur les accommodements raisonnables ou quand il se lance dans des attaques à l'emporte-pièce contre le méchant gouvernement.

C'était une journée comme ça, hier, et Mario Dumont en a beurré épais au lendemain de son coup d'éclat au débat des chefs sur l'effondrement du viaduc de la Concorde.

Il n'était même pas encore 10 h et le chef de l'ADQ avait déjà accusé le gouvernement Charest de négligence (sans aller jusqu'à parler de négligence criminelle), il avait réclamé la démission du ministre des Transports, il avait promis de « casser la culture du camouflage au Québec », il avait laissé entendre que Jean Charest avait commis de l'ingérence politique auprès de la commission d'enquête sur le viaduc de la

Concorde, que cette commission avait volontairement tenté de sauver le gouvernement et que son président, Pierre Marc Johnson, avait manqué à son devoir d'impartialité.

Ça commence à faire beaucoup. Beaucoup d'accusations, aucune preuve. Mario Dumont joue un jeu dangereux. Il marche sur une ligne très mince, pour ne pas dire sur un viaduc chancelant. Qu'il pose des questions, soit, qu'il sorte un mémoire comme un lapin de son chapeau en plein débat, c'est de bonne guerre, mais qu'il se mette à tirer dans toutes les directions, c'est irresponsable.

M. Dumont sait trop bien que la commission n'aura pas terminé ses travaux d'ici le 26 mars, ce qui lui laisse le loisir de lancer toutes sortes d'allégations. Il marque peut-être des points auprès d'un électoral adepte des grandes théories du complot, mais ce faisant, il discrédite la commission qui doit, justement, faire la lumière sur les circonstances ayant mené à l'effondrement du viaduc de la Concorde.

En entretenant la méfiance de ses concitoyens envers le gouvernement, il nourrit aussi le cynisme ambiant et se livre à une campagne de peur. Prévisiblement ce qu'il reproche à ses adversaires.

COURRIEL
Pour joindre notre chroniqueur : vincent.marissal@lapresse.ca

ÉLECTIONS 2007



André Boisclair a rencontré hier des étudiants de l'Université du Québec à Trois-Rivières...

PHOTO CHRISTINNE MUSCHI, REUTERS

Le projet autonomiste de l'ADQ « ne tient pas la route »

Boisclair exhorte les souverainistes à rentrer au bercail

MALORIE BEAUCHEMIN

TROIS-RIVIÈRES — Le projet autonomiste « ne tient pas la route » et les souverainistes « tentés de voter pour l'ADQ » doivent revenir au Parti québécois, a plaidé hier André Boisclair.

Le chef péquiste a retenu une chose cruciale du débat des chefs de la veille : Mario Dumont n'appuierait pas un éventuel référendum sur la souveraineté du Québec. M. Boisclair en a donc fait un cheval de bataille pour convaincre les souverainistes, même déçus, de revenir au bercail.

« Je pense que les Québécois ont bien compris que M. Dumont a tourné le dos à la souveraineté, a-t-il déclaré, de passage à l'Université du Québec à Trois-Rivières. Il est tellement timide sur cette question qu'il n'ose même pas, dans son curriculum vitae publié sur Internet, faire référence à sa participation au camp du Oui en 1995. »

M. Boisclair y est ensuite allé d'une mise en garde : « Que les souverainistes qui seraient tentés de voter pour l'Action démocratique comprennent bien que c'est au Parti québécois que ça va se passer. »

Le chef du PQ a, de plus, tenté de miner le projet autonomiste avancé par le chef adé-quéiste. « La réalité, c'est que le Québec n'a d'autonomie que ce qu'Ottawa veut lui donner, a-t-il souligné. Peu important les

demandes que M. Dumont veut faire à Ottawa. »

« L'ambiguïté » de Dumont

Interrogé pour savoir pourquoi tant de souverainistes avaient quitté le PQ pour l'ADQ, M. Boisclair a semblé esquiver la question. « M. Dumont a joué, depuis toujours, avec l'ambiguïté (de sa position constitutionnelle), a-t-il dit. Il a défini un concept, l'autonomie, qui, lorsqu'on lui fait passer le test des faits, ne tient pas la route. »

Selon lui, le projet autonomiste requiert un changement constitutionnel. Or, la formule d'amendement à la Constitution canadienne empêche actuellement toute modification sans l'accord d'une majorité de provinces (sept sur 10) et de 50 % de la population, dit-il.

« Dans les faits, qui veut rouvrir le débat constitutionnel? a demandé le chef péquiste. M. Harper a dit que la terre n'était pas fertile. Je n'entends pas beaucoup d'ouverture de la part d'Ottawa, ni même des autres provinces, qui devraient participer à l'amendement constitutionnel. »

Devant quelques centaines d'étudiants, M. Boisclair a réitéré sa position sur la priorité à l'éducation et le maintien du gel des droits de scolarité. Il s'est par ailleurs réjoui que sa « feuille de route » n'ait pas été critiquée lors du débat des chefs mardi soir, une preuve, selon lui, du « bon travail » effectué par les troupes péquistes dans la conception du programme.



... tandis que plus tard il était au Monument-National lors d'un rassemblement du PQ à Montréal. PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE ©

LA CAMPAGNE EN DIRECT
DANS L'AUTOCAR

Après le débat, en général, les équipes de médias changent de caravane. Hier, les journalistes fraîchement débarqués dans l'autocar du Parti québécois ont appris à la dure « comment ça marche ici ». À plusieurs reprises, André Boisclair a esquivé les questions embêtantes et même refusé de répondre à certaines questions jugées « hypothétiques ». « C'est vraiment une nouvelle équipe », s'est exclamé M. Boisclair, un sourire en coin, devant des journalistes qui essayaient de lui poser des questions. « Il y a une règle bien claire ici : je ne commente pas des hypothèses », a-t-il ajouté. A un moment, il a même dit à un journaliste anglophone qui couvre la campagne péquiste depuis un moment déjà qu'il devrait avoir « une conversation avec ses collègues » pour leur expliquer comment ça marche ici...
- Malorie Beauchemin

ILS ONT DIT...

« Si on en juge par la face de M. Charest mardi soir, ces documents-là causent au gouvernement un énorme malaise. »
- Mario Dumont à propos des notes sur le viaduc de la Concorde

« Mario Dumont n'est pas à la hauteur des tâches qu'il veut assumer (...) Cela en dit long sur la façon dont il pratique la politique et sur lui personnellement. »
- Jean Charest, toujours sur l'affaire du viaduc de la Concorde

« Que les souverainistes qui seraient tentés de voter pour l'Action démocratique comprennent bien que c'est au Parti québécois que ça va se passer. »
- André Boisclair

LES CHEFS AUJOURD'HUI

- ANDRÉ BOISCLAIR PQ
Québec
- JEAN CHAREST PLQ
Varenes et Montréal
- MARIO DUMONT ADQ
Montréal, Delson, Melocheville et Huntingdon

LE POIDS MÉDIA

LE POIDS DE LA CAMPAGNE DANS LES MÉDIAS HIER

LES CHEFS

Mario Dumont	35 %
Jean Charest	35 %
André Boisclair	27 %
Autres	3 %

LES ENJEUX

Débat des chefs	58 %
Viaduc de la Concorde	16 %
La culture	3 %
Lucien Bouchard et la campagne	2 %

Influence communication calcule l'espace accordé aux chefs de parti dans les médias québécois pendant la campagne électorale. Le pourcentage d'espace médiatique occupé par les enjeux est quant à lui mesuré sur l'ensemble des nouvelles diffusées au Québec.

Source : Influence communication
www.influencecommunication.ca

DESPRÉS
Croyez-vous que le ministre des Transports, Michel Després, devrait démissionner ? Répondez sur www.cyberpresse.ca

26 MARS 2007
ÉLECTIONS GÉNÉRALES

DERNIÈRE CHANCE POUR VOUS INSCRIRE SUR LA LISTE ÉLECTORALE
RÉVISION SPÉCIALE : 14 AU 22 MARS à 14 h

1 888 ÉLECTION (1 888 353-2846)
www.electionsquebec.qc.ca

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC
Parce qu'un vote, ça compte



YVES BOISVERT

Un débat AVB (apportez votre bombe)

Que faut-il pour gagner un débat? Donner le plus de coups? Ça dépend du nombre qu'on reçoit. Mario Dumont a beaucoup attaqué, il a été incisif, dur avec les deux autres, il a haussé le ton. Mais il s'est mal défendu.

C'est en ce sens qu'il fut le meilleur (à l'attaque) et le pire (en défense). Ça s'annule. Quand on sait qu'on va se faire poser des questions de chiffres, on en amène dans sa valise.

Faut-il faire comme les pédagogues d'une certaine tendance, et évaluer chacun non pas par rapport aux autres, mais en le comparant à son moi-même personnel transversal?

D'André Boisclair, on ne s'attend pas à une éloquence qui tire les larmes. S'il use le moins de parler vrai, on lui inscrit une mention favorable dans une des cases du bulletin. Nette progression à l'étape trois! L'élève a recours à l'humour! (Je m'inclus là-dedans).

Quant à Jean Charest, rien n'est pire que de traîner une

réputation – légèrement surfaite – de formidable débateur. Il s'exprime clairement, avec plus de naturel que les deux autres, qui ont ce fond de rigidité. Il ne bafouille pas, il a bien appris ses lignes et prévoit les coups. Mais domine-t-il tous ses adversaires d'une tête? Non. Quatre ans au cœur du pouvoir lui ont fait connaître mieux les dossiers que ses adversaires, comme Bernard Landry les maîtrisait mieux que lui en 2003. « Il avait l'air d'un premier ministre », a-t-on com-

Vingt-quatre heures après le débat 2007, je suis toujours aussi embêté de désigner avec assurance UN grand gagnant.

menté. Après quatre ans, c'est bien du moins!

Même dans ce fameux débat de 2003, contre Bernard Landry, où il était censé avoir remporté une victoire décisive, M. Charest n'avait mis personne au plancher. Il avait certes surpris M. Landry en lui sortant une

déclaration mal citée de Jacques Parizeau dont tout le monde ignorait tout. Mais c'est la difficulté de M. Landry, dans les jours qui ont suivi, à se débarasser de l'ombre de Jacques Parizeau, et de neuf années de pouvoir détenu par trois premiers ministres péquistes, qui a transformé cette anecdote en coup de génie. M. Landry, qui ne manque pourtant pas de répartie (ou peut-être justement pour cela), avait trop collé à son texte. Mais le soir

même, cela ressemblait diablement à un match nul. Et Mario Dumont était déjà tombé dans la marge.

Vingt-quatre heures après le débat 2007, je suis toujours aussi embêté de désigner avec assurance UN grand gagnant. J'ai déjà reçu suffisamment de

courriels de militants de tous les partis (même avant d'avoir écrit!) qui n'acceptent pas qu'on ne constate pas comme une évidence que c'est Boisclair ou Dumont ou Charest qui a gagné. Pas la peine d'en rajouter, merci.

Vous m'en voyez navré.

La « bombe » Dumont

Pour gagner, faut-il donc une bombe comme Mario Dumont semble le croire?

Ce fut un beau pétard, certes. Mais quelques juristes ont été estomaqués de voir un membre de l'Assemblée nationale sortir un document qu'on peut présumer non public, peut-être obtenu à la suite d'une violation de confidentialité. On est ici dans un environnement juridique assez flou pour un membre du corps législatif.

L'information est manifestement d'intérêt public, entendons-nous bien, certainement digne d'intérêt pour la commission Johnson, et si un média l'avait obtenue, il l'aurait

publiée avec raison – mais avec un contexte, peut-on espérer.

Sauf que Mario Dumont n'est pas journaliste, ni commissaire-enquêteur. Il est au beau milieu d'un débat, au moment où l'on discute de finances publiques. Outre la désuète question du fair-play (accuser quelqu'un avec un document qu'on ne lui montre pas n'est pas très chic, mais Jean Charest ne s'en était pas embarrassé en 2003), il y a une autre question: le sens de l'État de Mario Dumont.

Car enfin, sans le dire, Mario Dumont, accuse le gouvernement Charest d'être responsable de la mort de cinq personnes dans l'effondrement d'un viaduc bien précis un jour de septembre 2006. Il y a un lourd sous-entendu. Il me semble que d'un chef de parti, ça prend plus que deux notes de service lues à la va-vite devant deux millions de personnes pour soutenir une telle accusation.

COURRIEL
Pour joindre notre chroniqueur:
yves.boisvert@lapresse.ca

Le PLQ tient son plus important rassemblement

TOMMY CHOUINARD

C'est avec deux heures de retard que le premier ministre Jean Charest est arrivé au traditionnel rassemblement de son parti à la gare Windsor, hier soir.

Son avion, qui partait de Saguenay, n'a pu atterrir à Montréal comme prévu en fin d'après-midi à cause du brouillard.

Le chef libéral a été forcé de faire un détour à... Ottawa! Une fois en sol ontarien, il a pris la route vers Montréal.

Jean Charest était attendu à la gare Windsor à 19 h. Il s'est présenté à 21 h seulement.

Fatigués d'attendre, plusieurs militants avaient déjà quitté les lieux lorsque le chef libéral a fait son entrée.

Quelque 1500 personnes étaient réunies à la gare Windsor, selon un responsable de la sécurité. Les organisateurs libéraux ont avancé le chiffre de 2500 militants pour ensuite ramener l'estimation à 2000. Quoi qu'il en soit, c'était le plus important rassemblement du PLQ depuis le début de la campagne électorale.

Les militants libéraux ont réservé un accueil chaleureux à leur chef. « Les déplacements n'ont pas été faciles, mais on s'est rendus à destination », a lancé Jean Charest à la foule.

Ce rassemblement marque le coup d'envoi du dernier sprint de la campagne électorale. « Dans les 12 prochains jours, c'est à nous maintenant d'aller sur le terrain pour préparer ce jour du 26 mars.



Quelque 2000 militants libéraux ont accueilli Jean Charest, hier soir à la gare Windsor de Montréal. Le chef du PLQ s'est présenté avec près de deux heures de retard, ayant été forcé d'atterrir à Ottawa en raison du brouillard.

PHOTO ANDRÉ PICHETTE. LA PRESSE ©

Comme militant libéral, je vous demande de redoubler d'ardeur », a-t-il dit à ses militants.

Un peu plus tôt dans la journée, Jean Charest avait balayé d'un revers de main les critiques sur sa performance au débat des

chefs. Devant ses militants, il a condamné la prestation faite par ses adversaires.

Selon lui, André Boisclair n'a proposé qu'un référendum le plus vite possible ». Mario Dumont a dit et promis « n'im-

porte quoi ». « Avant, c'était un homme seul. Maintenant, c'est un homme seul démagogue », a-t-il dit. Ses attaques contre le chef adéquate lui ont valu les applaudissements les plus nourris de la soirée.

EN BREF

L'épreuve des faits

André Boisclair a accusé Jean Charest lors du débat des chefs de laisser 350 millions aux banques et aux compagnies d'assurances en abolissant pour le secteur financier la taxe sur le capital. Dans le dernier budget provincial, la taxe sur le capital rapportait 2 milliards à l'État. Là-dessus, 189 millions proviendront des institutions financières. Le gouvernement prévoit déjà abaisser les revenus de la taxe sur le capital à 725 millions d'ici 2011. La part des institutions financières baisserait donc à 91 millions. Le ministère des Finances n'était pas en mesure hier de dire à combien s'élève la taxe sur le capital versée par les compagnies d'assurances. Sébastien Rodrigue

Le trophée du plus mal habillé

La boutique de vêtements pour hommes Henri Vézina remet ça. Après avoir détourné en 2003 les pancartes électorales des trois chefs pour en faire des publicités pour ses complets, l'entreprise a mis en ligne un sondage pour déterminer lequel des leaders était « le moins bien habillé au débat 2007 ». Au moment d'écrire ces lignes, Jean Charest détenait une bonne avance sur ses adversaire, avec 65 % des votes. Mario Dumont arrivait en deuxième, avec 19 %, et André Boisclair était bon dernier, avec 15 %. Il est possible de voter jusqu'à lundi sur le site trophéevezina.com. En plus de se faire remettre le « trophée Vézina 2007 », le gagnant aura en principe droit à un complet sur mesure de la maison Henri Vézina, qui a fait affaire avec l'agence Bos et Revolver 3 pour créer le concours. Sébastien Rodrigue

ÉLECTIONS QUÉBEC 2007

Aujourd'hui en direct de l'Université de Sherbrooke
Décrochage, hausse des frais de scolarité: l'éducation devient-elle un privilège?

MAISONNEUVE
11 H 30

Réalisation: Lucie Benoit

95,1 FM
PREMIÈRE CHAÎNE

www.radio-canada.ca/maisonneuve

Charest fait faux bond aux villes...

La politique de la chaise vide adoptée par les libéraux de Jean Charest suscite la grogne. Et pas seulement auprès des groupes qui leur sont traditionnellement hostiles, comme les étudiants. Même les maires des municipalités rurales n'ont pas apprécié, hier, l'absence du premier ministre à leur rencontre, à laquelle les deux autres chefs se sont fait un devoir d'assister.

**TOMMY CHOUINARD
HUGO DE GRANDPRÉ
ET MALORIE BEAUCHEMIN**

SAGUENAY — Le premier ministre Jean Charest a soulevé la colère de la Fédération québécoise des municipalités (FQM) hier en annulant une allocution qu'il devait prononcer devant plus de 140 maires de villages en difficulté.

Le président de la FQM, Bernard Généreux, estime que le chef libéral risque de payer un prix politique pour leur avoir fait faux bond à la dernière minute. « Il devra assumer le coût de ses choix. Les gens sont dans un sentiment entre la déception, la colère et la frustration », a-t-il lancé.

Visiblement agacé par les questions des journalistes, Jean Charest a martelé que la ministre des Affaires municipales, Nathalie Normandeau, a représenté le gouvernement au Forum sur les municipalités dévitalisées, organisé par la FQM à Québec.



PHOTO JACQUES BOISSINOT, PRESSE CANADIENNE ©
Jean Charest a pris le temps de rencontrer les membres de la chambre de commerce de Jonquière, hier. Par contre, le chef du PLQ a préféré annuler sa présence devant la Fédération québécoise des municipalités.

« Elle a très bien fait ça », a-t-il ajouté. Or, vérification faite, la ministre ne s'est jamais adressée aux maires.

La FQM a refusé que M^{me} Normandeau prononce une allocution par égard aux chefs André Boisclair et Mario Dumont, qui contrairement à M. Charest, se sont rendus au forum.

Jean Charest avait pourtant pris l'engagement d'y participer. Mais mardi, juste avant le débat des chefs, le premier ministre a décidé de faire une croix sur cette activité.

« On n'a pas eu d'explica-

tion au sujet de son absence », a affirmé Bernard Généreux, insistant sur les efforts qu'avait déployés son organisation pour se conformer aux « exigences » de Jean Charest.

Le premier ministre a tenté de s'expliquer au cours d'une conférence de presse, à Saguenay. « Vous le savez, même si je voulais, je ne peux pas être partout à la fois », a-t-il affirmé. « On aimerait bien faire beaucoup de choses en campagne électorale. Mais vous savez, le temps est comprimé. Il faut faire des choix. »

Jean Charest a préféré arriver

plus tôt à Saguenay pour prononcer une allocution devant des membres de la chambre de commerce, à 12 h. Il a pris un vol à 10 h, à Québec.

L'entourage du premier ministre avait suggéré à la FQM de déplacer l'allocution à 8 h. C'était trop tôt pour la FQM. Plusieurs maires n'allaient pas pouvoir être sur place à temps, selon les organisateurs.

Les maires attendaient-ils Jean Charest avec une brique et un fanal ? « Pas du tout ! Il ne faut pas être paranoïaque », a lancé Bernard Généreux.

« Les autres chefs ont tous été bien reçus. Les gens veulent savoir ce que chacun des partis politiques a à offrir aux 200 municipalités qui vivent une situation de dévitalisation. »

Au cours de son allocution, André Boisclair a promis d'être à l'écoute des besoins des municipalités en régions. Il s'est dit ouvert à la création d'un comité interministériel qui se promènerait dans tout le Québec.

« Les messages clés, quels sont-ils ? Plus d'autonomie au monde municipal. On va revoir le droit municipal, pour faire en sorte que ne soyez pas toujours en train de quêter des autorisations à Québec. Je veux mettre fin à la tutelle du gouvernement du Québec sur les villes », a-t-il affirmé.

André Boisclair a aussi promis qu'il n'y aurait pas de transferts de responsabilités aux villes sans ressources supplémentaires sous un éventuel gouvernement péquiste.

Devant des membres de la chambre de commerce du Saguenay, Jean Charest a annoncé que, s'il est réélu, il autorisera la construction du complexe hydroélectrique La Romaine, près de Havre-Saint-Pierre, sur la Côte-Nord. Les travaux devraient débuter en 2009, a-t-il lancé.

Jean Charest a fait cette annonce sans avoir obtenu les évaluations environnementales et avant même d'avoir entrepris des négociations avec les Innus. Le projet figure déjà dans les plans d'Hydro-Québec. Le premier ministre a dû se défendre de faire de la récupération politique.

Le complexe La Romaine comprend 4 centrales. Ce projet de 1500 MW représente des investissements de 8,5 milliards de dollars.

DÉBAT SUR L'ÉDUCATION

... et sa troupe laisse les étudiants en plan

MARIE ALLARD

Le Parti libéral évite les débats où il juge que sa proposition de dégel des droits de scolarité recevra un mauvais accueil. Ses représentants se sont désistés à la dernière minute de deux débats prévus hier à l'UQAM et à l'Université de Montréal, forçant l'annulation du second.

« Il est difficile d'aller devant des gens qui ont déjà pris position, a fait valoir hier Isabelle Melançon, directrice des communications du Parti libéral. Nous sommes pour le dégel, eux ont clairement indiqué qu'ils étaient contre. » Le Parti libéral a aussi refusé de participer à un débat organisé aujourd'hui par la Fédération autonome de l'enseignement et à une émission spéciale prévue ce week-end par MusiquePlus.

« C'est désolant qu'ils n'aient pas le courage de débattre de leur position, a dénoncé Jonathan Plamondon, secrétaire général de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal. Ils ont annulé de façon cavalière, alors qu'on avait mis des affiches annonçant le débat. » M^{me} Melançon a précisé que le Parti libéral avait participé à d'autres débats liés aux jeunes, dont l'un tenu à l'Université Laval. « Il y a parfois des conflits d'horaire », a-t-elle ajouté.

Hier, la déception était palpable au débat organisé par les étudiants de science politique de l'UQAM. « C'est de la lâcheté », a dit Caroline Duclos, 20 ans, en regardant la chaise laissée vide par les libéraux. « Ce n'est pas

vrai que les étudiants sont tous gagnés au Parti québécois, autour de moi j'entends un discours très critique envers les péquistes », a ajouté Simon Letendre, 20 ans lui aussi.

Hausse de 16 \$ par trimestre avec l'ADQ

« Contrairement aux absents, j'ai accepté de faire face à la musique », a dit Charles Ghorayeb, candidat de l'Action démocratique (ADQ). Partisan de la gratuité scolaire « dans un monde idéal », il a proposé d'ici là une indexation des droits de scolarité au coût de la vie. « Ça fait 16 \$ de plus par session, 32 \$ par année », a-t-il dit.

Interrogé à savoir si les prêts et bourses allaient aussi être indexés, M. Ghorayeb a répondu par un non catégorique. L'ADQ a par la suite corrigé le tir en promettant « une majoration d'à peu près 10 % » de l'aide financière aux études, selon Marie-Ève Lemay, responsable des communications de la formation.

Camil Bouchard, du Parti québécois, a fait valoir que le gel des droits de scolarité équivaut à terme à la gratuité, « peut-être dans 100 ans », a-t-il admis. Il a rappelé la proposition péquiste d'investir 400 millions d'argent frais dans le postsecondaire et s'est inquiété des projets de construction des universités. « Il manque un pilote dans l'avion » pour superviser le tout, a-t-il dit.

Québec solidaire a précisé que la gratuité scolaire coûterait 270 millions par an, tandis que les verts ont dit tendre vers cette proposition.



PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE ©
Le Parti libéral s'est désisté d'un débat organisé hier à l'UQAM. « Nous sommes pour le dégel, eux ont clairement indiqué qu'ils étaient contre », a fait valoir Isabelle Melançon, directrice des communications des libéraux.

Bâissez votre portefeuille en toute confiance.

Nos outils tout simples et nos recherches poussées sur les placements sont conçus pour vous aider à définir vos objectifs et à trouver la bonne combinaison de placements. rbplacementsendirect.com

RBC Placements en Direct™



JE CHOISIS RBC™

ÉLECTIONS 2007

ENGAGEMENTS DE L'ADQ

Le chiffre de 1,7 milliard soulève des doutes

HUGO DE GRANDPRÉ

QUÉBEC — Le Parti québécois et le Parti libéral ont tous deux critiqué l'estimation de 1,7 milliard de dollars faite par Mario Dumont pour ses engagements électoraux. Mais ce dernier a maintenu hier le chiffre avancé lors du débat des chefs.

Le Parti libéral a soutenu la semaine dernière que les promes-

ses de M. Dumont s'élevaient à 6,3 milliards, soit un peu plus que la somme totale présentée par Québec solidaire. De leur côté, les libéraux sont à 4,7 milliards et le PQ, à 3,5 milliards.

Monique Jérôme-Forget et Line Beauchamp ne croient tout simplement pas le chef adéquat. « Son évaluation ne tient pas la route, a déclaré Mme Jérôme-Forget par voie de communiqué de

presse. En additionnant cinq des annonces faites par l'ADQ, soit l'allocation familiale de 5200 \$, la prime pour le troisième enfant, le programme d'efficacité énergétique, le fonds de développement régional et les investissements en sécurité publique, on arrive déjà à 1,7 milliard. Pourtant, le programme de l'ADQ contient 86 engagements. »

Au PQ, André Boisclair a dit

lui aussi voir mal comment M. Dumont pouvait en arriver à un tel résultat. À Trois-Rivières en après-midi, il a affirmé arriver à un total de 1,7 milliard en additionnant deux engagements de l'ADQ, soit l'abolition de la taxe sur le capital et l'aide aux familles. « Qu'est-ce qui reste pour la santé? Qu'est-ce qui reste pour ses autres engagements? » a-t-il demandé.

L'ADQ n'a pas présenté son cadre financier depuis le début de la campagne, ce qui lui attire les foudres de ses adversaires. Le chef du parti souhaite attendre le dépôt du budget fédéral, prévu le 19 mars. Ainsi, l'Action démocratique sera la seule formation à ne pas revoir son cadre après l'exercice du gouvernement fédéral, a-t-il fait remarquer hier.

EN UN COUP D'ŒIL > ADQ

Dumont promet l'autonomie en région

Mario Dumont a profité de son passage au Forum sur les municipalités dévitalisées du Québec, hier, pour promettre une vision autonomiste de la gestion régionale aux maires réunis dans la région de Québec.

Se présentant comme le seul chef dont la circonscription compte des municipalités rurales, il a rappelé les principaux points de sa plateforme en la matière : création d'un fonds d'autonomie régionale de 1,3 milliard de dollars, meilleure adaptation des politiques gouvernementales aux réalités rurales et abolition des commissions scolaires afin de permettre aux villes de récupérer une portion de l'assiette fiscale.

Quelques promesses...

- > Assouplir les règles de la taxe d'accises pour permettre aux municipalités d'avoir accès plus

facilement aux ressources prévues.

- > Consulter les instances locales dans la gestion des ressources naturelles comme la forêt afin d'augmenter la productivité.
- > Reconnaître le déséquilibre fiscal entre les municipalités, en créant un partenariat dans le secteur de la voirie, par exemple.

Réaction

- > « Nous avons été oubliés. Après avoir été frappés de plein fouet par les réformes Ryan et Trudel qui nous ont transféré des factures et des coûts qui ont miné nos finances municipales, nous sommes toujours en attente de solutions qui vont nous permettre d'éviter la faillite. »

— Jean-Marie Delauney, maire de Portneuf-sur-Mer, sur le pourquoi du Forum sur les municipalités.

Hugo de Grandpré

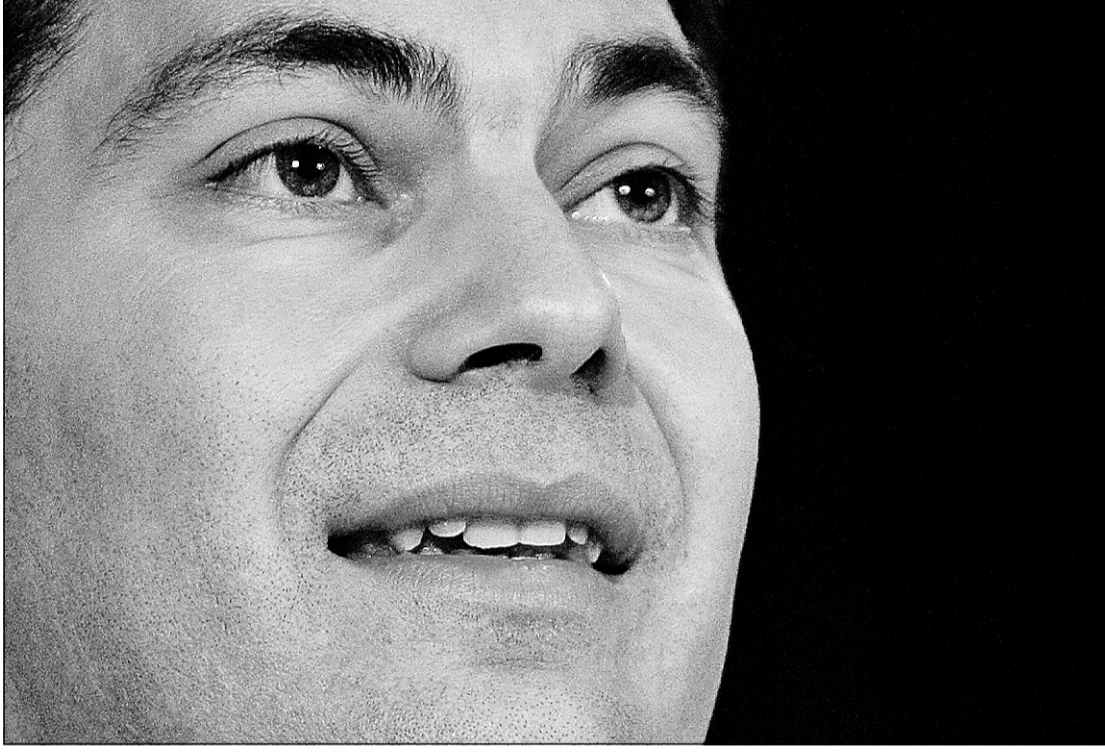


PHOTO MATHIEU BÉLANGER, REUTERS © Mario Dumont, chef de l'Action démocratique du Québec (ADQ), était présent hier au Forum sur les municipalités dévitalisées du Québec. Il a promis entre autres d'assouplir les règles de la taxe d'accises.

AVEZ-VOUS DÉJÀ CONNU UN MOMENT PARFAIT ?
ÊTES-VOUS PRÊT À VOUS EN TENIR À UN SEUL ?



ASSOCIATION
DES JOURNALISTES
AUTOMOBILE
DU CANADA

MEILLEURE NOUVELLE VOITURE DE LUXE DE MOINS DE 50 000 \$

E • Moteur V6 de 3,5 litres et 272 ch • Super transmission à commande électronique 6 rapports • Dispositif de contrôle de la stabilité du véhicule • Régulateur de traction • 8 coussins gonflables • Système audio haut de gamme Lexus • Sièges avant en cuir, chauffants et à réglages assistés • Rétroviseurs extérieurs chauffants à télécommande assistée • Garnitures similibois • Système d'accès SmartAccess à démarrage à bouton-poussoir • Panneau de toit transparent assisté

ES 350 2007

BIEN ÉQUIPÉE À PARTIR DE
42 900 \$[†]

LOCATION DE 48 MOIS
7,5 %* 598 \$^{MOIS}
ACOMPTE DE 3 062 \$*
DÉPÔT DE SÉCURITÉ DE 0 \$*



À LA CONQUÊTE DE LA PERFECTION.

CONCESSIONNAIRES DE LA RÉGION DE MONTRÉAL

GABRIEL LEXUS
ST-LAURENT (514) 747-7777
gabriel.lexus.ca

PRESTIGE LEXUS
BROSSARD (450) 923-7777
prestige.lexus.ca

SPINELLI LEXUS LACHINE
LACHINE (514) 634-7171 1 800 352-6111
spinellilexus.com

LEXUS LAVAL
LAVAL (450) 686-2710 1 866 709-3713
lexuslaval.ca

SPINELLI LEXUS POINTE-CLAIRE
POINTE-CLAIRE (514) 694-0771 1 877 694-0771
spinellilexus.com

*Modèle Lexus neuf ES 350 2007 Sfx A à un PDSF de 42 900 \$. Frais de transport et de préparation (1 775 \$), taxes applicables, immatriculation, enregistrement, taxe sur les pneus neufs et assurances en sus. *Terme de location offert par l'entremise de Lexus Services Financiers sur approbation du crédit. Offre de durée limitée valide à la location d'un modèle neuf ES 350 2007 Sfx A. Location basée sur un terme de 48 mois, au taux annuel de 7,5 %. Paiement mensuel de 598 \$ avec acompte de 3 062 \$, frais de transport et de préparation de 1 775 \$, dépôt de sécurité de 0 \$ et premier paiement mensuel exigibles au début du bail. Taxes applicables, immatriculation, enregistrement, taxe sur les pneus neufs et assurances en sus. Kilométrage limité à 96 000. Des frais de 0,15 \$ pour chaque kilomètre supplémentaire s'appliquent. Les concessionnaires Lexus sont libres d'établir les prix de détail et de location à leur discrétion. Une commande au détail pourrait être requise. Voyez votre concessionnaire Lexus participant pour tous les détails.

ACTUALITÉS

TENSIONS ENTRE LACHINE ET MONTRÉAL-OUEST

La barricade de la honte réapparaît

ÉRIC CLÉMENT

Montréal-Ouest a provoqué une manifestation de résidents de Lachine, hier, après avoir décidé unilatéralement de bloquer indéfiniment une rue limitrophe avec des blocs de béton et une barrière pour des raisons de quiétude. Choquée par cette attitude, Lachine va faire appel aux tribunaux si Montréal-Ouest ne démantèle pas sa barricade.

La barricade a été installée à l'angle des rues Broughton et Des Érables, à la frontière entre un quartier très cossu de la ville défusionnée et Saint-Pierre, un secteur beaucoup plus modeste de Lachine. Montréal-Ouest considère que la rue Broughton est dangereuse pour ses résidents, un trop grand nombre de véhicules perturbant la quiétude de ce quartier résidentiel, selon elle.

L'ex-arrondissement de Côte-Saint-Luc-Hampstead-Montréal-Ouest avait agi de la même façon en 2002, mais, à l'époque, il avait fini par s'entendre avec Lachine en installant une signalisation qui limitait la circulation. Mais récemment, des résidents de Montréal-Ouest ont demandé qu'on referme la rue.

Peter Charron, de la rue Broughton, est de ceux-là. Il a dit à *La Presse*, hier, que son fils avait failli être renversé dans la rue par une auto et c'est pourquoi il approuvait la décision de Montréal-Ouest. Venu sur les lieux, le maire Campbell Stuart a dit qu'il n'a pas voulu attendre qu'il y ait un accident mortel pour agir. « Ce n'est pas un droit acquis pour les gens de passer ici », a dit le maire qui ajoute que Montréal-Ouest a essayé la solution des



Des résidents de Saint-Pierre ont manifesté hier contre l'installation d'une barricade à l'entrée de Montréal-Ouest. Le maire de Montréal-Ouest, Campbell Stuart, a d'ailleurs dû essuyer les injures de résidents mécontents.

ralentisseurs de circulation, mais que cela n'a pas résolu le problème.

Des enfants qui pleurent

Les résidents voisins de Lachine, en majorité anglophones, ont dit que, lundi, l'autobus scolaire a dû déposer leurs enfants à la barricade, loin de chez eux. « Des enfants pleuraient », dit Stephanos Roume-

liotis, qui habite à cet endroit, côté Lachine, depuis 14 ans.

Une manifestante, Pat Schmidt, a eu une prise de bec avec le maire Stuart près de la barricade. « Nous sommes de la même communauté que vous et vous savez très bien qu'il n'y a pas tant de voitures que ça dans cette rue », lui a-t-elle dit en anglais. Pour une autre manifestante, Fiona Wilde, les propriétaires

des maisons huppées de ce quartier sont surtout préoccupés par la valeur de leur maison.

De plus, les manifestants affirment que la barricade va créer une voie sans issue qui pourrait nuire à l'intervention des pompiers ou d'une ambulance en cas d'urgence.

« Cela va augmenter le temps d'intervention de 30 secondes », réplique le maire Stuart, qui

condamne l'intention de Montréal-Ouest de fermer la caserne de pompiers de Montréal-Ouest qui dessert des quartiers montréalais.

Mise en demeure

Le maire de Lachine, Claude Dauphin, venu rencontrer les résidents frustrés, a indiqué qu'une mise en demeure a été envoyée à Montréal-Ouest lui enjoignant d'enlever sa barricade d'ici 10 h ce matin. Si Montréal-Ouest n'obtempère pas, une requête en injonction sera déposée au palais de justice. Pour M. Dauphin, la circulation n'a pas changé depuis quatre ans alors qu'une étude du consultant Traffic avait montré que le passage ne dépassait pas 150 véhicules de 6 h à 9 h 30.

« Nous, on va se battre, rétorque le maire Stuart. On est dans notre droit et on a raison d'un point de vue moral. On a l'obligation de protéger la vie de nos citoyens. »

Pour le conseiller de Lachine, Bernard Blanchet, ce dossier est « ridicule » et découle, selon lui, des défusions. En entrevue avec un média anglophone, le maire de Montréal-Ouest a dit, mi-figue mi-raisin, que le problème serait réglé si sa ville pouvait en quelque sorte annexer les deux rues de Lachine où les résidents protestent. « On pourrait bloquer plus bas et il n'y aurait pas de problème », a-t-il dit. « Ces résidents anglophones se sont toujours sentis comme des membres de notre communauté et j'ai déjà proposé à M. Dauphin de les regrouper à Montréal-Ouest, ce qui pourrait résoudre le problème », a-t-il dit par la suite à *La Presse*.

COURRIEL

Pour joindre notre journaliste : eric.clement@lapresse.ca

Pour coller, elle offre la traction intégrale. Pour décoller, 306 chevaux.



INFINITI®

Voici la toute nouvelle G d'Infiniti.

Sa horde de chevaux vous rive à votre siège. Sa traction intégrale ATTESA E-TS^{MC} vous donne 4 roues pour traverser l'hiver. La G d'Infiniti est celle qui redéfinit la notion de sécurité avec tout le contrôle qu'offre sa traction intégrale. Alors que la fougue de sa poussée d'accélération, issue des plus récentes technologies, vous procure une progression de puissance quasi-infinie. L'ingénierie devient chimie. À partir de 39 990 \$. Tel qu'illustré avec traction intégrale, 43 390 \$. infiniti.ca.

Un philosophe québécois décoré

Charles Taylor, professeur à McGill, remporte le prestigieux prix Templeton

MATHIEU PERREAULT

Il y a eu mère Teresa. Il y a eu le dissident russe Alexandre Soljenitsyne. Il y a eu le télévangéliste Bill Graham. Et il y a maintenant Charles Taylor, professeur de philosophie à l'Université McGill.

L'intellectuel montréalais est le premier Canadien à remporter le prix Templeton, remis depuis 1973 à des chercheurs qui s'intéressent à la spiritualité.

Le prix, accompagné d'une bourse de 800 000 livres sterling (1,8 million CAN), permettra à M. Taylor de se consacrer à l'écriture de livres sur les valeurs communes aux différentes cultures du monde.

« J'ai été très surpris », explique M. Taylor en entrevue téléphonique. « Ces dernières

« Avec la montée de l'islamisme et de la droite religieuse américaine, on se rend compte qu'il faut tenir compte du phénomène religieux. J'ai toujours pensé qu'on ne pouvait comprendre les grands mouvements à base religieuse si on croyait que la religion était dépassée. »

années, le prix récompensait surtout des scientifiques des sciences naturelles. Moi, je suis plutôt humaniste, pas vraiment dans les sciences dures. »

Le philosophe salue le renouveau des études sur la spiritualité, ces dernières années. « Pendant des décennies, les sociologues de la religion estimaient que la supé-

riorité de l'athéisme était prouvée, et que la religiosité était une chose du passé. Avec la montée de l'islamisme et de la droite religieuse américaine, ou la popularité de Jean-Paul II, on se rend compte qu'il faut tenir compte du phénomène religieux. Moi, j'ai toujours pensé qu'on ne pouvait comprendre les grands mouvements à base religieuse si on croyait que la religion était dépassée. »

Religion et politique

Pour autant, M. Taylor remarque que la religion est souvent dénaturée quand elle envahit l'arène politique. « Chaque sou- rate du Coran commence par une invocation de Dieu miséricordieux et plein de compassion. On ne retrouve pas cette compassion dans la rhétorique de ben Laden. De la même manière, je ne crois pas que le schisme qui menace l'Église anglicane, à cause de la question du mariage homosexuel décrié par des évêques africains, reflète vraiment la spiritualité africaine. La question de l'homosexualité n'est pas centrale pour le christianisme. Un évêque sud-africain l'a récemment rappelé. »

Le philosophe de 75 ans mettra beaucoup d'énergie dans les prochaines années sur le réseau « Center for Transcultural Studies », qui regroupe des chercheurs de partout dans le monde.

« On étudie par exemple pourquoi la démocratie est différente en Chine et en Inde, par rapport aux autres régions du monde. » M. Taylor attribue à ses origines biculturelles – mère francophone et père anglophone – son intérêt pour ces questions.

Le prix a été annoncé hier à l'Église unie des Nations unies, à New York. La cérémonie officielle aura lieu le 2 mai au palais de Buckingham, à Londres.

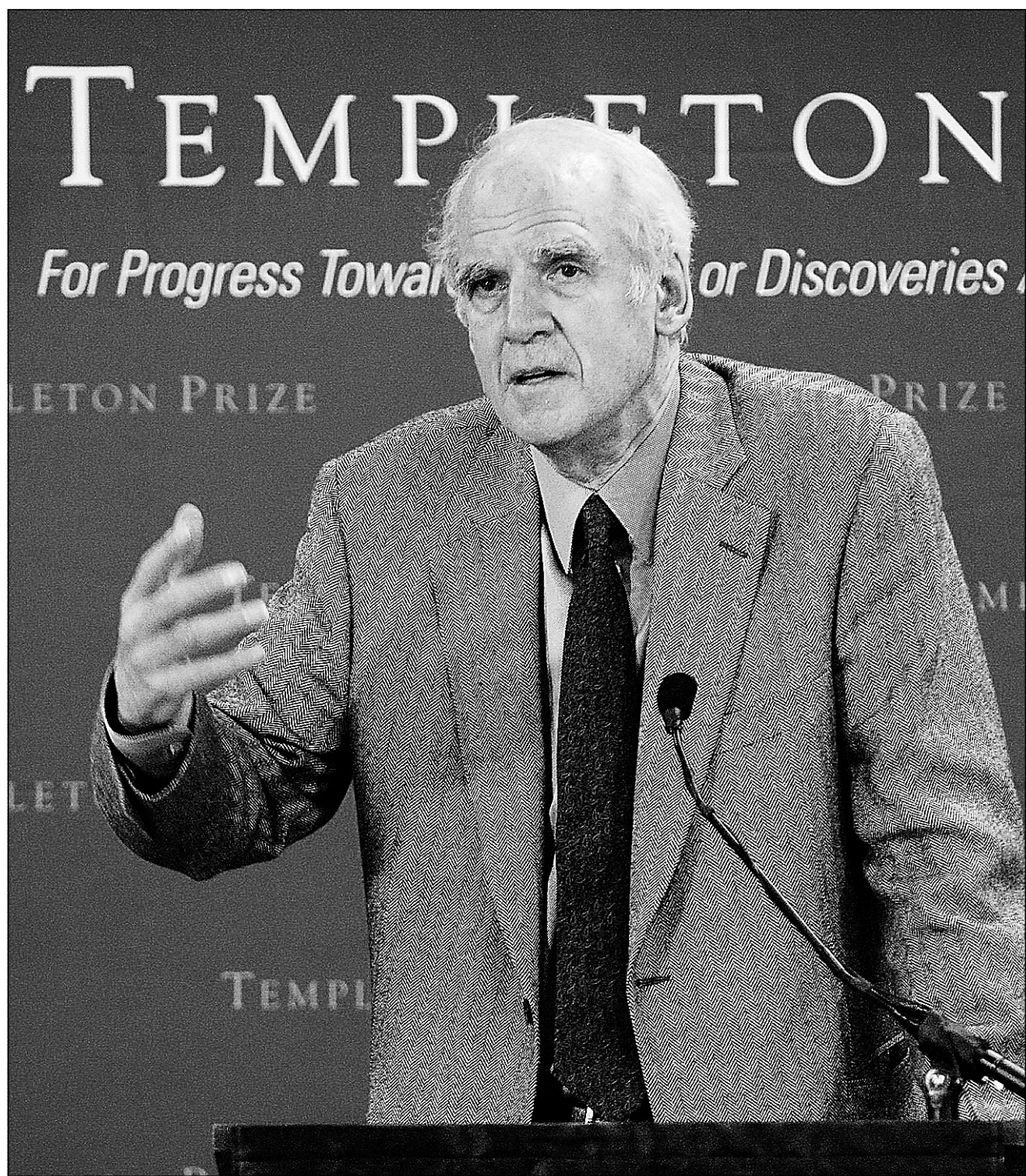


PHOTO CHIP EAST, REUTERS

Le prix décerné à Charles Taylor, assorti d'une bourse de 1,8 million de dollars, lui permettra de se consacrer à l'écriture de livres sur les valeurs communes aux différentes cultures du monde.

EN BREF

Québec rencontrera les manifestants autochtones de la route 117 vendredi

Les manifestants autochtones qui ont bloqué la route 117 rencontreront finalement des représentants du gouvernement demain, à Montréal. Leur porte-parole, Guillaume Carle, grand chef de la Confédération des peuples autochtones du Canada, participera aux discussions, de même qu'André Maltais, secrétaire général associé aux Affaires autochtones du Québec. C'est ce qu'a confirmé à *La Presse* Claire Rémillard, attachée de presse du ministre délégué Geoffrey Kelley. Par ailleurs, l'Assemblée des premières nations du Québec et du Labrador a vigoureusement dénoncé le blocage de la route 117, hier. Selon elle, le groupe de manifestants ne possède aucune reconnaissance officielle. Ghislain Picard, chef de l'APNQL, précise que les droits des peuples autochtones ne peuvent être utilisés à tout vent par le premier venu. — PC et La Presse

PLUS D'EUROPE
à découvrir...

PARIS
Hiver 2007 à partir de
445\$

air vacances

Printemps-Été 2007
Vols directs

BRUXELLES • NANTES • PARIS
Aller-retour **445\$**
à partir de

Réservez dès maintenant pour profiter des meilleurs prix !
Visitez le www.airtransat.com, téléphonez au 1 877 655-3948 ou communiquez avec votre agent de voyages.

20 ans
Tout un monde!

Départs de Montréal. Prix par personne en classe économique, valides à l'achat d'un vol aller-retour. Les prix sont ceux disponibles au moment de mettre sous presse. Les tarifs peuvent varier selon la date de départ ainsi que la destination sélectionnées. Les tarifs sont sujets à changement sans préavis et sont valides pour les nouvelles réservations individuelles seulement. Les sièges disponibles aux tarifs affichés sont en quantité limitée. Taxes, DPSTA, frais aéroportuaires, assurances et surcharge de carburant, si applicable, ne sont pas inclus.

ENTREPÔT • LIQUIDATION ENTREPÔT • LIQUIDATION

De **40%** à **80%** de rabais

40% 80%

40% 80%

- Vêtements
- Skis paraboliques
- Planches à neige
- Bottes
- Fixations
- Bâtons
- Raquettes à neige
- Lunettes
- Casques
- Accessoires (gants, tiques, etc.)

Aucune vente de **FERMETURE** ne peut battre nos prix de liquidation!

Plus de **1 million** à liquider

Mandaté par d'importants fournisseurs à liquider des inventaires! En plus, nous achetons faillite et liquidation.

UN SEUL ENDROIT

L'ENTREPÔT CLUB SPORT DE LAVAL

LIQUIDATION DE GOLF

CONCEPT du mercredi au dimanche 5 JOURS LIQUIDATION DE GOLF à partir du 4 avril 2007

CHOMEDEY LAVAL 1916, CURÉ-LABELLE 450-973-4350

2 lumières au nord de St-Martin, au sud de la 440

la Baie

JONES NEW YORK

25 % de rabais

Mode printanière à prix ordinaire pour femme
JONES NEW YORK COLLECTION et JONES NEW YORK SPORT

Offre en vigueur du vendredi 16 au dimanche 25 mars 2007
Le choix varie selon le magasin. Les rabais s'appliquent à nos prix ordinaires, sauf avis contraire. Précisions en magasin.

LE BONHEUR EST-IL DANS

En cette journée mondiale des droits des consommateurs, *La Presse* publie un sondage exclusif sur la consommation des Québécois.

Le mythe de l'homme qui a une crise d'urticaire chaque fois qu'il met les pieds dans un centre commercial est déboulonné. **Le magasinage n'a plus de sexe.** Et la moitié de la population y trouve une source de bonheur. Un bonheur qui fait mettre des lunettes roses aux gens lorsque vient le temps de parler **budget et endettement.**

CAROLINE TOUZIN

La question divise les Québécois au même titre qu'un référendum sur l'indépendance. Le magasinage rend-il heureux? Un peu plus de la moitié répond oui. L'autre, non. Et ce n'est pas une question de sexe. Autant d'hommes que de femmes trouvent le bonheur au centre commercial.

C'est ce que révèle un sondage SOM-*La Presse-Protégez-vous* sur la consommation des Québécois. Le magasinage rend heureux 53,2% des gens interrogés. Mais, dépenser de l'argent leur plaît moins. Le tiers, seulement, aime sortir son portefeuille.

« Ça confirme que la quête du bonheur se traduit souvent par le fait de posséder. Sauf que l'argent nous rattrape un jour ou l'autre. Tout le monde veut aller au ciel, mais personne ne veut mourir », dit le porte-parole de l'Union des consommateurs, Charles Tanguay.

Quatre Québécois sur cinq éprouvent du plaisir à magasiner (33% ont répondu toujours et 47% parfois). « C'est inquiétant de voir à quel point le magasinage est devenu un loisir. Mais ce n'est pas étonnant. On n'a qu'à voir les stationnements des centres commerciaux bondés, les fins de semaine, et les mégacentres comme le Marché central à Montréal qui agrandissent », dit l'avocate chez Option consommateurs, Jannick Desforges.

Ce « plaisir » se conjugue maintenant au masculin. « On dit toujours que ce sont les femmes qui préfèrent magasiner. Selon ce sondage, ça tend à changer. D'ailleurs, on a observé dans d'autres études que ce ne sont plus juste les femmes qui souffrent de compulsion dans leurs achats. Les hommes aussi », explique la professeure de sciences de la consommation de l'Université Laval à Québec Marie Lachance.



LE MAGASINAGE ?

« Autres choses à faire »

Plus les gens sont éduqués, toutefois, moins ils retirent du bonheur en magasinant, note la professeure. L'analyste pour SOM, Guy Larocque, trouve cela logique : « Plus on est éduqué, plus on a d'autres choses à faire que de magasiner. On va au théâtre. On lit des livres. »

Ce qui incite le plus à faire

dans son sens. « Les gens reçoivent plus d'une centaine de messages par jour sans reconnaître la pression que cela exerce sur eux. Il nous reste du travail de conscientisation à faire », explique son coordonnateur, Arthur Lacomme.

Beaucoup de travail en effet, si l'on en croit les prochains résultats. Six personnes sur 10 ne croient pas que leur vie

Les hommes sont aussi plus nombreux à trouver « très important » d'avoir les appareils les plus performants et les plus avancés (12 % par rapport à 5 % chez les femmes). « C'est une attitude typiquement gars de vouloir les appareils dernier cri. Et je suis sûr que ces chiffres sont conservateurs, car souvent on est gêné de dire qu'on est envieux du voisin », explique M. Tanguay.

Fabricants de bonheur

« Expérience de consommation. » Le mot est à la mode chez les propriétaires de centres commerciaux au

Québec comme Ivanhoé Cambridge et Cadillac Fairview. « Notre objectif est de faire vivre l'expérience de consommation la plus agréable possible. Au centre Eaton, notre clientèle est jeune et branchée. On a donc décidé de lui offrir une zone Internet sans fil dans la foire alimentaire », dit le vice-président principal pour

l'est du Canada chez Ivanhoé Cambridge, Jean Laramée.

De son côté, pour le « bonheur » de sa clientèle, Cadillac Fairview mise sur des services gratuits et sécuritaires comme la location de poussettes et des stationnements éclairés et propres, explique sa directrice du marketing, Agnès Ciccarelli.

Le magasinage est beaucoup plus qu'un exercice d'achat, ajoute le président du Conseil québécois du commerce de détail, Gaston Lafleur. « C'est l'expérience de nouveaux concepts. C'est passer du temps en famille. On y recherche la valorisation de soi. »

Ce ne sont plus juste les femmes qui souffrent de compulsion dans leurs achats. Les hommes aussi.

des achats ? Six personnes sur 10 répondent « le plaisir ». Seulement 7 % des gens montrent du doigt la publicité. « La pub influence davantage qu'on pense. Mais personne ne veut avouer sa vulnérabilité aux messages publicitaires », avance M^{me} Desforges.

Le réseau québécois pour la simplicité volontaire abonde

serait moins compliquée si elles possédaient moins de choses. Le quart des hommes comme des femmes achètent parfois des biens dont ils n'ont pas besoin. Le même pourcentage le regrette, d'ailleurs. Il y a aussi plus d'hommes (30,8 %) que de femmes (20,1 %) qui font des achats spontanés de plus de 100 \$.



PHOTO ALAIN ROBERGE. LA PRESSE ©

Selon nos données, le magasinage n'a plus de sexe. Un quart des femmes comme des hommes (ci-dessus Yan Pelletier), achètent parfois des biens dont ils n'ont pas besoin. Le même pourcentage le regrette, d'ailleurs. Il y a aussi plus d'hommes (30,8 %) que de femmes (20,1 %) qui font des achats spontanés de plus de 100 \$.

Budget, dettes et lunettes roses

CAROLINE TOUZIN

Les Québécois portent des lunettes roses quand il s'agit de parler budget et endettement. C'est ce qui ressort du sondage SOM-La Presse-Protégez-vous sur la consommation des Québécois, selon plusieurs spécialistes consultées par La Presse.

Sept personnes sur 10 ne se considèrent pas endettées. « Ça me scie de voir ça. C'est probablement qu'elles ont des dettes, mais qu'elles arrivent à payer leurs mensualités. »

Sept personnes sur 10 ne se considèrent pas endettées. « Ça me scie de voir ça. C'est probablement qu'elles ont des dettes, mais qu'elles arrivent à payer leurs mensualités. Ça prendra l'arrivée d'un enfant supplémentaire, d'un divorce ou le resserrement des taux d'intérêt pour qu'elles le réalisent »,

croit le secrétaire général et professeur de HEC Montréal Jacques Nantel.

Impossible que 74 % de la population n'ait pas de dettes. Le taux d'endettement (le montant total des dettes par rapport au revenu annuel après impôts) est passé de 53 % à 99 % depuis 20 ans. En 2001,

71 % des Canadiens avaient au moins une dette sur une carte de crédit. « Les gens font l'autruche. C'est souvent une douche froide quand on leur demande de mettre leurs dettes par écrit », ajoute Jannick Desforges, avocate chez Option consommateurs.

Et parmi ceux qui se déclarent

endettés, 69 % ne trouvent pas ça inquiétant, révèle le sondage. Les gens ont des comportements très hédonistes, croit M. Nantel. « La carte de crédit leur sert à flamber de l'argent. Elle sert aux achats non essentiels », remarque-t-il. La professeure en sciences de la consommation à l'Université Laval Marie Lachance est restée « interdite » par certains résultats. « C'est comme si le terme était péjoratif. Endetté signifie pour eux criblé de dettes », raconte-t-elle.

Les gens de Montréal se disent plus endettés (28 %) que les gens de Québec (23 %). L'analyste pour SOM, Guy Larocque, l'explique par une meilleure sécurité d'emploi dans la région de Québec. « Les fonctionnaires sont sans doute aussi endettés, mais ils se disent qu'avec leur sécurité d'emploi, ils n'auront pas de problème à rembourser leurs dettes », dit-il.

Un budget ?

Un peu plus de la majorité de la population fait un budget, selon le sondage. Parmi ceux qui le font, neuf sur 10 le respectent (toujours 29 % et généralement 61 %). « Ce n'est vraiment pas ce qu'on constate sur le terrain », dit M^{me} Desforges. Son organisme donne une centaine de séances d'informations par an sur les budgets. « La grande majorité des participants ne font pas de budget par écrit. Je dirais qu'un maximum de 20 % le fait », ajoute-t-elle.

M. Nantel doute aussi de la franchise des répondants. « C'est dans l'air du temps. Les gens vivent au jour le jour. Ils épousent des valeurs de liberté et de nomadisme. Plus on vieillit, plus on fait notre budget. »

Le porte-parole de l'Union des consommateurs, Charles Tanguay, y va d'un dernier conseil. « Ceux qui font un budget le respectent. Ils ont un souci de rigueur et de saine gestion. Cela dit, tout le monde devrait essayer de le faire. »

SONDAGE SOM > LA PRESSE > PROTÉGEZ-VOUS



Faites-vous un budget ?

Oui	56,1 %
Non	43,9 %

Le respectez-vous ?

Toujours	29,0 %
Généralement	60,6 %
Rarement	8,4 %
Jamais	2,0 %

Quelle proportion de vos dépenses (mensuelles ou annuelles) est consacrée à des choses non essentielles ?

Moins de 10 %	46,9 %
10 à 25 %	37,8 %
25 à 50 %	11,3 %
Plus de 50 %	3,9 %

Considérez-vous que vous êtes endetté ?

Oui	26,2 %
Non	73,8 %

Est-ce que le montant de vos dettes vous inquiète ?

Oui	12,6 %
Non	69,1 %
Pas de dette	18,3 %

Vous arrive-t-il d'acheter des biens dont vous n'avez pas vraiment besoin ?

Jamais	23,4 %
Rarement	44,6 %
Parfois	24,2 %
Souvent	7,8 %

Faites-vous des achats importants (+ de 100 \$) de façon spontanée ?

Jamais	31,3 %
Rarement	43,3 %
Parfois	15,7 %
Souvent	9,7 %

Qu'est-ce qui vous incite le plus à faire des achats ? Est-ce surtout...

La publicité	7,4 %
La famille/des amis	16,8 %
Pour se faire plaisir	62,2 %
Autre	13,5 %

Après avoir fait un achat, vous arrive-t-il de le regretter ?

Jamais	29,9 %
Rarement	43,5 %
Parfois	23,3 %
Souvent	3,3 %

Diriez-vous que magasiner vous rend heureux ?

Oui	53,2 %
Non	46,8 %

Diriez-vous que dépenser de l'argent vous rend heureux ?

Oui	32,0 %
Non	68,0 %

Considérez-vous que d'avoir les appareils les plus performants et les plus avancés est important ?

Très	8,0 %
Assez	20,0 %
Peu	31,5 %
Pas du tout	40,5 %

Pensez-vous que votre vie serait moins compliquée si vous possédiez moins de choses ?

Oui	41,5 %
Non	58,5 %

MÉTHODOLOGIE

Le sondage a été réalisé par téléphone auprès de 1012 personnes au Québec du 28 février au 11 mars. La marge d'erreur est de 4,5 points de pourcentage.

ACTUALITÉS

SURFACTURATION DANS LES GARDERIES PRIVÉES

Des plaintes par centaines

HUGO MEUNIER

Le ministère de la Famille a reçu plus de 700 plaintes, depuis l'adoption d'un règlement qui interdit d'imposer aux parents un tarif quotidien supérieur à 7 \$ dans les garderies subventionnées du Québec. Près de la moitié des 548 établissements de l'Association des garderies privées du Québec (AGPQ) facturent plus que la somme établie par Québec.

« Les frais de garde sont maintenus à 12 \$. Pour pouvoir maintenir ce tarif, nous avons conclu avec le Ministère que des frais supplémentaires pouvaient être exigés pour le petit-déjeuner complet ainsi que pour les articles d'hygiène suivants : crème solaire et brosse à dents. » Légal ou non, le contenu de cette lettre envoyée aux parents d'une garderie privée de Montréal ?

Une chose est sûre : le gouvernement et l'AGPQ interprètent différemment le Règlement sur la contribution réduite, adopté dans la tourmente en août dernier.

« On a eu un gros boum de plaintes. C'est du jamais vu dans ce domaine. »

Ce règlement ministériel, qui vise à empêcher la surfacturation, fixe les frais de garde à 7 \$. Mais depuis juin, 767 plaintes ont été compilées au ministère de la Famille, toutes liées à ce règlement. « On a eu un gros boum de plaintes. C'est du jamais vu dans ce domaine », souligne la responsable des relations de presse du ministère, Stéphanie Tremblay.

Les plaintes visent 264 établissements subventionnés de la province, soit 34 centres de la petite enfance, 219 garderies privées et 11 garderies en milieu familial. C'est environ un établissement sur 10 du réseau québécois des garderies, qui en compte 2042.

À la suite d'une plainte, le Ministère doit visiter les établissements visés et leur envoyer un avis de non-conformité. Les garderies ont alors 10 jours pour se soumettre au règlement. En dernier recours, le Ministère peut suspendre la subvention accordée à l'établissement délinquant.

Malgré le nombre de plaintes, la quasi-totalité des garderies finit par se ranger. Cent cinquante-trois avis de non-conformité ont

été envoyés depuis juin ; huit garderies ont reçu des avis de suspension et une seule conteste la chose devant les tribunaux.

De son côté, l'Association des garderies privées du Québec justifie la surfacturation dans près de la moitié de ses établissements par les trois exceptions prévues dans le règlement ministériel : les sorties organisées à vocation éducative, les articles d'hygiène et les repas supplémentaires.

Selon l'AGPQ, ces exceptions permettent à une garderie privée de gonfler les frais de garde de quelques dollars.

Erreur, réplique le Ministère : « Il faut facturer les services particuliers à un coût fixe », explique Stéphanie Tremblay. Traduction : ces autres services doivent être facturés à part, dans une entente particulière.

Aux yeux du Ministère, les garderies qui exigent une somme supérieure à 7 \$ par jour agissent donc illégalement.

« C'est de l'improvisation totale ! » tonne le président de l'AGPQ, Sylvain Lévesque, propriétaire de la garderie Petit à petit, où les parents paient 11 \$ par jour. « Je ne vois pas ce qui est illégal, c'est ridicule ! Le gouvernement n'est même pas capable d'interpréter son propre règlement et de l'appliquer convenablement », ajoute-t-il. Il explique que les parents paient 7 \$ et cochent ensuite des services supplémentaires dans une annexe du contrat.

Le contrat qu'il proposait aux parents des 80 enfants de sa garderie avait d'abord été refusé par le Ministère. « J'ai déplacé quelques virgules et il a été accepté. »

Peu importe la manière dont le règlement est interprété, son application démontre que le torchon brûle toujours entre les garderies privées et le Ministère. « On n'est pas contre gérer à 7 \$, au contraire, mais dans la mesure où un reçoit un financement équitable », explique Sylvain Lévesque.

L'AGPQ reproche au Ministère d'accorder 40 \$ par jour par enfant par CPE, alors qu'il n'alloue que 33 \$ au privé.

Selon Sylvain Lévesque, les garderies qui se sont pliées au règlement ont dû réduire leurs services. « On a ouvert un panier de crabes avec ce règlement-là », résume M. Lévesque, qui accuse le Ministère d'avoir incité les parents à porter plainte.

La justice devra trancher le débat sur le controversé règlement, puisque l'AGPQ a déposé, en août, une requête en Cour supérieure pour revoir son interprétation.

Les policiers du métro et l'Opéra sous le même toit

SARA CHAMPAGNE

Les policiers affectés à la surveillance du métro joindront leurs voix à l'Opéra de Montréal, mais ce ne sera pas pour chanter *La Traviata*. Le nouveau contingent aménagera son poste de commandement dans une partie des bureaux de l'Opéra.

L'entente temporaire de deux ans, fait l'affaire des deux parties. Les 135 policiers pourront accéder rapidement au métro par la station Place-des-Arts. Et l'Opéra pourra éviter un déménagement en réduisant ses coûts administratifs.

« On ne fera pas d'argent avec la location, mais nous estimons qu'on va économiser environ 40 % des frais de loyer administratifs. »

La Ville et la Société de la Place-des-Arts ont signé un contrat de location de 335 000 \$, qui s'étendra de mai 2007 à février 2009. « Un prix inférieur à celui du marché », indique le comité exécutif de la Ville. Les policiers occuperont la moitié de l'espace administratif de l'Opéra, soit 8000 pieds carrés (668 m²), à l'arrière de l'édifice du boulevard De Maisonneuve.

Le Service de police de Montréal (SPVM) compte aménager un local central. À l'image d'un poste de quartier, il accueillera les policiers, superviseurs et détectives. Il y aura aussi une salle, hautement contrôlée, qui sera occupée par

les écrans de surveillance des caméras dans le métro. Une somme de 2200 \$ par mois est par ailleurs prévue pour louer 13 places de stationnement souterrain pour les voitures du SPVM.

La chef de la nouvelle division policière, Hélène Charron, explique que les policiers devront ultérieurement déménager près de la station Berri-UQAM, où s'entrecroisent trois lignes du réseau. Des discussions sont d'ailleurs en cours avec le groupe Busac, responsable de la construction de l'îlot Voyageur, et la Société de transport de Montréal (STM), qui dispose de locaux à proximité. « L'Opéra de Montréal est assez central, à deux stations de métro de la station Berri-UQAM, indique M^{me} Charron. Mais il est évident que pour se déployer facilement, dans des délais d'intervention très courts, il faudra se rapprocher. »

La direction de l'Opéra, qui a passé à un cheveu de la faillite l'été dernier, affirme pour sa part qu'elle veut réintégrer ses locaux dans deux ans. Entre-temps, l'organisme, qui a réduit ses effectifs de moitié pour fonctionner à 11 employés, occupera le reste de l'espace.

« On ne fera pas d'argent avec la location, mais nous estimons qu'on va économiser environ 40 % des frais de loyer administratifs, explique le directeur de l'Opéra, Pierre Dufour. On avait de toute façon un surplus de pieds carrés. »

Le plan de relance de l'Opéra vise à réduire des deux tiers un déficit accumulé de 2 millions d'ici deux ans.



MESSIEURS DAME À TABLE !
15 JOURS
 à **15 %** de réduction
 Sur toutes nos collections de salle à manger
 Cette offre se termine le 31 mars 2007



3932, Autoroute 440 Ouest (angle Curé-Labelle) Laval (Qc) • 450 687-6867

Vieux-Québec en forfait

Forfait ski

- 1 nuit à l'hôtel pour 2 personnes
- 2 billets de ski pour une journée à l'une des 3 stations
- Accès à la piscine intérieure, sauna et centre de conditionnement physique

À partir de **175\$** PAR NUIT / MINIMUM 2 NUITS POUR 2 PERSONNES, TAXES EN SUS

À partir de **199\$** POUR 1 NUIT, POUR 2 PERSONNES, TAXES EN SUS

Tous nos forfaits sont disponibles en certificats-cadeaux

MANOIR VICTORIA

44, côte du Palais, Vieux-Québec (Québec) G1R 4H8 • www.manoir-victoria.com • 1 800 463.6283

Recherchez-vous sur nos autres forfaits

Découvrez le Spa du Manoir!

Holiday Inn
 HOTELS · RESORTS

Restez pour le petit-déjeuner. Obtenez une voiture.

Réservez le tarif Best-4-Breakfast^{MD} et effectuez deux séjours dans un hôtel Holiday Inn^{MD} du Canada ou des États-Unis, et nous vous enverrons une voiture moulée sous pression de collection. Offre valable jusqu'au 15 avril 2007.

Inscrivez-vous à cette promotion dès maintenant à holidayinn.com/diecast.

Pour plus de renseignements sur les courses, rendez-vous à holidayinn.com/racing.

Inscrivez-vous sans tarder à cette promotion à www.holidayinn.com/diecast. Offre destinée aux membres Priority Club^{MD} Rewards.

Empruntez la voie rapide pour réserver votre prochain séjour. Composez le 1-800-691-3386 ou visitez holidayinn.com

PRIORITY CLUB Rewards It's easier. Enjoy.

Holiday Inn 29 COURSES SÉJOURNEZ TOUJOURS SOUS LE VERT

RCR

Vous devez être un membre de Priority Club Rewards^{MD} et inscrire votre numéro de membre à l'avance ou jusqu'à trois jours après la fin de votre premier séjour. Les membres Priority Club Rewards doivent réserver le tarif Best-4-Breakfast^{MD} et effectuer deux séjours dans un hôtel Holiday Inn^{MD} du Canada ou des États-Unis entre le 1^{er} février et le 15 avril 2007 pour recevoir une voiture moulée sous pression. Un séjour est défini comme une ou plusieurs nuits consécutives dans le même hôtel, indépendamment de la fréquence des arrivées et des départs. Le tarif Best-4-Breakfast inclut l'hébergement dans une chambre standard et un coupon échangeable contre le petit-déjeuner dans le restaurant de l'hôtel. Limite de 20 \$ par chambre, par jour. Valable dans les hôtels Holiday Inn^{MD} participants. Les dates de la promotion peuvent changer. Nous donnerons suite seulement aux demandes de voitures moulées sous pression provenant de personnes dûment inscrites. Limite de une voiture moulée sous pression par membre Priority Club Rewards. L'offre est en vigueur jusqu'à l'épuisement des stocks et n'est pas valable dans les hôtels Holiday Inn^{MD} Express. Veuillez prévoir de 8 à 12 semaines pour la livraison de votre voiture moulée sous pression. Si vous avez des questions, communiquez avec le service des promotions en composant le 1-800-799-9976 ou en envoyant un courriel à holidayinnracing@ohgihy.com. Le numéro « 29 » stylisé, la réplique de la voiture de course numéro 29 et le logo du drapeau à damier de RCR sont des marques de commerce de RCR Enterprises, LLC utilisées en vertu d'une licence consentie par RCR Enterprises, LLC. Le nom et la photo de Jeff Burton sont utilisés avec la permission de Jeff Burton Autosports, Inc. en vertu d'une licence consentie par Jeff Burton Autosports, Inc. ©2007 InterContinental Hotels Group. Tous droits réservés. La plupart des hôtels sont des propriétés indépendantes et/ou sont exploités individuellement.



Une vente que vous allez adorer.

Profitez dès maintenant d'appels illimités à n'importe qui ayant n'importe quel téléphone de Bell.¹

Que vous soyez un client actuel, ou en voie de le devenir, nos nouveaux forfaits de Bell Mobilité font d'un téléphone de Bell un objet inestimable. Tous vos appels locaux en provenance et à destination de n'importe quel téléphone de Bell, qu'il soit mobile, résidentiel ou d'affaires, sont gratuits. Et comme presque tout le monde a au moins une ligne de Bell, c'est un peu comme pouvoir faire des appels illimités à tout le monde. Obtenez les Appels Bell à Bell pour aussi peu que 10 \$ par mois. Il n'y a jamais eu de meilleur temps pour être avec Bell.

Faites vite. L'offre prend fin le 31 mars 2007.

Visitez un magasin Bell

1 888 4MOBILE

bell.ca



L'offre prend fin le 31 mars 2007. Offert avec les appareils compatibles, dans les zones de couverture du réseau numérique principal et (ou) du réseau mobile haute vitesse de Bell Mobilité, là où la technologie le permet. Chaque forfait (minutes ou volume) est facturé sur une base mensuelle et les minutes pour toute utilisation (données ou voix) sont locales dans les zones de couverture de Bell Mobilité; sinon, des frais d'interurbain et d'itinérance (y compris des taxes étrangères) peuvent s'appliquer. D'autres frais, tels que, sur une base mensuelle, 9-1-1 (75 ¢), accès au réseau qui ne sont pas des frais du gouvernement (8,95 \$/mois) et frais uniques d'activation (35 \$) s'appliquent. Des frais de résiliation anticipée s'appliquent. Modifiable sans préavis et ne peut être combiné avec aucune autre offre. Taxes en sus. D'autres conditions s'appliquent. (1) S'applique au temps d'antenne pour les appels au Québec et en Ontario entre les téléphones résidentiels et d'affaires et au Québec, en Ontario, en Alberta et en Colombie-Britannique entre les téléphones mobiles; frais d'interurbain en sus. Réservez avec un contrat d'une durée min. de 1 an avec un forfait Appels Bell à Bell ou en ajoutant un extra Appels Bell à Bell à certains forfaits de 20 \$ à 35 \$/mois (à l'exclusion des forfaits Famille). Des frais uniques d'activation de 35 \$ s'appliquent aux clients actuels de Bell Mobilité.

ACTUALITÉS

STATION PLACE-DES-ARTS

Montréal avalise l'érection de deux tours

SARA CHAMPAGNE

Le comité exécutif de la Ville de Montréal fait fi des recommandations de l'Office de consultation publique de Montréal et donne son aval à l'érection de deux tours au-dessus de la station de métro Place-des-Arts, dans le Quartier des spectacles. La résolution, qui est passée sans bruit entre les mains des élus la semaine dernière, sera soumise au prochain conseil municipal. L'arrondissement de Ville-Marie n'est notam-

L'arrondissement de Ville-Marie n'est notamment pas d'accord avec l'Office (de consultation publique de Montréal), qui jugeait la hauteur du projet excessive.

ment pas d'accord avec l'Office, qui jugeait la hauteur du projet excessive.

Selon la direction de l'aménagement urbain de Ville-Marie, qui a analysé les recommandations, la construction des deux tours de 27 et 14 étages ne portera pas ombrage au quadrilatère délimité par le boulevard De Maisonneuve et les rues De Bleury et Mayor. Et le projet résidentiel s'harmonisera bien avec l'édifice Gordon Brown.

« Le projet soumis est plutôt respectueux des caractéristiques du secteur en transition, indique l'arrondissement. Il est conforme à l'orientation du plan d'urbanisme en matière d'intégration urbaine », indique-t-on dans le document qui a été soumis au comité exécutif.

L'Office demandait aussi de mettre sur pied un « comité

de bon voisinage » et d'insérer dans le contrat de vente un mécanisme informant les futurs acquéreurs des activités festives du secteur. Les élus ont préféré s'en remettre à la bonne foi du promoteur Iber Management, qui s'est engagé à informer ses futurs clients. Et on ajoute que le partenariat du Quartier des spectacles a déjà le mandat de rassembler les acteurs du milieu.

« C'est le promoteur qui devra en assumer les conséquences s'il n'informe pas suffisamment ses acheteurs, explique Jean-Yves Duthel, directeur des affaires publiques de l'arrondissement. Il est de toute façon clair que le projet résidentiel est situé dans un secteur où toute la promotion se fait autour des festivals. »

André Ménard, dirigeant du Festival international de jazz de Montréal, prévient que son organisation restera vigilante devant la construction des deux tours. Il espère qu'un mécanisme de contrôle efficace sera intégré au programme particulier d'urbanisme (PPU) du Quartier des spectacles, dont les grandes lignes ont été dévoilées la semaine dernière.

Préserver le bon voisinage

« On n'a rien contre le développement résidentiel dans le secteur, au contraire. Mais il faut s'assurer d'un bon voisinage, notamment au sujet de l'occupation des espaces de stationnement. »

À l'Office de consultation publique de Montréal, on a refusé hier de commenter la décision du comité exécutif de la Ville de Montréal. En moyenne, 75 % des recommandations déposées par l'Office sont retenues.

Le ministère de l'Éducation a fait pression en faveur du financement

Les écoles grecques de Laval conservent leurs subventions

MARIE ALLARD

Les écoles privées grecques de Laval – financées à 100 % par Québec – vont continuer à être subventionnées, contrairement à ce qui avait été annoncé l'an dernier. C'est le ministère de l'Éducation qui a fait pression sur la Commission scolaire de Laval pour qu'elle prolonge les ententes la liant aux écoles grecques jusqu'en 2008.

La décision des commissaires de Laval a été serrée, avec 11 voix en faveur et neuf contre. La veille même du vote, le Ministère a envoyé une lettre aux commissaires les priant « de reporter d'une année la décision de mettre fin au dit contrat d'association », tel que révélé par le procès-verbal du conseil. Le Ministère a dit vouloir une concertation « afin d'assurer une transition ordonnée et une solution durable » au financement des écoles grecques.

La Commission scolaire Marie-Victorin, liée à l'école grecque de Saint-Hubert, n'a quant à elle pas fléchi. « La commission scolaire a décidé de ne pas prolonger le contrat qui prend fin en juillet qui arrive », a dit à *La Presse* Jocelyne Alarie, porte-parole de la CSMV.

« Les deux communautés grecques nous ont sensibilisés », a expliqué Marie-Claude Lavigne, attachée de presse du ministre de l'Éducation. « Mais ce n'est pas une lettre qui obligeait à quoi que ce soit, elle incitait à prolonger les contrats par souci d'équité. » Il est vrai que la Commission scolaire de Montréal, aussi liée à une école grecque, a signé une entente ne venant à échéance qu'en 2008.

Le financement à 100 % des écoles privées grecques Socrates et Démosthène a soulevé un tollé lorsqu'il a été rendu public en 2005. Établie il y a 25 ans, cette mesure devait favoriser l'intégration des jeunes grecs dans les écoles secondaires francophones. Or, la moitié



PHOTO ROBERT MAILLOUX, LA PRESSE ©

L'école privée grecque Socrates de Laval est subventionnée à 100 % par le ministère de l'Éducation, ce qui a fait scandale en 2005. La Commission scolaire de Laval décide alors de mettre fin à son entente avec Socrates. Un an plus tard, elle fait volte-face en prolongeant leur contrat jusqu'en juin 2008.

d'entre eux vont plutôt à l'école anglaise.

Taux d'endettement de 976 %

Chose certaine, il était minuit moins une pour les écoles Socrates. Leur existence était « en péril », selon le dernier rapport annuel de la Commission consultative de l'enseignement privé, chargée de conseiller le ministre de l'Éducation.

La Communauté hellénique, titulaire du permis de ces écoles, a fait un déficit de 1,1 million en 2004-2005, sans compter son déficit accumulé qui dépasse 10 millions. « Son taux d'endettement est de 976 % », précise la Commission consultative. Situées à Laval, Montréal, Roxboro et Saint-Hubert, les quatre écoles Socrates accueillent un total de 1200 élèves. Vingt-deux de ses 102 enseignants n'avaient pas de permis d'enseigner l'an dernier.

Quant à l'école Démosthène de

Laval, sa situation est elle aussi fragile. Son nombre d'élèves a chuté de 481 à 218 depuis 1998. Avec le retrait de l'entente avec la Commission scolaire de Laval, ses finances auraient été précaires. Cette subvention représente 61 % du budget de l'école et 38 % de celui de la Communauté grecque orthodoxe de Laval.

Il est à noter que la Commission consultative de l'enseignement privé est elle-même en désaccord avec le financement à 100 % des écoles grecques. Inéquitable, ce régime « crée une catégorie d'écoles privées jouissant de privilèges financiers qui ne sont pas accessibles aux autres écoles privées », fait-elle valoir.

Ni le président de la Communauté hellénique de Montréal, qui gère les écoles Socrates, ni l'école Démosthène n'ont rappelé *La Presse*, hier.

A Vous voulez rénover votre cuisine...
Chetez directement du fabricant!

ET OBTENEZ UN PRIX INCROYABLE

CHOIX DE PLUS DE 120 MODÈLES DE CUISINES DE TOUS STYLES

Chez CUISIMAX, satisfaction...
 c'est plus qu'un mot, c'est une promesse!

2 SALLES D'EXPOSITION POUR MIEUX VOUS SERVIR!
Laval 1173, Autoroute 440 Ouest
Saint-Hubert 3535, boul. Taschereau
1.800.975.4545 www.cuisimax.com

LUN+MAR+MER 10>18 h • JEU+VEN 10>21 h • SAM 9>17 h • DIM 10>17 h

CUISIMAX
 concepteur de cuisines et salles de bains



Fiabilité

habitabilité
polyvalence

Meilleur choix sécuritaire
- IIHS



CR-V EX-L 2007
illustré

CR-V LX
2007

Prix de location à partir de

298 \$*

par mois/48 mois

0 \$

dépôt de sécurité

Taux de financement
à l'achat à partir de

3,9%

Incluant
96 000 km
Transport
et préparation
inclus en location
seulement

Pilot LX
2007

Prix de location à partir de

398 \$*

par mois/48 mois

0 \$

dépôt de sécurité

Taux de financement
à l'achat à partir de

2,9%

Incluant
96 000 km
Transport
et préparation
inclus en location
seulement

Gagnant « 5 meilleurs camions 2007 »
- Car and Driver



Pilot EX 2007
illustré

À l'achat ou à la location votre
concessionnaire vous offre
> 1500 \$
à utiliser à votre guise*



ÉVÈNEMENT
CONDUISEZ
GAGNANT

L'Association des concessionnaires Honda du Québec

Pour obtenir l'adresse d'un concessionnaire près de chez vous, visitez hondaquebec.ca ou composez le 1 888 9-HONDA-9.

OUI, ON A FAIT
LE PLEIN

Tous les véhicules Honda sont livrés avec un réservoir plein.

hondaquebec.ca



HONDA

* Les offres de location-bail sont faites par Honda Canada Finance Inc., sur acceptation du crédit. Cette offre porte sur les véhicules neufs 2007 mentionnés ci-après. Période de location de 48 mois. Pour les véhicules, sont identifiés: a) le montant mensuel, b) le montant initial requis ou échange équivalent, c) le montant au terme de la location. CR-V LX 2RM (modèle RE3837E): a) 298 \$, b) 6 141 \$, c) 20 445 \$. Pilot LX 2RM (modèle YF2817EX): a) 398 \$, b) 6 791 \$, c) 25 895 \$. Franchise de kilométrage de 96 000 km; frais de 0,12 \$ le kilomètre excédentaire. Transport et préparation inclus en location seulement. Frais de publication, taxes, immatriculation, assurance et frais d'administration en sus. Le prix de location des concessionnaires peut être inférieur. Offre d'une durée limitée. Photos à titre indicatif. *La carte-cadeau de 1 500 \$ incluant les taxes est applicable sur tous les modèles Pilot à l'achat ou à la location. L'offre n'est pas transférable et ne peut être jumalée. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. Valable seulement chez vos concessionnaires participants. Offre d'une durée limitée, sujette à changement sans préavis par le manufacturier.

ACTUALITÉS

Le week-end est plus dangereux pour les cardiaques

MATHIEU PERREAULT

Avoir une crise cardiaque la fin de semaine diminue les chances de s'en sortir vivant, selon une nouvelle étude américaine. Le taux de mortalité est 5 % plus élevé. Pour d'autres opérations, le taux de mortalité peut augmenter encore davantage : pour les anévrismes aortiques et les embolies pulmonaires, il est presque 20 % plus élevé.

« Avec l'importance grandissante de la technologie en médecine, il y a de plus en plus de différence entre les taux de mortalité pour les patients qui se présentent à l'hôpital la

de semaine par rapport à la semaine », explique Donald Redelmeier, épidémiologiste à l'Université de Toronto, qui signe cette semaine un éditorial dans le *New England Journal of Medicine* pour accompagner l'étude sur les crises cardiaques de fin de semaine. En 2001, le Dr Redelmeier avait publié l'étude sur les anévrismes aortiques et les embolies pulmonaires, qui montrait aussi que le taux de mortalité pour les épiglottites aiguës est cinq fois plus élevé la fin de semaine (1,7 % contre 0,3 %).

L'étude sur les crises cardiaques, faite au New Jersey, explique l'augmentation de la

mortalité cardiaque la fin de semaine (12,9 % contre 12 % la semaine) par un usage 30 % moins fréquents des dernières techniques de cardiologie, notamment l'utilisation de tuteurs et de cathéters pour déboucher veines et artères. Cela signifie, selon le Dr Redelmeier, qu'il faut augmenter la présence de cardiologues capables de faire ces interventions durant la fin de semaine.

« Il faut faire des horaires créatifs, dit le Dr Redelmeier. On peut par exemple prévoir des opérations sept jours sur sept, pour avoir toujours une équipe sous la main pour les urgences. Il faudra des primes pour la fin de semaine,

pour convaincre les médecins et les infirmières spécialistes de prendre leurs congés la semaine. On n'a pas besoin de faire ça pour toutes les interventions : il faut bien analyser lesquelles offrent un avantage assez important au niveau de la mortalité, pour qu'il vaille la peine d'investir des sommes supplémentaires. »

Du point de vue du patient, il ne faut jamais hésiter à se rendre aux urgences un vendredi si on se sent vraiment mal. « Beaucoup de patients se disent qu'ils vont peut-être aller mieux le lundi, puis finalement se retrouvent aux urgences le samedi soir, dit le Dr Redelmeier. C'est une situation à éviter. »

18 ans de prison pour avoir tué sa conjointe

CHRISTIANE DESJARDINS

Accusé du meurtre non prémédité de sa conjointe, Michel Ménard, 39 ans, a coupé court au procès en plaçant coupable à une accusation réduite d'homicide involontaire, pour laquelle il a écopé, hier, d'une peine de 18 ans de prison.

Cette lourde peine était en fait une recommandation commune des avocats, que le juge de la Cour supérieure Richard Wagner a entérinée. Il faut dire que les circonstances du crime, survenu durant la nuit du 31 mars 2005, sont particulièrement dramatiques, puisque la fille de la victime, âgée de 13 ans, a assisté à l'assassinat de sa mère. Cette dernière, Isabelle L'Espérance, 33 ans, était la conjointe de fait depuis quelques mois de Michel Ménard. Le couple et la fille de M^{me} L'Espérance demeuraient ensemble dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve, à Montréal.

Dans la nuit du 31 mars 2005, l'adolescente est réveillée par des bruits de lutte. Elle se lève et constate avec horreur que Ménard est en train d'étouffer sa mère. Au péril de sa propre vie, la jeune fille tente de dégager sa mère, si bien que Ménard s'en prend alors à elle. La mère tente à son tour de protéger sa fille, et l'attention de Ménard revient sur la mère, qu'il finira d'ailleurs par étouffer. Ameutée par le tumulte, une voisine alerte la police. Quand la police arrive, Ménard a de l'écume à la bouche et paraît fortement intoxiqué. La mère, quant à elle est inconsciente et mourra le 1^{er} avril à l'hôpital.

En rendant sentence, hier, le juge Wagner a fait valoir que la mort de M^{me} L'Espérance n'avait pas été planifiée, et qu'elle résultait beaucoup plus d'une situation inexplicable causée en partie par l'intoxication volontaire et prolongée de l'accusé, qui en portera l'odieux toute sa vie. En soustrayant la détention préventive de l'accusé, qui compte en double, c'est une peine de 14 ans de prison qui lui a été imposée à partir d'hier.

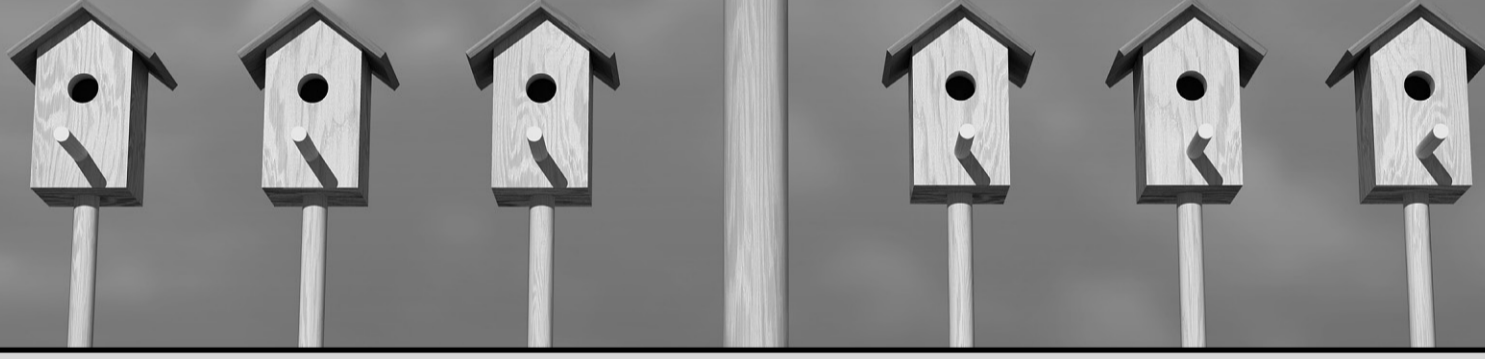
Coupable de fraude

Alléchés par les profits rapides que prétendait obtenir Kevin McKenzie avec ses prétendus investissements immobiliers aux États-Unis, trois personnes ont décidé de lui confier de l'argent en 2001, pour profiter eux aussi de la manne. Joe Saray a investi 125 000 \$, Benjamin Léveillé a déboursé 80 000 \$, tandis qu'une femme prénommée Maria a fourni 20 000 \$, pour un grand total de 225 000 \$. Aucun des trois n'a revu son argent, et McKenzie a été déclaré coupable de trois accusations de fraude à leur endroit, hier au palais de justice de Montréal. Les investissements consistaient prétendument à acheter à vil prix des propriétés reprises par les banques, afin de les revendre rapidement avec de juteux profits. Or, il appert que tout cela n'était que du vent, car il n'y aurait jamais eu d'investissements aux États-Unis. Les plaidoiries sur la peine à imposer aux deux individus auront lieu le 14 juin. McKenzie, qui a toujours clamé son innocence dans cette affaire, compte en appeler du jugement. — Christiane Desjardins

DÈS DEMAIN !
PLUS DE 500 EXPERTS POUR VOUS CONSEILLER



LE RETOUR DES BEAUX PROJETS
SALON NATIONAL DE L'HABITATION
16 AU 25 MARS À LA PLACE BONAVENTURE



ACHETEZ VOS BILLETS EN LIGNE ET ÉCONOMISEZ 2 \$*
WWW.BEAUXPROJETS.COM

*Sur le prix régulier pour adulte. Frais de service en sus.

MANON, TU M'INSPIRES...

NOTRE PORTE-PAROLE MANON LEBLANC PRÉSENTE UNE TRANSFORMATION EXTRÊME DE CUISINE POUR MOINS DE 4 000 \$.

en collaboration avec

ÉTHIER

VENEZ ASSISTER À SA CONFÉRENCE !

SAMEDI 17 ET 24 MARS À 14H
DIMANCHE 18 ET 25 MARS À 14H

DANS LE CADRE DE LA CONFÉRENCE TRUCS ET ASTUCES POUR UNE TRANSFORMATION « ÉCLAIR », MANON VOUS DÉVOILE SES PRÉCIEUX CONSEILS.

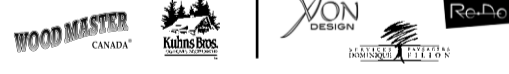


photo : Monic Richard

LA MAISON DE BOIS URBAINE

Une étonnante maison de bois rond qui allie chaleur et fonctionnalité entièrement meublée des dernières tendances à caractère contemporain en aménagement intérieur. L'extérieur est agrémenté d'un bassin d'eau habillé de végétaux naturels insufflant un vent de fraîcheur et un sentiment de détente.

Réalisée par Woodmaster Canada. Une conception de Yvon Design en collaboration avec Meubles Re-No et Aménagement Dominique Filion.



PARCOURS DES NOUVEAUTÉS

Présenté par **DECORMAG**

Les dernières tendances et les plus récentes innovations en rénovation, décoration, construction et aménagement paysager.

DE PLUS...

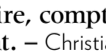
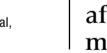
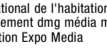
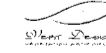
L'ÉCOLE NATIONALE DU MEUBLE ET DE L'ÉBÉNISTERIE DE MONTRÉAL expose plusieurs des magnifiques créations au design unique de ses finissants.

Une réalisation de **Gau**

LA TERRASSE « CUISINE EN PLEIN-AIR »

Présentée par **JCPerrault** Gracieuseté de **IGA**

Découvrez les plus récents modèles de BBQ haut de gamme et savourez les délicieuses bouchées préparées par nos chefs invités.

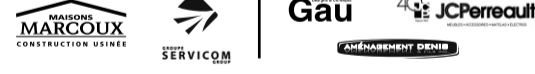


Le Salon national de l'habitation est un événement dng média mondial, une production Expo Media

L'INTEMPORELLE

Une maison multi générationnelle d'inspiration européenne, toute de brique et de bois torréfié, procédé unique et nouveau au Québec, et dotée d'une toiture en tôle recyclée. En vedette, un magnifique bassin intérieur fait de céramiques d'Italie et le mur d'eau de plusieurs mètres de haut sur 4 côtés.

Réalisée par Maisons Marcoux et le Groupe Servicom. Une conception de Gau Designs et Concepts en collaboration avec JC Perreault et Aménagement Denis.



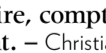
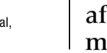
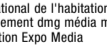
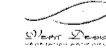
THÉÂTRE RE/MAX — OUVERT À TOUS !

Plus de 60 conférences thématiques présentées pendant 10 jours. Visitez le www.beauxprojets.com pour connaître l'horaire complet des conférences.

En collaboration avec **Bamboo**

SALON NATIONAL DE L'HABITATION
Présenté par **RE/MAX**

AMÉLIORER SON DOMICILE, C'EST PAYANT !



Seuls les véhicules d'occasion Certifiés Étoiles incluent :

- Certification suite à une inspection en 150 points
- Garantie de jusqu'à 6 ans/120 000 km
- Assistance routière 24 h/24
- Pièces de rechange Mercedes-Benz d'origine uniquement
- Historique complet de l'entretien
- Recherche en ligne à certifiéesetoiles.ca

VÉHICULES D'OCCASION CERTIFIÉS ÉTOILES

FINANCEMENT À PARTIR DE

2,9%*

FINANCEMENT OFFERT PAR Services Financiers Mercedes-Benz

Achetez en toute confiance chez votre concessionnaire Mercedes-Benz.

Véhicules d'occasion Certifiés ÉtoilesSM



POLITIQUE

Harper a tout fait pour voir le débat des chefs en français

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Stephen Harper suit de très près la rude campagne électorale au Québec.

À preuve, le premier ministre a fait des pieds et des mains afin de ne pas rater le débat musclé de mardi soir entre Jean Charest, André Boisclair et Mario Dumont.

Après un long vol qui le ramenait de Vancouver, où il a annoncé en journée mardi de nouveaux investissements en matière d'environnement en compagnie du premier ministre de la Colombie-Britannique, Gordon Campbell, M. Harper s'est installé dans sa chambre d'hôtel, près de l'aéroport de Toronto, juste à temps pour regarder la joute oratoire.

Incapable de regarder la diffusion d'un débat traduit sur les ondes de CBC Newsworld, M.

Harper a demandé à l'un de ses fidèles collaborateurs, Dimitri Soudas, d'ouvrir son ordinateur afin de pouvoir suivre les échanges en direct sur le réseau d'informations continues LCN grâce à la magie de l'Internet.

« Le premier ministre déteste écouter des débats traduits. Il tenait à écouter le débat en français. Et il a écouté le débat pendant deux heures, du début jusqu'à la fin », a expliqué hier M. Soudas, qui accompagnait encore M. Harper alors qu'il faisait une autre annonce environnementale à Toronto.

Il est plutôt rarissime qu'un premier ministre s'intéresse autant à des élections provinciales. Cela démontre hors de toute que M. Harper croit que son destin électoral est en quelque sorte lié aux résultats des élections du 26 mars au Québec.

Qu'a pensé le premier ministre

de la performance des trois pugilistes? Qui est sorti grand vainqueur de ce véritable combat de boxe télévisé? À ces questions, M. Soudas s'est borné à dire que M. Harper a trouvé le tout « intéressant ».

Cela dit, c'est un secret de Polichinelle à Ottawa que M. Harper souhaite une victoire de Jean Charest, bien qu'il souhaite aussi que l'Action démocratique du Québec de Mario Dumont déloge le Parti québécois comme opposition officielle à l'Assemblée nationale.

Le chef du Parti libéral, Stéphane Dion, était aussi de passage à Vancouver mardi afin d'y prononcer un autre discours à saveur économique. Mais M. Dion n'a pu regarder le débat en direct puisqu'il était à bord d'un avion au moment où la joute oratoire a commencé. Mais il a vu les principaux échanges du débat à son atterrissage, a fait savoir hier son entourage.

Forte augmentation des activités polluantes au pays

Un rapport de Pollution Watch est alarmiste

FRANÇOIS CARDINAL

La coalition Pollution Watch dévoilera ce matin un rapport révélant une forte augmentation des activités polluantes au pays ces dernières années. La réponse du ministre John Baird est déjà prête : les écologistes trafiquent les chiffres...

Selon les informations obtenues par *La Presse*, Pollution Watch fera notamment valoir que les rejets et transferts de polluants toxiques ont crû de 124 % entre 1995 et 2005. Si l'on se concentre uniquement sur les principaux polluants, le taux d'augmentation est de 99 %.

Si les environnementalistes se sont basés sur les chiffres officiels de l'Inventaire national des rejets polluants (INRP) pour l'année 2005, ils ont oublié d'apporter plusieurs nuances à leurs calculs, selon Environnement Canada.

« Il est très difficile d'analyser les chiffres de l'INRP, car il y a une foule de facteurs qu'il faut prendre en considération, indique Anne Legault, responsable de l'Inventaire. Il faut par exemple

savoir que les déclarations des installations ne sont obligatoires que depuis 1999. Aussi, certains seuils ont été modifiés en 2002, ce qui a eu un important impact sur les chiffres. »

Selon des sources, le ministre de l'Environnement, John Baird, a déjà été mis au parfum de la sortie de Pollution Watch. Des « lignes », pour employer le jargon politique, ont été élaborées dans le but de répondre dès la matinée au rapport des environnementalistes canadiens.

Le ministre précisera notamment que plus il y a d'entreprises qui signalent leurs émissions, plus ces émissions augmenteront sur son papier. Mais cela ne signifie pas qu'il y en a plus dans l'absolu. Il soulignera ainsi que les émissions provenant des installations qui communiquent depuis toujours leurs rejets polluants ont diminué sur la période ciblée par les écologistes. Il notera également que les émissions de gaz à effet de serre des entreprises les plus polluantes ont baissé de 2 % entre 2004 et 2005.

Jennifer Fould, de Défenses environnementale, membre de Pollution Watch, précise que les données du rapport ont bel et bien été prises en compte. « Pour faire nos calculs, nous nous sommes basés uniquement sur les principales installations déclarant les principaux polluants, a-t-elle indiqué. Ainsi, nous avons éliminé les distorsions possibles. »

Pour montrer sa bonne foi, M^{me} Fould a précisé que le rapport de Pollution Watch souligne ainsi plusieurs bonnes nouvelles, comme le fait que les rejets atmosphériques ont été réduits de 11 % entre 2002 et 2005.

Cela dit, certains chiffres des écologistes portent effectivement prêter à confusion, comme celui-ci : « 62 % des rapports des installations concernant les produits chimiques et fournis à l'INRP en 2005 ne font état d'aucune activité de prévention de pollution ». Or selon Environnement Canada, il aurait fallu lire dans le rapport de Pollution Watch que 62 % des installations n'ont aucune « nouvelle » activité de prévention en 2005.

Lutte contre la criminalité

Dion présente le plan du PLC

PRESSE CANADIENNE

MISSISSAUGA — Le chef du Parti libéral du Canada, Stéphane Dion, a dévoilé hier matin, à Mississauga, près de Toronto, un plan de lutte contre la criminalité.

Le plan prévoit une nouvelle enveloppe budgétaire pour l'embauche de plus de policiers municipaux, de même qu'une somme de 200 millions pour constituer une escouade d'intervention rapide de 400 agents de la Gendarmerie royale du Canada, afin de contrer le crime organisé et les gangs de rue, la criminalité par armes à feu et le trafic de stupéfiants.

L'initiative prévoit aussi un durcissement des lois pour mieux protéger les enfants des prédateurs sexuels de l'Internet, et de nouvelles mesures de protection contre le vol d'identité. « Les Canadiens ont le droit d'être en sécurité et ils ont

le droit de s'attendre à ce que leur gouvernement s'assure de leur sécurité tout en protégeant leurs libertés civiles », a déclaré le chef libéral dans un discours taillé sur mesure pour une campagne électorale.

« Un gouvernement libéral que je dirigerait se concentrerait sur des mesures plus sévères pour arrêter et faire condamner les criminels. »

Le discours de Stéphane Dion a été accueilli froidement par le premier ministre Stephen Harper, pour qui il s'agit d'une « conversion ».

« Après avoir passé les quelques derniers mois à s'opposer à toutes les mesures de raffermissement de la lutte contre le crime, à voter contre ses propres mesures antiterroristes et à dénigrer la police à la Chambre des communes, maintenant il veut hausser le ton contre le crime », a ironisé M. Harper.

Selon les libéraux, leur stratégie de lutte contre le crime est radicale-

ment différente de celle des conservateurs, qui est axée, selon eux, sur une campagne de peur.

Les conservateurs ont promis, en mai 2006, d'investir 161 millions \$ pour l'embauche de 1000 policiers. Les libéraux se sont opposés à plusieurs des projets de loi en matière criminelle qu'ont déposés les conservateurs; ceux-ci ont répliqué en dépeignant M. Dion comme quelqu'un ne prenant pas au sérieux ces questions.

Or, le PLC est disposé à aider les conservateurs au pouvoir à faire adopter par le Parlement des dispositions de renversement du fardeau de la preuve.

« L'opposition libérale est prête à offrir son aide à ce gouvernement pour faire adopter une loi qui compliquerait la remise en liberté sous caution des personnes accusées de crimes commis à l'aide d'armes à feu », a déclaré hier M. Dion.

PRÉCISION

Dans une dépêche transmise le 12 mars et publiée dans *La Presse* le 13 mars, la Presse Canadienne a erronément rapporté que le deuxième congédiement de l'ancien président du conseil de VIA Rail Jean Pelletier découlaient de son rôle dans le scandale des commandes. Cette affirmation est inexacte. Comme son premier renvoi, le second est plutôt lié à des propos qu'il a tenus sur la championne olympique Myriam Bédard. Nos excuses.

MONTOIT LE SAMEDI



CE SAMEDI
DANS **LA PRESSE**

LA TRANSFORMATION
DU SECTEUR
MARCONI-ALEXANDRA

Le Salon des Générations

REPORTAGE PUBLICITAIRE

Du 16 au 18 mars 2007 au Stade Olympique • ENTRÉE GRATUITE

Au coeur de ce complexe se cache une plaque tournante de la défense antioxydante

Le coeur de Phytobec possède un système majeur de protection contre les radicaux libres, responsables du vieillissement. Une de ses activités protectrices est très dépendante de l'apport nutritionnel en sélénium. Le sélénium, dans la formule Phytobec, n'est qu'un radical libre. On compte neuf autres anti-radicaux libres parmi les quarante éléments constitutifs anti-carenciels de Phytobec.

Faut-il prévoir le vieillissement précoce? Il n'est jamais trop tôt pour bien faire!

Salon des générations

Offre irrésistible au kiosque Johanne Verdon

Phytobec, titulaire d'une licence émise par Santé Canada: 02229746

Tous les suppléments d'ail ne sont pas égaux

Achetez-vous vos comprimés d'ail avec allicine ou pas? Et quelle quantité d'allicine est-il indiquée sur l'étiquette?

La question est intéressante car c'est le potentiel d'allicine contenu dans l'ail qui en fait la qualité selon 1 200 études à ce sujet.

La logique est respectée si vous vous procurez l'ail Sulfo-Génik contenant un potentiel de 4000 mcg d'allicine.

Achetez un supplément d'ail sans mention d'allicine déclarée sur l'étiquette ou peu d'allicine, c'est se faire passer un sapin et payer très cher. L'ail sans allicine, c'est comme une orange sans vitamine C.

L'ail Sulfo-Génik à 4000 mcg d'allicine AIDE À MAINTENIR LA SANTÉ CARDIOVASCULAIRE ET EST AUSSI UTILISÉ POUR TRAITER LES SYMPTÔMES DES INFECTIONS DES VOIES RESPIRATOIRES SUPÉRIEURES.

L'ail Sulfo-Génik, titulaire d'une licence de Santé Canada PSN 80000306

Au Salon des générations : au kiosque Johanne Verdon, achetez de l'ail Sulfo-Génik de format 60 comprimés et recevez le deuxième tout à fait GRATUITEMENT.

Ce que je peux souffrir

Mais grâce à son action trans-épidermique, KIRO-FLEX contribue à soulager ma douleur causée par l'arthrite et les muscles endoloris.

Lors d'épisodes inflammatoires de l'arthrite et de l'ostéoartrrose, KIRO-FLEX, en agissant, épuise la substance relâchée par les nerfs pendant une douleur chronique, d'où une sensation de soulagement.

Ça vous dit « quekchose » les mots : chondroïtine, glucosamine, bêche de mer, thé des bois, menthol, eucalyptus, camphre, thymol et lavande? Ce sont les neuf principes de KIRO-FLEX, un complexe de nutriments naturels nécessaires au soulagement des douleurs articulaires.

Ce sont des chondroprotecteurs dans une crème analgésique chondro-active.

Optimisez votre biomécanique articulaire avec KIRO-FLEX. La mécanique va mal? Cela ne se passe pas? Ne laissez pas la douleur vous abattre. Votre déséquilibre articulaire n'aura pas le dernier mot!

Le froid produit par le menthol dans KIRO-FLEX exerce aussi une action contre la formation d'hématomes, contre les entorses, les lésions produites par un choc, les bleus, bosses, echymoses, meurtrissures légères, contusions, etc.

Maître de votre douleur par un tourbillon de particules dans la crème analgésique KIRO-FLEX, qui produit froid et chaleur pour votre plus grand bien-être. Une autre bonne information pour vos articulations. Pour le meilleur et seulement le meilleur.

DIN : émis par Santé Canada 02240873

Kiro-Flex, marque de commerce déposée

L'article se démantibule... comme disait mon grand-père

La formule Flex-O-Flex Chondrin renferme en outre du sulfate de chondroïtine, une composante majeure du liquide synovial qui lubrifie les articulations. Il a été démontré que les personnes atteintes d'arthrite rhumatoïde ont un taux élevé d'acide hypochlorhydrique, qui brise ces précieuses chaînes de hondroïtine.

Le sulfate de chondroïtine répare ces tissus endommagés. Flex-O-Flex Chondrin contient également des substances défensives produites par la bêche de mer. Des études ont démontré que ces substances possèdent des vertus anti-inflammatoires et anti-arthritiques, parce qu'elles court-circuitent le processus même de dégradation des tissus. Cette formule renferme enfin un mélange de 800 mg de nutriments de source naturelle par comprimé, aux propriétés anti-inflammatoires et diurétiques.

Flex-O-Flex Chondrin est un mélange hautement synergique pour réduire les douleurs reliées aux maladies articulaires et contribuer à la reconstruction des tissus endommagés. Une solution entièrement naturelle! Vous voyez comme c'est simple! Si ce produit avait pu exister du temps de mon grand-père, il en aurait certainement fait un très bon usage.

Avec l'achat d'un format de Flex-O-Flex Chondrin, recevez tout à fait gratuitement un deuxième format.

FLEX-O-FLEX CHONDRIN, titulaire d'une licence de Santé Canada NPN 800001547

BRONCHOSYL, AU SALON DES GÉNÉRATIONS

Sirop contre la toux, causée par le rhume et la bronchite.

Une occasion rêvée qui n'arrive pas souvent.

Deux formats de Bronchosyl 175 ml pour le prix d'un seul au kiosque Johanne Verdon.

Bronchosyl, licence émise par Santé Canada DIN 00415693

Des aubaines inespérées. Deux articles pour le prix d'un seul, ça ne se refuse pas. Allez immédiatement au kiosque Johanne Verdon.

ACTUALITÉS

« On n'est pas fous, on est pour Mailloux »

Une centaine de patients du controversé psychiatre manifestent

NANCY MASSICOTTE
LE NOUVELLISTE

TROIS-RIVIÈRES — Près d'une centaine de personnes ont bravé la pluie, hier, devant l'hôpital Comtois à Louiseville pour manifester leur appui au controversé psychiatre Pierre Mailloux.

Avec des slogans comme « On n'est pas fous, on est pour Mailloux » et « Lâchez-le », les manifestants demandent au tribunal disciplinaire du Collège des médecins de réintégrer immédiatement le psychiatre, qui a été radié provisoirement le 23 janvier. Selon eux, il en va de la santé des quelque 320 patients du Dr Mailloux.

Le maire de Louiseville, Guy Richard, et le préfet de la MRC de Maskinongé, Jean-Paul Diamond, avaient pris soin de se déplacer pour faire connaître leur appui à Pierre Mailloux. « On le supporte, mais on supporte surtout les soins qu'il prodigue. Il a été condamné avant même d'être jugé. Or, nous n'avons pas à payer le prix d'une guerre avec le Collège des méde-



Les manifestants estiment que la radiation provisoire du Dr Mailloux met en péril la santé de ses quelque 320 patients.

PHOTO SYLVAIN MAYER, LE NOUVELLISTE

cins. C'est le seul psychiatre qui pratique dans la MRC de Maskinongé. Je crois que ses patients ont déjà assez de vivre avec un handicap; ils n'ont pas à souffrir

d'insécurité et à être privés de services en plus », a déploré le préfet Jean-Paul Diamond.

La manifestation regroupait majoritairement des patients du

Dr Mailloux, qui avaient tous leur petite histoire à raconter. C'est le cas par exemple de Marie-Josée Viot, qui a même envoyé une mise en demeure au Collège des médecins pour qu'il mette fin à la radiation du psychiatre. « Je n'aurai plus de médicaments dans un mois. J'ai appelé au CHRTR mais on m'a dit que je devrai patienter quatre à six mois avant de pouvoir rencontrer un psychiatre. J'ai très peur. Sans mes médicaments, je risque de tomber en crise », a-t-elle expliqué.

Le psychiatre déchu devra faire face à la musique pour des propos tenus notamment à l'émission de télévision *Tout le monde en parle* qui portaient sur le quotient intellectuel moyen des Noirs et des Amérindiens. Le comité de discipline du Collège des médecins vient en effet de décider qu'il y a lieu d'aller de l'avant dans l'étude de cette plainte. Une date d'audition sera fixée prochainement. Pierre Mailloux avait demandé le rejet de cette plainte; il a échoué.

- avec la Presse Canadienne

Un rendez-vous avec un spécialiste en 72 heures

SANTÉ

suite de la page A1

Citant l'Institut Fraser, un groupe qui fait la promotion de la privatisation des services publics, la compagnie note : « Depuis les 10 dernières années, le temps d'attente a augmenté de 90 % au Canada. » Suit la liste des spécialités des médecins avec qui un rendez-vous peut être pris en 72 heures, comme la cardiologie ou la neurologie. Les prix varient selon la spécialité. Ils commencent à 290 \$.

Le site offre aussi de prendre rendez-vous avec des omnipraticiens privés, qui ne sont pas affiliés à la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ). Le président de Medecina, Patrick Mercier, a dit à *La Presse* qu'il référerait des clients surtout à des médecins non affiliés, mais aussi à des médecins affiliés. « Nous sommes conscients d'agir dans une zone grise, a-t-il dit. Par ailleurs, si le gouvernement interdisait le privé au Québec, Medecina n'existerait pas. »

« On a entendu parler de Medecina pour la première fois il y a quelques semaines, a dit Marc Lortie, porte-parole de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ), au cours d'un entretien. À première vue, ce service ne semble pas violer la Loi sur l'assurance maladie. »

La Loi interdit à un médecin d'exiger des frais à ses patients lors-

qu'il est rémunéré par la RAMQ, sauf pour des médicaments ou des agents anesthésiques. Il ne peut non plus « recevoir d'un établissement une somme d'argent ou un avantage direct ou indirect en considération de la dispensation de services assurés ». L'immense majorité des 15 000 médecins du Québec sont affiliés à la RAMQ; seulement une centaine ne le sont pas.

Ne peut-on pas supposer que

tains ont du temps. Ce ne sont pas tous les médecins qui travaillent comme des malades. D'autres ont des annulations. Si un médecin avait un patient à 14 h, mais que le rendez-vous est annulé, il est content que je lui réfère quelqu'un. »

Ces explications ne convainquent pas Marie-Claude Prémont, vice-doyenne de la faculté de droit de l'Université McGill, et spécialiste des lois sur la santé. « Comment

La Loi interdit à un médecin d'exiger des frais à ses patients lorsqu'il est rémunéré par la RAMQ, sauf pour des médicaments ou des agents anesthésiques.

les médecins se font payer par Medecina pour accepter de placer ses clients au-dessus de la liste d'attente? « Qui nous dit qu'ils reçoivent autre chose (que les remboursements de la RAMQ)? a dit M. Lortie. On ne fera pas des enquêtes partout. Ici, on parle d'une agence de courtage qui propose de trouver un médecin spécialiste en 72 heures. Cela soulève peut-être une question d'éthique, mais à notre niveau, il ne semble pas y avoir de problème. »

M. Mercier a dit que Medecina ne donnait pas d'argent aux médecins affiliés à la RAMQ pour les convaincre de fixer des rendez-vous rapides. « Il y a des médecins qui n'ont pas une grosse pratique, a-t-il dit. Cer-

Medecina arrive-t-elle à obtenir ces rendez-vous rapides? demande-t-elle. Si elle ne paye pas directement les médecins, paye-t-elle les cliniques où ces médecins travaillent? Il y a matière à enquête de la part de la RAMQ. Cette façon de faire est contraire à ce que signifie le régime d'assurance maladie public: dans tous les cas, c'est la priorité médicale qui doit être déterminante, et non pas le fait de déboursé des centaines de dollars. »

Au Collège des médecins, on se dit très préoccupé par l'existence d'un courtier en santé. Selon le Collège, un médecin ne peut pas recevoir des honoraires ou une bonification pour accélérer l'accès aux soins de santé.

Le docteur Gaétan Barrette, président de la Fédération des médecins spécialistes du Québec, a appris l'existence de Medecina par *La Presse*. Selon lui, il serait inacceptable que des patients puissent court-circuiter l'accès à des médecins affiliés à la RAMQ en versant de l'argent. Il fait valoir toutefois que les médecins travaillent souvent dans des cliniques qui ne leur appartiennent pas: dans ces cas, ce ne sont pas eux qui gèrent les rendez-vous. « Si des cliniques acceptent de l'argent pour court-circuiter les listes d'attente, c'est dégueulasse », dit-il.

Le Dr Michel Copti, neurologue, était justement furieux quand il a constaté qu'une femme lui avait été référée par Medecina à la clinique Métro-Médic Centre-Ville. « Ce n'est pas normal de fonctionner comme ça, a-t-il dit à *La Presse*. Je ne suis pas désengagé (de la RAMQ). Je ne vois pas pourquoi on ferait des passe-droits pour court-circuiter les listes d'attente. »

Medecina a-t-elle versé de l'argent au secrétariat de la clinique Métro-Médic pour ce rendez-vous? M. Mercier dit qu'il devait donner de l'argent à la secrétaire de la clinique, mais que, finalement, il ne l'a pas fait. Il ajoute qu'il n'y réfère plus personne et qu'il ne connaît pas personnellement son administrateur, le Dr Fernand Taras.

Le Dr Taras est ce médecin qui a ouvert la Clinique Rockland MD, en profitant de l'occasion créée par l'arrêt Chaoulli et la loi 33, qui font plus de place au privé en santé. Cette clinique exige des frais à ses patients. Le ministre de la Santé, Philippe Couillard, a demandé à la RAMQ d'en vérifier la nature. Mais dans le cas de Medecina, il n'y aura pas d'enquête.



Mal aux talons?

Abrégez vos souffrances en vous rendant chez Pouliot, le spécialiste des pieds depuis plus de 30 ans. Vous y trouverez des spécialistes hautement qualifiés qui sauront – en travaillant étroitement avec votre médecin – vous apporter un soulagement durable.

Vous en avez marre d'endurer ?
Prenez vite rendez-vous.

POULIOT
LABORATOIRE D'ORTHÈSES DU PIED

Québec • Rimouski • Gatineau
Montréal: 4596, boulevard St-Laurent
514 848.0100

Six cliniques externes dans le Grand Montréal
Pour connaître la plus proche: 1 877 967.0100

Reconnu et accrédité par les organismes gouvernementaux et les assureurs privés. Membre de l'Association nationale des orthésistes du pied Inc.

CE VENDREDI, GROS LOT 78 MILLIONS \$*

*approximatif

lotoquebec.com



18 ans +

Le mystère plane sur la mort d'un détenu taliban

AFGHANISTAN

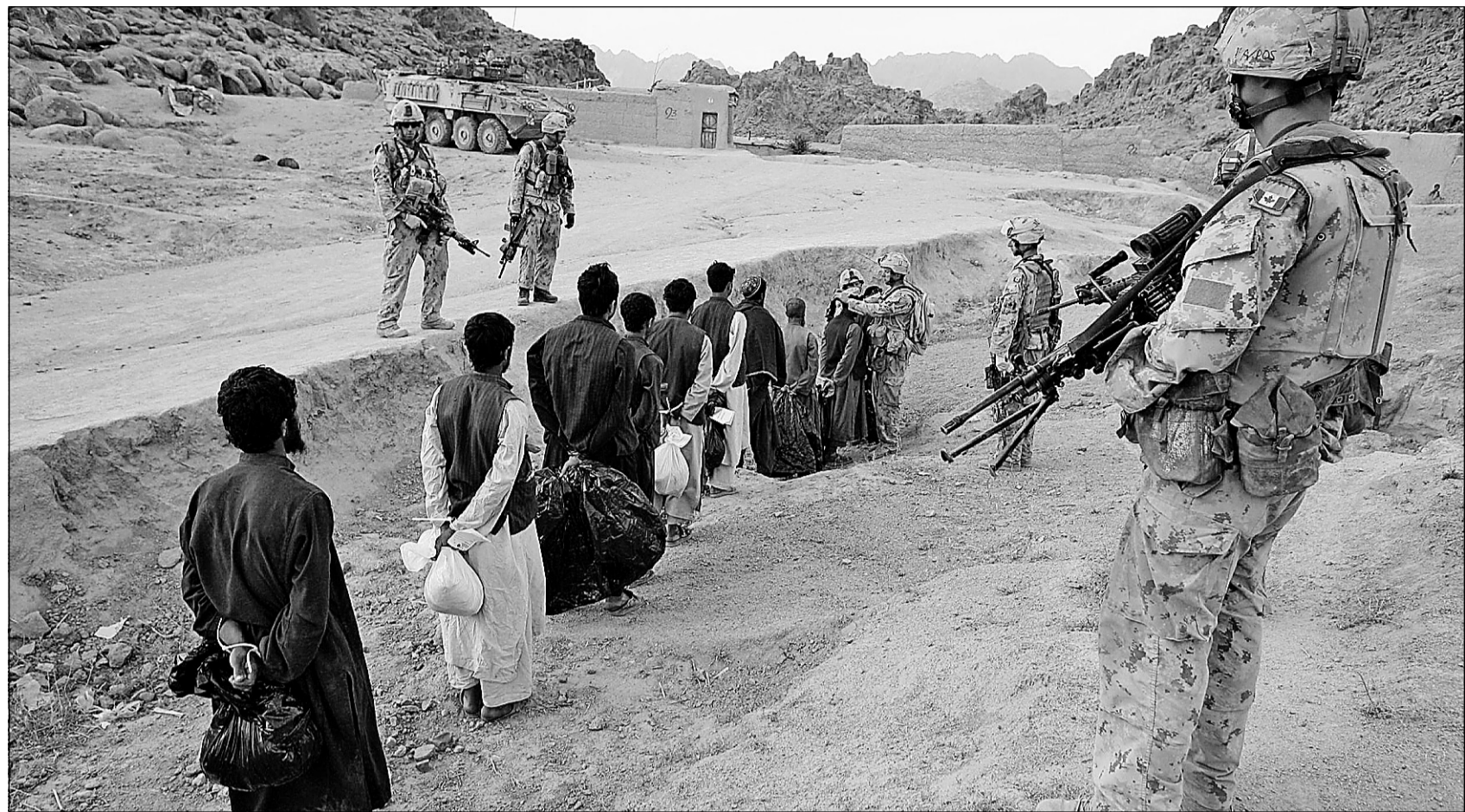
suite de la page A1

Selon des rapports opérationnels militaires classés « secrets » et obtenus en vertu de la Loi sur l'accès à l'information, une série d'incidents survenus à l'été 2006 soulève de nouveau de nombreuses questions sur les traitements réservés aux prisonniers des soldats canadiens en Afghanistan, et cela même au moment où le ministre de la Défense, Gordon O'Connor, et le chef d'état-major, Rick Hillier, sont en Afghanistan pour s'assurer que les prisonniers transférés à l'Armée afghane fassent l'objet d'un suivi par la Commission indépendante des droits de l'homme afghane.

Un premier rapport opérationnel daté du 8 juillet 2006 à 12 h 25 (heure de Greenwich), rédigé par le capitaine JF Doré, fait simplement état de la capture de deux combattants talibans le 7 juillet, à 7 h 20 dans la région de Panjwayi. Un second rapport opérationnel, daté du 8 juillet 2007, à 3 h 18, toujours du capitaine Doré, fait état de trois détenus identifiés par les lettres TIC (*talibans in combat*) capturés dans la zone de combat. Ces trois détenus ont été transférés à l'Armée nationale afghane, peut-on lire dans le rapport, mais l'Armée afghane « a perdu contact avec un des détenus ». Le rapport fait état ensuite d'une étrange situation, soit la reprise par les soldats canadiens des deux détenus restants dans le but « de les interroger le plus vite possible à la base de Kandahar ».

Un autre rapport daté aussi du 8 juillet à 3 h 15, rédigé cette fois par le capitaine J.C. Willis, fait état de la capture à 00 h 12 ce même jour de deux autres prisonniers dont l'un a été blessé grièvement à la tête et au cou par des tirs. Le rapport annonce que le blessé sera transporté par hélicoptère, « quand la situation tactique le permettra », à la base de Kandahar où il sera soigné. Un quatrième rapport, rédigé par le capitaine JF Doré à 13 h 43 le 11 juillet 2006, signale que le blessé a été traité à Kandahar environ six heures après sa capture. « En raison de la gravité de ses blessures, lit-on dans le document, le personnel médical a provoqué le coma chez le patient afin de soulager ses douleurs. Il devait par la suite reprendre conscience. À 11 h le même jour, le prisonnier a succombé à ses blessures. » Le rapport souligne qu'il a été impossible d'identifier l'individu.

Contactée par *La Presse*, la Défense nationale a refusé d'éclaircir quoi que ce soit au sujet de ces incidents. Pourquoi



Des soldats canadiens escortent des prisonniers talibans arrêtés dans le nord de Kandahar, le 10 mai 2006.

PHOTO JOHN D. MCHUGH. ARCHIVES AFP ©

les Forces armées canadiennes ont gardé secrète la mort d'un détenu afghan? Pourquoi les militaires canadiens ont-ils repris à l'Armée nationale afghane deux des trois prisonniers qu'ils lui avaient confiés? Que signifie au juste l'expression « perdre contact avec un détenu »? Pourquoi a-t-il fallu au moins six heures avant que le blessé ne soit traité? Pourquoi les rapports opérationnels obtenus par *La Presse* ne font pas état d'une éventuelle enquête sur les circonstances de ces incidents? Comment se fait-il, après l'affaire de la Somalie, que les Forces canadiennes n'aient pas adopté de politique plus transparente dans de telles circonstances?

« Par mesure de précaution, a déclaré à *La Presse* un porte-parole de la Défense nationale, le capitaine Stéphanie Godin, nous ne commenterons plus les allégations de mauvais traitements subis par les détenus en Afghanistan, ni aucune question connexe afin de ne pas mettre en péril le bon déroulement des enquêtes. Lorsque les enquêtes seront terminées, les conclusions et les recommandations seront rendues publiques compte tenu des contraintes imposées en matière de divulgation des informations par la Loi sur la protection des renseignements personnels et par la Loi sur l'accès à l'informa-

tion. Malheureusement, nous ne sommes pas en mesure d'en dire davantage sur le sujet. »

La Défense nationale n'a cependant pas voulu préciser si des enquêtes étaient en cours sur les événements précis dont nous faisons état.

Après avoir examiné les documents obtenus par *La Presse*, le porte-parole du Parti libéral du Canada en matière de défense, le député Denis Coderre, a réagi en dénonçant l'entente signée entre les Forces canadiennes et le gouvernement afghan sur le transfert des détenus. « À la lumière de ce que je vois là-dedans, a déclaré M. Coderre, nous devons renégocier une autre entente avec le gouvernement afghan. Le Canada ne peut pas fuir ses responsabilités, comme il le fait dans l'entente actuelle. Il doit assumer lui-même le suivi des prisonniers remis aux autorités afghanes de façon à ce que ces derniers soient véritablement traités conformément aux exigences de la troisième convention de Genève sur les prisonniers de guerre. »

Dans l'entente actuelle, le Canada n'a aucun contrôle sur ce qui advient des prisonniers afghans après leur remise à l'Armée nationale afghane, contrairement aux accords signés entre le gouvernement afghan et d'autres pays européens, dont les Pays-Bas.

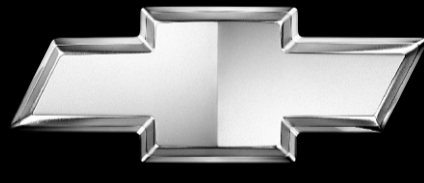
Le député libéral de Bourassa ne veut cependant pas tirer des conclusions hâtives sur cette affaire mais il n'en demande pas moins au gouvernement conservateur qu'il rende publique la chronologie des événements entourant la mort de ce prisonnier et la disparition de l'autre prisonnier taliban. M. Coderre rappelle que trois autres détenus remis à l'Armée nationale afghane en avril 2006, et qui avaient allégué avoir été maltraités par les soldats canadiens, ont également disparu.

« Ce que tout cela signifie, affirme tout de même Denis Coderre, c'est que dans l'entente avec le gouvernement afghan sur le transfert de détenus il y n'y a pas de mécanisme indépendant de surveillance des prisonniers. Le ministre de la Défense avait déclaré que c'était la Croix-Rouge qui se chargeait de veiller au bien-être des prisonniers alors que la Croix-Rouge a démenti cette information. » Cela est d'autant plus troublant, insiste l'ancien ministre libéral, que la Commission indépendante des droits de l'homme afghane, avec laquelle le ministre O'Connor vient seulement de conclure un accord de surveillance, a déclaré à maintes reprises que la torture faisait partie des procédures de routine de l'armée et de la police afghanes.


En transférant des prisonniers aux autorités afghanes, a par ailleurs déclaré récemment le professeur Amir Attaran, de l'Université d'Ottawa, les Forces armées canadiennes savent parfaitement bien qu'ils font affaire avec des tortionnaires et se rendent coupables à la fois de violations des conventions de Genève et de violations de leurs propres politiques internes.

LE SCANDALE DE LA SOMALIE


Dans la nuit du 16 mars 1993, Shidane Arone, jeune prisonnier somalien de 16 ans, meurt aux mains de ses tortionnaires, deux soldats canadiens du Canadian Airborne Regiment, dans le camp militaire des Forces armées canadiennes en Somalie. Les militaires canadiens ont par la suite été très critiqués pour avoir tenté de camoufler l'affaire. Une commission d'enquête a alors été instituée. L'enquête, qui a duré de 1994 à 1997, a révélé qu'un autre Somalien avait été tué par des Canadiens deux semaines avant la mort d'Arone. Devant la montée du scandale, le gouvernement Chrétien a mis un terme à la commission d'enquête avant qu'elle n'ait pu aller au fond des choses.



ALLONS-Y CHEVROLET



Modèle 5 portes aussi offert au même prix.



AVEO LS

Moteur 4 cyl. à DACT 1,6 L de 103 HP • Siège du conducteur réglable en hauteur avec soutien lombaire • Banquette arrière à dossier divisé 60/40 rabattable • Colonne de direction inclinable • Lecteur CD et MP3 avec prise audio auxiliaire • Chauffe-moteur



VILLE: 8,9 L/100 km
ROUTE: 5,9 L/100 km

LE MEILLEUR PRIX DE SA CATÉGORIE!
12 990 \$ À L'ACHAT*



OPTRA⁵ LS



VILLE: 10,4 L/100 km
ROUTE: 7,1 L/100 km

MENSUALITÉ

189 \$⁴

Comptant: 1 748 \$
Location: 60 mois

221 \$⁴ Comptant: 0 \$
Location: 60 mois

Préparation et frais de transport de 1 095 \$ INCLUS



COBALT LT



VILLE: 9,2 L/100 km
ROUTE: 5,9 L/100 km

MENSUALITÉ

206 \$⁴

Comptant: 1 512 \$
Location: 48 mois

239 \$⁴ Comptant: 0 \$
Location: 48 mois

Préparation et frais de transport de 1 095 \$ INCLUS



VILLE: 8,9 L/100 km
ROUTE: 5,9 L/100 km

LE MEILLEUR PRIX DE SA CATÉGORIE!
12 990 \$ À L'ACHAT*

LA GARANTIE DE 160 000 KM DE GM
LA MEILLEURE PROTECTION AU PAYS

<p>160 000 KM 5 ANS SUR LE GROUPE MOTOPROPULSEUR GARANTIE LIMITE*</p>	+	<p>160 000 KM 5 ANS AVEC TRANSPORT DE COURTOISIE*</p>	+	<p>160 000 KM 5 ANS AVEC ASSISTANCE ROUTIÈRE*</p>
---	---	---	---	---

offreschevrolet.ca




L'Association des concessionnaires Chevrolet du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offre d'une durée limitée, réservée aux particuliers, s'appliquant aux modèles neufs 2007 suivants: Aveo (1TD09/R7A), Aveo 5 portes (1TD48/R7A), Optra⁵ (1D469/R7A), Cobalt (1A659/R7A). Les modèles illustrés comprennent certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Conditionné à l'approbation de crédit de GMAC. Les frais liés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et droits sont en sus et payables à la livraison. 1. Catégorie des véhicules économiques. Selon l'information disponible sur les modèles concurrents au moment de la publication. 2. À l'achat, préparation incluse. Frais de transport de 1 045 \$, frais d'immatriculation, assurance et taxes en sus. 3. Cote de consommation telle que publiée dans l'ÉnergieGuide par Ressources naturelles Canada pour l'Aveo, l'Optra⁵ et la Cobalt LT avec boîte manuelle à 5 vitesses. 4. À la location, paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois (60 mois pour l'Optra⁵). Frais de transport et préparation inclus. Frais d'immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 15 \$/km après 80 000 km (12 \$/km après 120 000 km pour l'Optra⁵). Première mensualité exigible à la livraison. 0 \$ de dépôt de sécurité. 5. Consumer Guide* est une marque de commerce de Publication International Ltd. 6. Selon la première évaluation. Les camions poids moyens sont exclus. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat ou de location. À l'exception des programmes de la carte GM, de prime pour étudiants (primeestudiant.ca) et de GM Mobility. Le concessionnaire peut vendre ou louer à un prix moindre. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. 7. 0 \$ de plus amples renseignements, passez chez votre concessionnaire participant, composez le 1 800 463-7433 ou visitez gmcanada.com.

LE TOUR DU GLOBE

ÉTATS-UNIS
Le Sénat s'en mêle

Le Sénat américain a repris hier un laborieux débat sur la guerre, avant de s'attaquer dans les semaines qui viennent au financement de l'engagement militaire américain. Après deux blocages en février, l'état-major républicain, fidèle à la Maison-Blanche, a finalement renoncé hier à faire obstacle à l'ouverture d'un débat jugé essentiel par la majorité démocrate, qui se sent redevable envers un électorat de plus en plus antiguerre. Le Sénat a décidé par 89 voix contre 9 de discuter sur le fond d'un texte réclamant le retrait de l'essentiel des troupes de combat d'ici au 31 mars 2008, une idée fermement refusée par la Maison-Blanche. AFP

EUROPE
Député blâmé

Le député polonais d'extrême droite Maciej Giertych a reçu un blâme pour avoir publié une brochure antisémite estampillée du logo du Parlement européen, a annoncé hier à Strasbourg le président de l'institution, Hans-Gert Pöttering. Cette sanction est la plus légère prévue par le règlement intérieur, qui pouvait aller dans le cas de M. Giertych jusqu'à 10 jours de suspension des activités du Parlement et à la suppression temporaire des indemnités de séjour. La veille, quelques eurodéputés se sont joints à une petite manifestation d'associations antiracistes qui réclamaient l'exclusion de M. Giertych. Dans sa brochure, éditée en Pologne et distribuée en février à Strasbourg, l'eurodéputé polonais cherche notamment à démontrer qu'il « ne peut y avoir d'entente » entre les « civilisations » juive et chrétienne. AFP

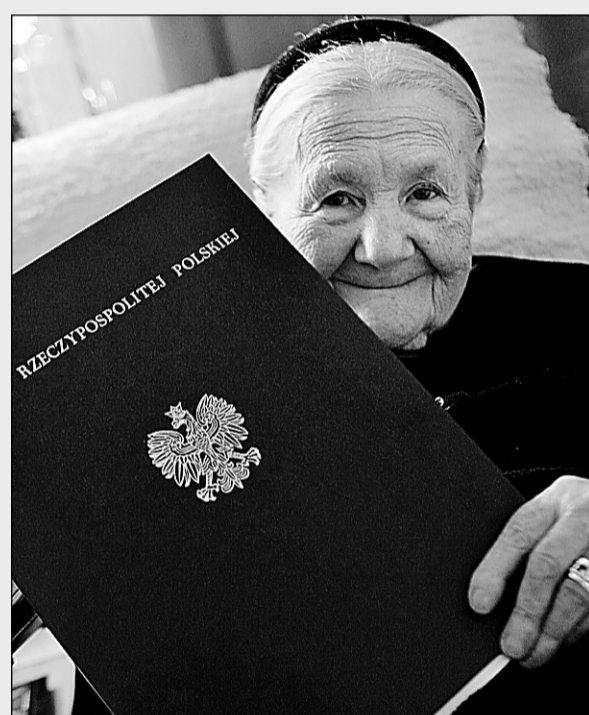
POLOGNE
Héroïne honorée

PHOTO KATARINA STOLTZ, REUTERS

Irena Sendler, 97 ans.

La Pologne a rendu hier un hommage solennel à Irena Sendler, une Polonaise de 97 ans qui a sauvé 2500 enfants juifs de Varsovie pendant la Seconde Guerre mondiale, en les faisant sortir du ghetto mis en place par les nazis. Irena Sendler, ancienne assistante sociale aussi connue sous le nom de Sendlerowa, avait été arrêtée et torturée en 1943 par la Gestapo, la police secrète nazie. Elle n'a échappé au peloton d'exécution que grâce à la corruption d'un officier allemand par la résistance polonaise. AFP

AFGHANISTAN
Des nouvelles
du journaliste kidnappé

Les médias italiens ont diffusé hier une vidéo du journaliste italien Daniele Mastrogiacommo enlevé en Afghanistan il y a 10 jours, affirmant qu'il était en bonne santé et demandant au chef du gouvernement Romano Prodi d'agir pour qu'il puisse obtenir sa libération. Une ONG italienne active en Afghanistan, Emergency, a annoncé avoir reçu cette vidéo. La chaîne italienne d'information en continu Sky TG 24 a diffusé quelques minutes plus tard la vidéo montrant l'envoyé spécial du quotidien *La Repubblica*, les traits tirés, avec une barbe de quelques jours, la tête et les épaules couvertes d'un foulard afghan à carreaux. « Je suis Daniele Mastrogiacommo, fils de Mario. Je suis un journaliste de *La Repubblica*. Nous sommes le lundi 12 mars. Je voudrais dire que je vais bien, et lancer un appel au gouvernement (italien) : libérez-moi », déclare le journaliste en italien. AFP

LE CHIFFRE DU JOUR

78,7 %

C'est la proportion d'employeurs français qui favorisent des candidats « d'origine hexagonale ancienne », selon une enquête du Bureau international du travail (BIT) publiée hier. « Collectivement, les employeurs testés ont très nettement discriminé les candidats minoritaires (d'origine maghrébine ou noire africaine) et seulement 11 % des employeurs ont respecté tout au long du processus de recrutement une égalité de traitement entre les deux candidats », écrit le BIT dont l'enquête, coordonnée avec le ministère de l'Emploi, a eu lieu entre fin 2005 et mi-2006. AFP



PHOTO NEW YORK TIMES

L'organisation australienne de nageurs-sauveteurs, Surf Life Saving Australia, accueille maintenant des musulmans dans ses rangs. Les jeunes femmes musulmanes portent un survêtement de natation, le « burkini », couvrant le corps de pied en cap.

AUSTRALIE

Des sauveteuses en
« burkini » sur les plagesMARIE LE MOEL
COLLABORATION SPÉCIALE

SYDNEY — L'équipe de sauveteurs bénévoles qui veille sur plage de Cronulla, près de Sydney, compte depuis peu des recrues particulières : ce sont les tout premiers nageurs-sauveteurs musulmans d'Australie.

Les 18 sauveteurs portent le short et le tee-shirt jaune et rouge typique du sauveteur australien. Mais les jeunes femmes du groupe déambulent en « burkini » : un survêtement de natation qui couvre leurs bras et leurs jambes.

C'est la première fois que la très populaire organisation australienne de nageurs-sauveteurs, Surf Life Saving Australia (SLSA), accueille des musulmans. Symboliquement, elle a choisi d'implanter ses nouveaux surveillants de plages dans une ville touchée par le racisme.

Cronulla a été le théâtre d'émeutes anti-arabes en décembre 2005. Des groupes de jeunes Blancs, accusant des Libanais d'avoir agressé deux secouristes, s'étaient alors livrés à une grande chasse aux personnes d'allure méditerranéenne à travers la ville.

Surfer sur la vague

En réaction, l'année suivante, l'organisation nationale de sauveteurs a lancé, avec l'appui financier du gouvernement, son opération « Surfons sur la même vague », pour attirer dans ses rangs des jeunes issus des communautés ethniques.

Surf Life Saving Australia compte plus de 110 000 professionnels et bénévoles dans tout le pays, mais seulement 5 %

d'entre eux sont issus de familles non anglophones. « Nous voulions nous ouvrir à la diversité de l'Australie et montrer que les événements de Cronulla étaient le fait d'une petite minorité », explique Lee Howell, en charge du projet « Surfons sur la même vague ».

Pour cela, encore fallait-il convaincre les musulmans. « J'étais sceptique, car pour moi, les clubs de secouristes étaient un bastion de blonds aux yeux bleus », commente Jamal Rifi, président du club de sports de Lakemba dont sont issus les 18 jeunes sauveteurs.

300 000 musulmans

Des discussions ont alors été menées avec les familles. Et pour que les femmes musulmanes ne restent pas à l'écart, une styliste locale, Ahiida Zanetti, a conçu un maillot spécial, le « burkini » ou vêtement en polyester couvrant le corps de pied en cap, doté d'une sorte de capuche pour cacher les cheveux.

« J'avais déjà dessiné un burkini permettant aux femmes musulmanes d'aller dans l'eau. Je l'ai adapté pour la nage rapide, en resserrant le tissu autour des jambes et des bras, tout en conservant un aspect plus flou autour de la taille et des hanches », raconte-t-elle.

« Sans le burkini, je n'aurais tout simplement pas pu participer au programme : nager avec son voile est impossible », raconte Mecca Laalaa, l'une des participantes. « Or il était important pour moi de montrer que l'on peut être musulmane et faire des choses. »

L'arrivée des nouveaux sauveteurs dans cette population majoritairement anglo-

saxonne ne s'est pas faite sans heurt. John Moffat, virulent candidat pour les élections locales du parti d'extrême droite Australia First, a demandé la fin de « ce cauchemar multiculturel ».

« C'est la preuve que nous frappons là où ça fait mal », considère Jamal Rifi. « Au début, les gens avaient un peu peur de nous, et nous d'eux. Mais maintenant ils nous acceptent très bien », rassure Mecca Laalaa.

L'initiative est saluée par la communauté musulmane. « Il nous est nécessaire de montrer que l'on s'investit dans la société australienne, que l'on ne reste pas à la marge », commente Kuranda Seyit, président du Forum sur les relations islamiques d'Australie. Et ce d'autant plus que les musulmans australiens vivent une période difficile.

Avec une centaine de pays d'origine, les 300 000 musulmans représentent 1,5 % de la population de l'Australie. C'est un groupe hétérogène, en proie à des conflits internes, en particulier sur la place à accorder aux radicaux. À cela s'est ajouté le poids de la suspicion après les attentats du 11 septembre 2001 et ceux de Bali, en 2002. « La situation s'est nettement détériorée. Depuis le 11 septembre, nous sommes constamment confrontés à des réactions racistes », déplore Kuranda Seyit.

De nouveaux sauveteurs devraient maintenant être formés et envoyés sur d'autres plages. Selon Kuranda Seyit, « c'est bien, mais pas suffisant, il faudrait maintenant que le gouvernement investisse davantage pour éduquer les jeunes à la tolérance ».

PROCUREURS FÉDÉRAUX LIMOGÉS

Bush nie tout rôle direct et
soutient son ministre de la Justice

AGENCE FRANCE-PRESSE

MERIDA, Mexique — George W. Bush a assuré hier n'avoir donné aucune instruction particulière lors du limogeage controversé de huit procureurs, tout en apportant son soutien à son ministre de la Justice, Alberto Gonzales, soumis à une avalanche d'appels à la démission.

Le président américain a aussi démenti que les huit procureurs fédéraux sommés de quitter leur poste l'année dernière l'aient été pour des raisons politiques, mais reconnu qu'il n'était « pas heureux » des erreurs commises autour de cette affaire, essentiellement dans la communication avec le Congrès.

La polémique enfleait depuis des semaines autour du départ forcé de ces procureurs, dont certains étaient responsables d'enquêtes sensibles pour le pouvoir, une démarche légale mais contraire à la tradition quand elle n'intervient pas au tout début du mandat d'un président.

Le scandale a réellement éclaté la semaine dernière, quand plusieurs d'en-

tre eux ont témoigné avoir subi des pressions d'élus républicains, et quand des documents ont révélé que de hauts responsables de la Maison-Blanche avaient été impliqués dans le processus de décision.

« J'ai confiance dans le ministre de la Justice Al Gonzales », a déclaré M. Bush lors d'une conférence de presse au Mexique, où il achevait une tournée en Amérique latine, tout en annonçant qu'il avait demandé à son ministre d'aller s'expliquer devant le Congrès.

S'exprimant sur sa propre responsabilité, le président a assuré n'avoir « jamais soulevé aucun cas particulier » et n'avoir jamais donné « d'instructions particulières » à son ministre.

Il a reconnu que des élus républicains s'étaient plaints auprès de lui de certains procureurs fédéraux et qu'il avait transmis ces plaintes au ministre de la Justice. Mais il a expliqué qu'il recevait « tout le temps » de telles plaintes et qu'il estimait « approprié et nécessaire » de les répercuter.

Signe de la fragilité de la position du président, pour la première fois un élu du parti présidentiel, le sénateur John Sununu, a joint sa voix hier aux appels démocrates à la démission de M. Gonzales.

Depuis dimanche, la plupart des témoins du Parti démocrate s'étaient déjà exprimés pour demander la démission de ce collaborateur fidèle et discret de M. Bush depuis plus de 10 ans, qui a pendant plusieurs années dirigé les services juridiques de la Maison-Blanche.

Hillary Clinton, candidate à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle de 2008, a ainsi estimé qu'il était « temps que le ministre de la Justice qui a répété à tort que les limogeages étaient fondés sur les performances, s'en aille ». « Il a de toute évidence oublié la différence entre son travail actuel de premier responsable de l'application des lois en Amérique avec son ancien travail d'avocat personnel du président Bush », a ajouté M^{me} Clinton.

CORÉE DU NORD

À petits pas vers la détente



PHOTO AP

Le chef de l'Agence internationale de l'énergie atomique, Mohamed ElBaradei, est accueilli à son arrivée à Pyongyang en Corée du Nord. Il n'a pu rencontrer comme il le devait le négociateur en chef nord-coréen, Kim Kye Gwan.

MATHIEU PERREAULT

« La preuve du pudding est dans son goût, et nous n'avons pas encore goûté le pudding. »

C'est par cette métaphore que le chef de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Mohamed ElBaradei, a commenté son séjour d'un jour en Corée du Nord. Il devait rencontrer le négociateur en chef nord-coréen, Kim Kye Gwan, mais M. Kim a annulé la rencontre à la dernière minute.

« M. Kim est tombé malade après son voyage à New York », a indiqué, en conférence de presse à Pékin, M. ElBaradei, selon AP. « Certains ont dit qu'il était trop occupé, mais ce n'est pas vrai. »

Le diplomate de l'ONU a assuré que les Nord-Coréens sont « complètement décidés » à fermer le réacteur nucléaire de Yongbyon, source de plutonium utilisé pour fabriquer des bombes nucléaires. Le traité signé par la mi-février par six pays, dont la Corée du Nord et les États-Unis, prévoit la mise à l'arrêt de Yongbyon d'ici la mi-avril.

Mais M. ElBaradei a averti que les Nord-Coréens ne feraient rien si les États-Unis ne levaient pas les sanctions qui paralysent une cinquantaine de comptes nord-coréens à une banque de Macao, Banco Delta Asia (BDA). Ces comptes totalisent 24 millions US, dont environ la moitié

seraient issus d'activités illégales du gouvernement nord-coréen comme la fabrication de fausse monnaie. Ces activités illégales sont estimées entre 500 millions et un milliard US par le gouvernement américain.

Le département d'État américain a fait quelques pas en faveur de la BDA cette semaine. Des hauts fonctionnaires ont annoncé, de façon anonyme, aux grands médias américains que les sanctions seraient moins sévères et se limiteraient dorénavant à interdire aux banques américaines de faire affaire directement avec la BDA.

Des enquêteurs seront également envoyés à Macao pour déterminer les comptes nord-coréens qui ne posent pas problème. Un exemple, selon le *Wall Street Journal*, serait un compte d'une filiale nord-coréenne de British American Tobacco, qui contient 2,6 millions US.

Plusieurs observateurs pensent que ce sont les sanctions contre la BDA, annoncées en septembre 2005, qui ont poussé Pyongyang à faire un test de bombe nucléaire en octobre dernier.

Les banques nord-coréennes et les quelques entreprises étrangères faisant affaire dans le pays sont obligées d'envoyer des courriers avec des centaines de milliers de dollars en comptant dans les pays voisins, notamment la Mongolie, pour faire des transactions.

PALESTINE

Accord Hamas-Fatah sur le gouvernement d'union

AGENCE FRANCE-PRESSE

GAZA — Après un an de négociations sur fond de violences internes, le président palestinien Mahmoud Abbas, du Fatah, et le premier ministre désigné Ismail Haniyeh, du Hamas, ont scellé hier un accord sur la composition du gouvernement d'union censé mettre fin à la crise politique et œuvrer à la levée des sanctions internationales. « Le gouvernement est désormais prêt et sa composition sera annoncée demain matin (aujourd'hui) », a déclaré Nabil Abou Roudeina, porte-parole du président Abbas. Il parlait à l'issue d'une nouvelle rencontre entre MM. Abbas et

Haniyeh au cours de laquelle ils ont mis les dernières touches au futur gouvernement. Les discussions ont porté sur le futur titulaire du portefeuille-clé de l'Intérieur, principal point d'achoppement.

Plusieurs noms ont été présentés au président qui en choisira un et fera connaître son choix à Haniyeh ce soir, a-t-il ajouté.

Des sources proches de M. Abbas ont affirmé qu'un professeur d'université, inconnu du grand public, Fadel Abou Hein, tenait la corde.

Le porte-parole du gouvernement sortant, Ghazi Hamad, a annoncé que M. Haniyeh avait demandé d'une séance spéciale samedi du

CLP pour investir le nouveau gouvernement.

La présidence du CLP a accédé à cette demande et la Chambre se réunira samedi matin.

Aux termes d'un accord conclu le 8 février à La Mecque, le Hamas disposera, outre M. Haniyeh, de neuf ministres contre six pour le Fatah.

Le Hamas nommera en outre trois ministres indépendants et le Fatah deux. Le mouvement islamiste désignera le ministre de l'Intérieur qui doit être approuvé par M. Abbas.

Ziad Abou Amr, indépendant, sera nommé aux Affaires étrangères et Salam Fayyad, du



PHOTO D'ARCHIVES AFP

Un militant du Fatah masqué et armé. Les violences interpalestiniennes entre le Fatah et le Hamas ont envenimé la crise politique.

petit parti la Troisième Voie, aux Finances, un poste qu'il a occupé par le passé. Les trois autres partis représentés au Parlement doivent théoriquement avoir un portefeuille chacun. Le chef du groupe parlementaire du Fatah, Azzam Al-Ahmad, doit être nommé vice-premier ministre.

Le gouvernement sortant est paralysé par un boycott diplomatique et financier occidental depuis l'arrivée du Hamas à sa tête en mars 2006 et a dû faire face à une crise politique interne sans précédent avec le Fatah qui a donné lieu à des violences ayant fait des dizaines de morts.

Suivre, jamais. audi.ca



Votre rêve est accessible.



Audi A4 quattro
« Meilleure berline à traction intégrale »

Guide de l'auto et Road and Track

En supplément à l'équipement de base Audi, obtenez l'Ensemble commodités :
• Mémorisation de 4 réglages des sièges et des rétroviseurs
• Détecteur de pluie et capteur de luminosité • Phares bi-xénon adaptatifs et plusieurs autres caractéristiques de rêve.

Les Automobiles Niquet
1917, boul. Sir Wilfrid Laurier, Route 116
St-Bruno QC
450 653-7553 www.niquet.com

Les Automobiles Popular
5442, rue Saint-Hubert
Montréal QC
514 270-3566 www.popularaudi.com

Park Avenue Audi
8755, boulevard Taschereau
Brossard QC
450 445-4811 www.parkavenueaudi.com

Automobiles Lauzon
2435, boulevard Chomedey
Laval QC
450 688-1120 www.lauzon.qc.ca

Prestige Audi
5905, autoroute Transcanadienne
St-Laurent QC
514 364-7777 www.audiprestige.com

Louez une Audi A4 quattro® avec boîte manuelle à 6 vitesses

pour **529\$** par mois*
avec acompte de 4 030 \$
ou
pour **649\$** par mois*
aucun acompte

Location de 36 mois
Taux de location de 5,4 %
Incluant l'Ensemble commodités,
transport et inspection de prélivraison

*Taux de location fermé offert aux clients admissibles par Audi Finance chez les concessionnaires Audi participants. Sujet à approbation du crédit (S.A.C.). Location de 36 mois au taux annuel de 5,4%. Acompte de 4 030 \$ / 0 \$ ou échange équivalent, dépôt de garantie remboursable de 580 \$ / 700 \$, première mensualité de 529 \$ / 649 \$, frais de transport de 0 \$. Montant dû au début du bail : 5 140 \$ / 1 349 \$. Obligation totale découplant du bail : 19 044 \$ / 23 364 \$. Montant calculé en fonction du PDSF de l'Audi A4 de 44 485 \$. Taxes, immatriculation, droits, frais administratifs (incluant les frais d'inscription jusqu'à 46 \$ au Registre des droits personnels et réels mobiliers), assurances et autres options en sus. Livraison avant le 31 mars 2007. Frais de 0,20 \$/km pour le kilométrage supérieur à 20 000 km par an assumés par le locataire. Contribution requise pouvant modifier la transaction finale négociée. Offre d'une durée limitée pouvant changer sans préavis. Détails chez le concessionnaire. Modèle montré Audi A4 de 44 485 \$. « Audi », « quattro » et l'emblème des quatre anneaux sont des marques déposées de Audi AG. « Suivre, jamais. » est une marque de commerce de Audi AG. ©Audi Canada 2007. Pour en savoir plus sur Audi, voyez votre concessionnaire, composez le 1 800 367 AUDI ou visitez-nous à audi.ca.

MONDE

MEXIQUE

Une femme pour réformer un dinosaure politique

FRÉDÉRIC FAUX
COLLABORATION SPÉCIALE

MEXICO — « La dernière chance », « le dernier appel »... Au lendemain de l'élection de Beatriz Paredes à la tête du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), les quotidiens mexicains étaient peu optimistes sur les chances de cette femme de 54 ans qui veut réformer et moderniser ce véritable dinosaure de la politique locale.

Le PRI qui a dirigé le Mexique d'une main de fer pendant 71 ans, orientant à sa guise le résultat des urnes, vit en effet une crise sans précédent. En 2000, sa longue hégémonie était interrompue par un jeune gouverneur nommé Vicente Fox, qui infligeait sa première défaite à « l'invulnérable » PRI en devenant président de la République.

En 2006, lors des dernières élections présidentielles, il confirmait son écroulement en arrivant derrière la droite entrepreneuriale du président Felipe Calderon et la gauche revendicative d'Andrés Manuel López Obrador. Ce score, le plus mauvais dans l'histoire du parti, était confirmé aux législatives où le PRI n'est arrivé qu'en troisième position.

L'élection d'une femme suffira-t-elle à renverser la tendance? Beatriz Paredes, qui se définit comme une « femme de causes », et pas de postes politiques », veut en tout cas le croire. Rassurant la vieille garde du parti, cette militante de la première heure présente un parcours politique sans faille. Députée à l'âge de 21 ans, diplômée en sociologie de l'Université autonome de Mexico, elle a connu une carrière fulgurante en étant trois fois ministre, gouverneur de l'État de Tlaxcala, sénatrice et candidate (malheureuse) en 2006 au poste de maire de la capitale.

Présidente et poète

Cette femme imposante, qui a pris ses fonctions le mois dernier devant des militants amenés à grands renforts d'autobus à Mexico, dans la grande tradition du PRI, a cependant su cultiver sa différence.

Elle est en effet le seul politicien mexicain proposant sur son site Internet des poèmes ou un album de chansons de son cru. Vêtue d'un traditionnel huipil (blouse tissée) indien, celle qui fut ambassadrice de son pays à Cuba a également affirmé sa volonté d'ancrer le PRI au cen-

tre gauche en promouvant « la cause du plus grand nombre et un agenda social contemporain ». Soucieuse de ne pas se replier dans une opposition systématique, la nouvelle présidente a par ailleurs annoncé qu'elle soutiendrait certaines réformes du président Felipe Calderon, notamment celles concernant les retraites et les impôts.

Beatriz Paredes, dont le parti gouverne encore 17 des 31 États et la moitié des communes du pays, devra cependant compter avec le fonctionnement d'un parti qui n'a guère changé ses pratiques clientélistes.

« Le PRI s'est toujours comporté comme un appareil paragouvernemental de distribution de postes, avec des militants qui se retrouvaient au PRI car ils étaient membres de tel syndicat ou de telle administration... Cela n'a jamais été un parti de citoyens luttant pour le pouvoir », analyse le politologue Gilberto Guerra.

Peu familiers de ces débats, les délégués du PRI réunis pour l'élection de Beatriz Paredes ont d'ailleurs reporté à novembre prochain la définition et l'approbation de leur future ligne politique.

Des Mexicains hostiles à Bush

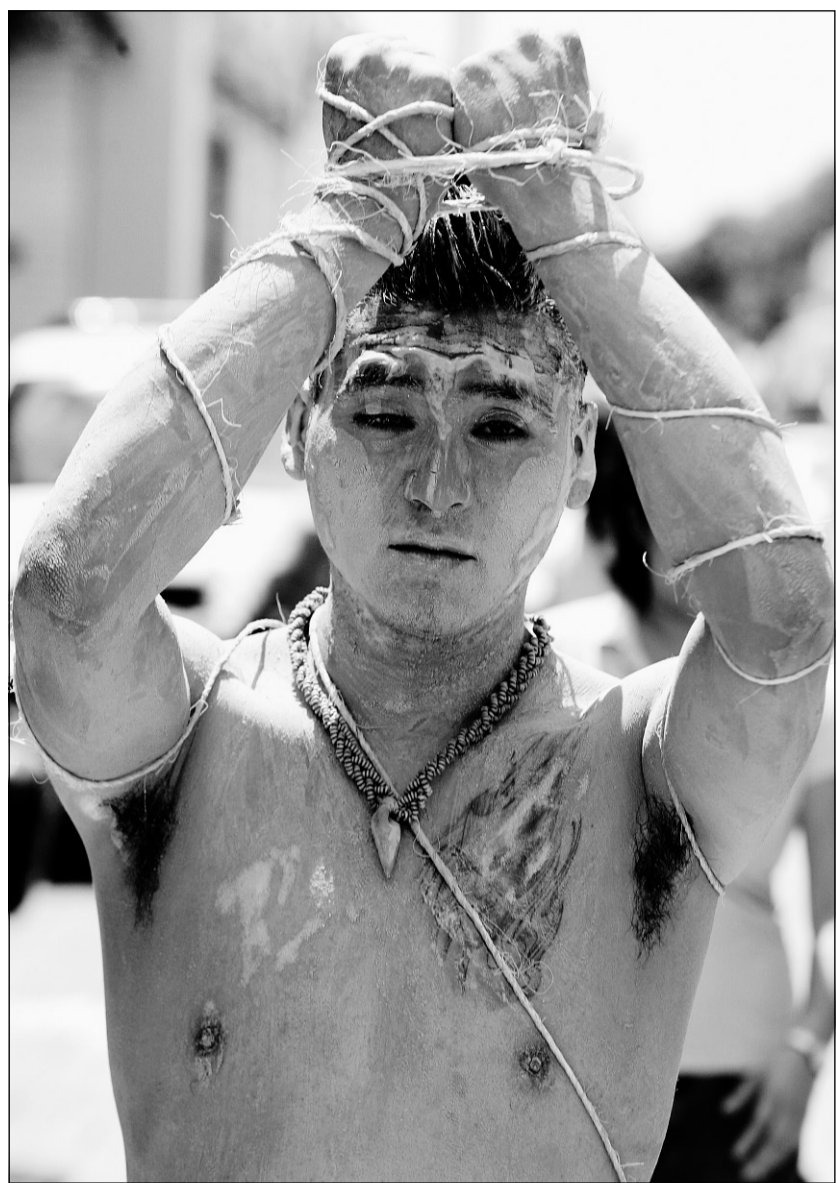


PHOTO DANIEL AGUILAR, REUTERS
Des manifestants protestent contre la visite du président américain George W. Bush au Mexique. C'est dans la ville de Merida, dans le Yucatan, que Bush a terminé sa tournée en Amérique latine.

Le « cerveau » du 11-Septembre et n° 3 d'Al-Qaeda passe aux aveux

AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON — Khaled Cheikh Mohammed, ancien chef du « Comité militaire d'Al-Qaeda » a reconnu être le « cerveau » des attentats du 11 septembre 2001 qui ont fait près de 3 000 morts à New York et Washington, dans une déclaration diffusée hier par le Pentagone.

« Je suis responsable de l'opération du 11-Septembre de A à Z », a dit Cheikh Mohammed, détenu par les Américains depuis 2003, dans une déclaration lue en son nom par un officier américain et dont l'AFP s'est procuré une copie. Au total, il a reconnu être responsable de 31 attaques ou tentatives d'actes terroristes, selon ce document.

Le Pakistanais, ex-numéro 3 du réseau terroriste Al-Qaeda d'Oussama ben Laden comparaisait sur la base américaine de Guantanamo (Cuba) au cours d'une audience pour déterminer son statut de « combattant ennemi ». Le Pentagone a précisé que Cheikh Mohammed était présent à cette audience. Le Pentagone n'a pas autorisé les journalistes à suivre les audiences. Les avocats des détenus n'ont pas non plus été autorisés à être présents.

Jusqu'à son arrestation au Pakistan en mai 2003, Cheikh Mohammed, âgé de 41 ans, a été chef militaire et responsable du « département des opérations extérieures » d'Al-Qaeda. Les États-Unis le considèrent comme le responsable opérationnel des attentats du 11-Septembre.

Cheik Mohammed a reconnu sa responsabilité dans 31 opérations dont des tentatives d'assassinat contre les anciens présidents américains Bill Clinton et Jimmy Carter et contre le pape Jean-Paul II.



Avec son iPod^{MC} nano 2 Go d'Apple sans frais, son ampli de 260 watts, ses 7 haut-parleurs Pioneer, sa radio par satellite XM, son climatiseur, son groupe électrique¹ et sa compilation d'équipements de série hors pair, la G5 SE Édition Remix vous en mettra plein la vue... et plein les oreilles.

269\$ /mois² **0\$** Comptant
Location: 48 mois
Préparation et frais de transport de 1 095\$ INCLUS

((XM))
RADIO SATELLITE
3 mois d'essai gratuit³

PONTIAC CARBUREZ À L'ÉMOTION



LA GARANTIE DE 160 000 KM DE GM
LA MEILLEURE PROTECTION AU PAYS

160 000 KM
SANS SURLE GROUPE
MOTOPROPULSEUR
GARANTIE LIMITÉE*

160 000 KM
SANS AVEC TRANSPORT
DE COURTOISIE²

160 000 KM
SANS AVEC ASSISTANCE
ROUTIÈRE²

OFFRESPONTIAC.CA

L'Association des concessionnaires Pontiac-Buick-GMC du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offre d'une durée limitée, réservée aux particuliers, s'appliquant au modèle 2007 suivant: G5 SE Édition Remix (2A377PZ150/RE/PHD). Le modèle illustré comprend certains caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Conditionnel à l'approbation de crédit de GMAC. Les frais liés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers ainsi que le réglage des glaces et des rétroviseurs ainsi que le réglage des glaces et des rétroviseurs sont inclus. Frais d'immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 15 \$ km après 80 000 km. Première mensualité exigible à la livraison. 0\$ de dépôt de sécurité. Le concessionnaire peut louer à un prix moindre. 3. Pour plus de renseignements, visitez gmn.com. Le nom XM et ses logos sont des marques déposées de XM Satellite Radio Inc. 4. Selon la première évenualité. Les camions poids moyens sont exclus. Cette offre est exclusive et ne peut être combinée avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif cashback ou de location, à l'exception des programmes de La Carte GM, de prime pour étudiants (primopourétudiants.ca) et de GM Mobile. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. *Marque de commerce de Apple Inc. Le iPod est couvert par la garantie de Apple. Pour de plus amples renseignements, passez chez votre concessionnaire participant. Financer le 1 888 467 4633 ou visiter nmn.com

Résultats des tirages du:
2007-03-14

1 25 000 \$	2 50 000 \$	3 100 000 \$	196608	Numéros «Télé»
676820	810707	031620	357914	Numéro Boni
décomposables			805204	(20)
non décomposables				

649 12 19 22 36 49 05 07 09 35
34 46 47 compl. 23 30 36 compl.

05 08 09 15 17 20 21 23 25 27
31 32 36 45 47 60 64 66 68 69 659 1444

Jour - Mois - Année - Signe
05 OCTOBRE 88 POISSONS

Extra 500 000\$ 2585579*
*décomposable dans les deux sens

NUMÉRO DÉCOMPOSABLE
DANS LES DEUX SENS!

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

Service d'abonnement
aux loteries sur terminal:
les gagnants reçoivent
leur chèque par la poste!

LOTO MATHÉMATIQUE
1 866 628-4783



LA GRANDE TOURNÉE DES MAISONS NEUVES

Les 17, 18, 24 et 25 mars de 13h à 17h

Visites virtuelles: www.gomaison.com/gmn

Protectron
PROTECTEURS DE SÉCURITÉ

Multi-Prêts
COURTIER HYPOTHÉCAIRE
www.multiprets.ca

GO MAISON.com

1950
APCHL
Montreal métropolitain

GARANTIE
MAISONS
NEUVES
APCHL

FORUM



PHOTO PAUL CHIASSON, REUTERS

Jean Charest, André Boisclair et Mario Dumont lors du débat des chefs, mardi dernier à Québec.

Surlendemain de débat

Le débat des chefs est maintenant chose du passé. Nous avons demandé à trois observateurs privilégiés de la scène politique de faire le point à moins de deux semaines du scrutin.

Le dernier sprint

LIZA FRULLA



Professeure associée à l'Université de Sherbrooke et présidente du Canal Évasion, Liza Frulla fut députée libérale à l'Assemblée nationale et ministre de la Culture et des Communications, puis députée à Ottawa, ministre du Développement social et ministre du Patrimoine.

Le rideau est tombé sur le troisième acte de la campagne. Le débat sur le débat est à son plus fort. Qui a gagné? Pas de K.-O. Pas de décision unanime des juges. Bistouri à la main, les analystes et spécialistes émettent des avis partagés. Comme pour le reste de la campagne d'ailleurs. Est-ce que ça fera une différence dans l'urne? Trop tôt pour le prédire car, tous les « war rooms » vous le diront, les effets de ce genre d'événement dans une campagne électorale commencent à se répandre de façon souterraine, avant d'émerger et de se faire sentir de façon mesurable.

Au-delà du trac et des lapins dangereusement sortis du chapeau, on a pu observer nos chefs. Avons-nous eu les réponses que l'on attendait? Est-ce que la position des partis est plus claire? Je pense que oui.

Aplomb et talent

Jean Charest a passé le test avec aplomb et talent. Qu'on lui ait reproché son calme me surprend. Le premier ministre dans ce genre de débat doit d'abord jouer un rôle de gardien de but. Attaqué de toutes parts, il est le seul à avoir un bilan à défendre et doit donc bloquer toutes les rondelles. Penserait-on à reprocher à Martin Brodeur ou Dominik Hasek d'avoir un calme olympien en situation d'attaque nourrie de l'adversaire? Et sur la glace de l'Assemblée nationale, n'oublions pas qu'il aura à ses côtés une équipe de seniors qui ont déjà fait leurs preuves.

Au fond, nous avons assisté à un débat pour déterminer qui ferait le meilleur chef de l'opposition. André Boisclair et Mario Dumont devaient, hors de tout doute, démontrer qu'ils avaient du coffre pour occuper le poste. La dignité, la pugnacité et la résilience de Boisclair ont surpassé de loin la démagogie et la facilité de Dumont.

Et Montréal?

Il est cependant étonnant et inquiétant de constater que deux enjeux n'aient pas encore émergé. On l'a constaté depuis les débuts, c'est une campagne à deux vitesses. Il y a celle des régions, celle qui représente la majorité par le nombre de sièges et dont on peut faire balancer le vote d'un côté ou de l'autre. Et il y a l'autre campagne dont on ne parle pas, la campagne de Montréal. Parce qu'à Montréal, comme toute, il n'y a que deux ou trois circonscriptions qui peuvent basculer, pas la peine de mettre ça en tête de liste. C'est pourtant la métropole du Québec. C'est 36% de son PIB. Il est urgent que les chefs de parti énoncent de façon claire ce qu'ils entendent faire pour aider Montréal à assumer son leadership.

Et finalement, pas un seul mot sur la culture. Quand on évite de s'engager sur ce qui est l'essence même de ce qui nous définit comme société, de ce qui est l'expression de notre différence et de nos aspirations, c'est parce que nous n'avons pas encore compris comme dirigeant qu'une culture forte et vivante est la meilleure garantie de la cohésion d'une société.

Espérons que dans les prochains jours, nous entendrons les chefs se prononcer sur ces enjeux.

Et maintenant?

LOUISE BEAUDOIN



Ancienne ministre du Parti québécois, l'auteure est professeure associée au département de science politique de l'UQAM.

Tout a été dit, ou presque, sur le débat des chefs; je n'y reviens que pour ajouter mon grain de sel.

Ce débat, à mon avis, a servi de révélateur à la fois des contenus et des plates-formes des partis politiques ainsi que de la personnalité des trois chefs. Et en ce sens, sans l'intermédiaire des journalistes, pour la première fois de la campagne, les citoyens-électeurs ont pu se forger une opinion en les écoutant aller au fond des choses. Nous savons mieux maintenant pour qui et pourquoi nous voterons le 26 mars. André Boisclair a été excellent en particulier dans les segments concernant l'environnement et l'économie, Mario Dumont, souvent efficace lorsqu'il abordait les questions de la famille et Jean Charest curieusement éteint pendant les trois quarts du débat.

La grande absente

Mon seul regret et je joins ma voix à celle du milieu culturel pour le déplorer, la culture a été la grande absente de ce débat et de l'ensemble de la campagne, du moins jusqu'à aujourd'hui. Comment peut-on passer deux heures à discuter de tous les grands enjeux de la société québécoise et laisser de côté ce qui fonde notre différence, notre identité? Notre culture dont les intellectuels québécois se demandent actuellement ce qu'elle devient et s'inquiètent, pour beaucoup, de son avenir.

Le Parti québécois aurait eu d'autant plus avantage à aborder la question qu'il a sérieusement fait ses devoirs puisque Daniel Turp a passé la dernière année à rencontrer tous les intervenants pour élaborer une position forte et pertinente et que l'arrivée de Pierre Curzi dans ses rangs renforce considérablement sa crédibilité. Et maintenant?

Le Québec livré à Ottawa

Nous attendons le pavé dans la mare de cette campagne: le budget fédéral du 19 mars. Une intervention directe – qu'il faut dénoncer – dans la campagne électorale de la part de Stephen Harper, de connivence avec Jean Charest et la bénédiction de Mario Dumont qui ne rendra public son fameux cadre financier que le lendemain.

Voilà une action majeure du premier ministre canadien prévue pour orienter le choix des Québécois en faveur de Jean Charest, une action, lorsque l'on tient compte du sens des choses, qui ne dénote que du cynisme à l'égard du processus démocratique. Plusieurs commentateurs semblent trouver normal que le gouvernement canadien « injecte » en quelque sorte dans la campagne du PLQ des milliards de dollars qui pourraient, si les électeurs ne sont pas vigilants, peser lourd dans la dernière semaine.

Heureusement, si je puis dire, rien ne se passe comme prévu dans cette campagne pour Jean Charest et son parti. Cette intrusion pourrait devenir une arme à double tranchant: les Québécois accepteraient-ils qu'Ottawa leur prenne la main dans l'isolement pour leur montrer quelle case cocher?

Le droit de vivre

GUY LAFOREST



Professeur de science politique à l'Université Laval, l'auteur a été président de l'ADQ et candidat lors des élections de 2003.

Par respect pour votre intelligence, je vais ignorer le décodage du débat de mardi. Lisons plutôt, pour lui donner un sens actuel, cet extrait d'un discours prononcé à l'église Notre-Dame en 1910, quand Henri Bourassa comptait que le catholicisme romain faisait de l'anglais la langue de son avenir en Amérique: « Mais, dira-t-on, vous n'êtes qu'une poignée; vous êtes fatalement destinés à disparaître; pourquoi vous obstiner dans la lutte? Nous ne sommes qu'une poignée, c'est vrai; mais ce n'est pas à l'école du Christ que j'ai appris à compter le droit et les forces morales d'après le nombre et par les richesses. Nous ne sommes qu'une poignée, c'est vrai; mais nous comptons pour ce que nous sommes, et nous avons le droit de vivre. »

L'émotion m'étreint toujours quand je cite ce passage dans des cours sur l'histoire des idées politiques au Québec. Mes étudiants, la plupart agnostiques, y redécouvrent le passé canadien-français du Québec et la précarité de notre société en Amérique. Pour éduquer à la citoyenneté, il faut trouver une manière de dire les choses sur le drame de Bourassa et du Canada français, comme sur les autres carrefours ensoleillés (1867, une renaissance politique) ou tristes (1982, sans notre consentement) de notre histoire, qui va édifier et émouvoir les Québécois de toutes origines. J'insiste, de toutes origines.

Accommodements raisonnables

Le débat sur les accommodements raisonnables, incontournable pour la reconfiguration du portrait politique du Québec que l'on pressent pour le 26 mars prochain, fait ressortir plusieurs questions importantes pour l'avenir de notre société: quel équilibre entre notre passé et les voies de l'avenir sur fond de mondialisation, comment réparer la fracture grandissante entre Montréal et les régions du Québec, comment faire gagner ensemble le Québec et le Canada après 40 années de confrontations souvent stériles, comment retrouver, dans une société où les enfants ne sont pas assez nombreux, le souffle électrisant de la jeunesse qui embrasait le Québec quand les Jean Lesage et les René Lévesque parlaient d'autonomie chacun à leur manière?

Dans une société pluraliste comme la nôtre, tous les partis politiques ont de bons arguments à faire valoir dans nos délibérations sur ces questions déterminantes, y compris les exclus du débat de mardi. Pour ma part, je crois que Mario Dumont, un fils des régions du Québec, jeune, mais aussi fort et expérimenté, travaillant dans la capitale nationale mais éduqué à Montréal et en anglais à l'Université Concordia, mérite de recevoir avec un nombre important de députés adéquistes, les moyens lui permettant de donner sa pleine mesure dans ces débats fondamentaux sur notre avenir.

Après les élections de 2003, le PLQ et le PQ ont tout fait pour empêcher la reconnaissance de l'ADQ. Je rejoins Victor-Lévy Beaulieu dans son texte de cette semaine: « On finit toujours par payer le prix pour son mépris: le 26 mars prochain, péquistes et libéraux devraient s'en faire donner une leçon salutaire. » L'ADQ mérite d'exister vraiment à l'Assemblée nationale.

FORUM

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Éric Trotter > Directeur de l'information
 André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

Nous sommes là pour rester



akrol@lapresse.ca
ARIANE KROL

Il est devenu de bon ton de dénoncer la place que Montréal occupe sur l'échiquier québécois. À en croire plusieurs, la métropole agirait comme une sorte de trou noir, aspirant toutes les ressources qui font si cruellement défaut en région. Les défenseurs de cette thèse, toujours plus bruyants en campagne électorale, devraient jeter un coup d'œil au dernier recensement.

Plus de 80 % des Québécois habitent désormais en zone urbaine, nous apprend Statistique Canada. Inutile de blâmer les politiques provinciales: la plupart des pays vivent le même phénomène. Le courant se fait même sentir dans les régions rurales. Celles qui sont proches des centres urbains voient leur population augmenter presque au même rythme que le reste du Canada, alors que les plus éloignées stagnent.

Les villes situées au cœur d'une région métropolitaine, comme Montréal ou Québec, doivent gérer des problèmes complexes comme l'étalement urbain, qui leur impose un afflux quotidien de travailleurs des zones environnantes. Un beau casse-tête en ce qui concerne la taxation, les infrastructures routières et les transports en commun. À cela s'ajoute la responsabilité, pour Montréal, d'intégrer les immigrants. Les trois quarts des étrangers qui arrivent au Québec s'installent dans l'île. Tout un défi pour les systèmes d'éducation, de santé et d'aide à l'emploi!

La métropole, comme on le voit, doit composer avec une foule d'enjeux inconnus en régions. Il est donc absurde que ces derniè-

res se comparent à elle ou s'imaginent qu'on les déshabille à son profit.

Arrêtons par exemple de dire que les futurs hôpitaux universitaires vont siphonner le budget de la santé pour dorloter les Montréalais. Le CHUM et le CUSM traiteront des patients et formeront des spécialistes pour toute la province. En quoi le reste du Québec serait-il mieux soigné si on renonçait à développer ces centres d'expertise?

Les patients des régions, d'ailleurs, n'ont pas tant de choses à nous envier. Leurs centres hospitaliers n'offrent peut-être pas tous les services, mais ils sont souvent plus accessibles. Regardez le palmarès de *L'actualité*: les deux seuls établissements montréalais qui figurent dans le top 10 des urgences sont des hôpitaux pour enfants!

Et que dire de ces régions qui se plaignent de ne pas avoir l'oreille des politiciens alors qu'elles détiennent plus de sièges qu'elles n'en auraient si on tenait compte leur population? Une douzaine de circonscriptions, notamment en Gaspésie, en Abitibi et dans Charlevoix, se trouvent actuellement dans cette situation.

La métropole devra bientôt remplacer ses wagons de métro. Croyez-vous qu'elle pourra choisir le fournisseur qui lui en offre le plus quant aux coûts, à la qualité et à l'innovation? Mais non. Québec a attribué le contrat sans appel d'offres pour préserver des emplois dans la région de La Pocatière.

Que les régions réclament plus d'autonomie dans la gestion des budgets qui leur reviennent, c'est leur affaire. Mais qu'elles arrêtent de se servir de Montréal comme repoussoir. La grande région métropolitaine, qui regroupe près de la moitié de la population québécoise, est la deuxième ville en importance au Canada. C'est un autre monde.

La tournée des chefs



mroy@lapresse.ca
MARIO ROY

À un certain moment, il se sont en quelque sorte trouvés l'un en face de l'autre, tout juste séparés par les eaux du Rio de la Plata. Dans un stade de Buenos Aires, Hugo Chavez haranguait alors 4000 Argentins venus scander «Dehors Bush et l'impérialisme!». Pendant que, au même moment et à quelques kilomètres à vol d'oiseau, George W. Bush parlait commerce avec le chef d'État uruguayen, Tabaré Vasquez, à sa résidence de Colonia.

Ça aura eu des allures de pérégrination des «autobus des chefs», des allures de campagne électorale... le débat télévisé en moins: les deux présidents, le vénézué-

S'il s'agit d'une opération de relations publiques, c'est Chavez qui a gagné la course contre Bush.

lien et l'américain, ont chacun de leur côté effectué une tournée de près d'une semaine en Amérique latine, s'arrêtant chacun dans cinq capitales.

Et ils sont aujourd'hui tous deux rentrés à la maison, où ils auront tout le loisir de se projeter leurs photos de voyage.

Le périple aura été extatique pour Chavez qui, accueilli partout en héros, a distribué une stupéfiante quantité de ces pétrodollars dont il dispose à volonté: ses liquidités s'établiraient en ce moment à plus de 55 milliards (US). Mais il se sera agi d'une aventure frustrante pour Bush, confronté partout à la haine pure... au point où, de Bogota à São Paulo,

on a dû l'entourer de dispositifs de sécurité dignes de la Zone verte de Bagdad!

Si, pour un instant, on ramène la politique internationale à une affaire de relations publiques, c'est clairement Hugo Chavez qui aura gagné cette course.

Il est vrai que Bush avait peu à offrir – sinon des mots, qu'il a choisis pleins de compassion – aux Latino-Américains, négligés par Washington depuis presque deux décennies, et davantage encore depuis le 11 septembre 2001.

Pour faire court, et sans même évoquer un contentieux historique remontant aux années 60 et 70, notons ceci: par sa propre gouvernance mais aussi par celle du Congrès, Bush aura été incapable d'annoncer quelque amendement d'importance aux deux politiques américaines qui horripilent le sous-continent. Le protectionnisme agricole, d'abord, exercé par la bonne vieille troïka étatique subventions-quotas-tarifs. Les lois sur l'immigration, ensuite, qui font mal en particulier aux Mexicains, pourtant les plus sûrs alliés et les plus importants partenaires commerciaux des yankees dans cette région.

Par contraste, Chavez avait tout à donner.

Pour faire court aussi, et sans même parler des milliards en supports divers qu'il a annoncés entre une escale et une autre, retenons cela: son haut fait d'armes aura été d'allouer une aide médicale à Haïti, résultat d'une entente avec Fidel Castro qui, lui, dispose de médecins à volonté...

C'est brillant – exactement comme ce mazout distribué à moitié prix dans les ghettos new-yorkais par la filiale américaine des pétroles vénézuéliens. Et il se pourrait même en effet que cela rende service, fut-ce modestement, aux malheureux Haïtiens que rien n'a pu jusqu'à maintenant arracher à la misère la plus noire.

Surtout, cela indique qu'on aurait tort de sous-estimer Chavez, qui sera encore là quand Bush n'y sera plus.



sergechapeau@lapresse.ca

DROITS RÉSERVÉS

Le troisième homme

Les États-Unis ont eu Ross Perrot, le Québec a Mario Dumont et la France François Bayrou



JOCELYN COULON
 COLLABORATION SPÉCIALE

Ah! le troisième homme. Au cours d'une campagne électorale, il en apparaît toujours un, comme une madone à un groupe de bergers. Les États-Unis ont eu Ross Perrot, le Québec a Mario Dumont et la France François Bayrou. Le troisième homme fascine, enchante. On le trouve courageux et sympathique. Et si les électeurs grognent contre les partis traditionnels, alors il caracole dans les sondages, il excite les journalistes et réveille les blasés. On spéculait même qu'il pourrait battre les autres concurrents. Il n'a qu'un problème: le jour de l'élection, à quelques exceptions près, il s'effondre. Pourrait-il en être autrement en France?

La campagne à l'élection présidentielle en France vient de prendre un nouveau tour depuis que, dimanche, Jacques Chirac a décidé de ne pas solliciter un troisième mandat. La droite classique a maintenant un seul candidat – Nicolas Sarkozy – et, à gauche, la candidate socialiste Ségolène Royal domine tous les autres. Jusqu'au mois dernier, la plupart des commentateurs prévoient un duel entre ces deux grandes personnalités. La France n'était plus dans la configuration de l'élection de 2002 où les votes étaient éparpillés entre plusieurs grands candidats et des courants politiques extrêmes. À cette époque, deux candidats d'extrême gauche avaient recueilli 12 % des voix, et le leader du Front national, Jean-Marie Le Pen, avec près de 18 %, avait éliminé le candidat socialiste Lionel Jospin et s'était retrouvé au deuxième tour de la présidentielle contre Chirac. Le «troisième homme» venait de causer la surprise. Le paysage politique français offrait l'image d'un pays en révolte tenté par les extrêmes.

Cinq ans plus tard, les Français semblent s'être assagis. Ils appellent le centre de leurs vœux. Ségolène Royal a musclé le discours socialiste en matière sécuritaire et vante les vertus de la famille. Nicolas Sarkozy joue les populistes, attire quelques grandes figures du monde intellectuel et chasse sur les terres du Front national. On a parfois du mal à identifier les différences entre leur

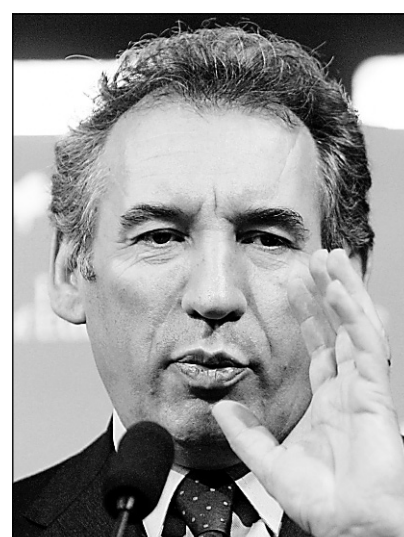


PHOTO FRANÇOIS LENOIR, REUTERS
François Bayrou

programme politique. Le discours de la gauche et de la droite occupe le centre de l'échiquier électoral, du moins dans les perceptions. Pourtant, le centre est bien vivant en France et il a sa figure de proue: François Bayrou.

Ancien ministre

Cet ancien ministre de Jacques Chirac, en rupture avec la droite classique et président de l'Union pour la démocratie française, en est à sa deuxième campagne à l'élection présidentielle. En 2002, il avait obtenu 7 % des voix, un peu plus que l'incroyable leader de Lutte ouvrière Arlette Laguiller. On le croyait mort; surprise, depuis deux mois il ressuscite. Il y

Déjà, certains ténors socialistes, conscients de la faiblesse de leur candidate, multiplient les appels du pied au camp Bayrou.

à quelques mois, les sondages lui accordaient 8%. Il vient d'atteindre 24% et talonne de très près Royal et Sarkozy.

Que s'est-il passé? François Bayrou n'est pas un révolutionnaire. Il a le même âge que les deux autres grands candidats et il a été ministre, comme eux. Il s'inscrit dans le libéralisme politique et l'économie de marché. Ce qu'il dit n'a rien de vraiment excitant. Son dernier livre *Projet d'espoir* est constellé de clichés à faire bailler d'ennui. Il y révèle, entre autres, cette vérité de La Palice: «Tout se passe comme si

le modèle dominant sur la planète était désormais la loi du plus fort. Et le plus fort, c'est le plus riche. Tout se passe comme si l'argent, l'univers de l'argent, les puissances de l'argent avaient définitivement triomphé.» Quelle découverte! Sans doute, de quoi faire frissonner le vieux Marx dans son cimetière de Londres, mais rien pour soulever des électeurs, qui ont cent fois entendu ce discours, particulièrement à gauche.

Pourtant, Bayrou monte au point où certains le voient battre un des deux présidentiables au premier tour du 22 avril et affronter celui (ou celle) qui restera au deuxième tour le 6 mai et le (la) battre. Son secret: cet homme du système a réussi à faire croire qu'il le combattait et qu'il pourrait, au pouvoir, le changer. Et les Français suivent. En 2002 les électeurs avaient exprimé leur rejet du système en donnant 40 % des voix à des partis extrémistes ou marginaux. Aujourd'hui, les extrêmes n'ont plus la cote et le marginal, c'est Bayrou, mais un marginal qui a l'expérience du pouvoir et sans doute une chance d'y accéder. D'où la séduction des électeurs.

Il reste maintenant à savoir si Bayrou peut effectivement gagner cette élection présidentielle et trouver, lors des élections législatives de juin, un Parlement prêt à le suivre. Plusieurs observateurs doutent que la popularité actuelle de sa candidature se concrétise dans l'urne et le propulse à l'Élysée. En effet, son électorat serait davantage mû par un sentiment de protestation que par un véritable engouement pour ses idées. Même si Bayrou accédait à la magistrature suprême, les vieux partis disposent de puissantes machines électorales qui leur permettent de gagner les législatives et de paralyser l'action du nouveau président. À moins, bien entendu, d'une alliance électorale avec le Parti socialiste ou l'UMP de Sarkozy. Déjà, certains ténors socialistes, conscients de la faiblesse de leur candidate, multiplient les appels du pied au camp Bayrou. Reste à voir. En tout cas, cette présidentielle sera aussi passionnante et surprenante que celle de 2002. Et on devra ce suspense au troisième homme.

L'auteur est directeur du Réseau francophone de recherche sur les opérations de paix et professeur invité au GERSI et au CERIUM de l'Université de Montréal.
 j.coulon@cerium.ca

Promesses envolées



LYSIANE GAGNON
lgagnon@lapresse.ca

Le débat des chefs n'ayant au total rien bouleversé, la surprise de cette campagne reste la relative faiblesse de Jean Charest. On s'attendait à voir à l'œuvre l'excellent « camouflet » des 10 dernières années, mais de toute évidence M. Charest est moins performant en mode défensif qu'à l'attaque... surtout quand ce qu'il a à défendre n'a rien de particulièrement scintillant. Même si les sondages montrent qu'il est jugé plus apte à gouverner que ses deux adversaires, l'avance de son parti reste très modeste. Les libéraux peuvent tout juste se consoler en songeant à « la prime de l'urne » (le ralliement *in extremis* des indécis) et le fait que les sondages ont généralement tendance à sous-estimer le vote libéral, par définition plus discret.

Pour le reste, les libéraux attendent le budget fédéral dont ils espèrent un coup de pouce déterminant – ultime aveu de dépendance qui accentue l'image d'indolence d'un gouvernement qui a trop souvent été le jouet des circonstances.



Un échange vigoureux entre Mario Dumont et des élèves du collège Saint-Sacrement, à Terrebonne.

PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

Les médias-acteurs

Les journalistes d'aujourd'hui ne sont plus à distance des débats, ils y participent

DOMINIC DESROCHES
ET MARTIN PROVENCHER
Les auteurs sont professeurs de philosophie au collège d'Ahuntsic et au collège de Rosemont.

La démocratie est un système politique fondé sur le pouvoir de la parole. En elle, ce n'est pas le plus fort, le plus noble, le plus riche ou le plus connu qui décide, mais la réunion de citoyens ayant la parole en partage. Ce n'est donc pas un hasard si l'invention de la rhétorique – l'art de persuader la foule par les mots – coïncide avec le développement de la démocratie. Car pour présenter un projet à l'Assemblée et le défendre, il était essentiel de bien parler.

Tous les citoyens ayant le droit de vote pouvaient discuter de la chose publique et, s'il fallait user de rhétorique, c'était pour l'emporter. Lorsque l'on réussissait à convaincre l'auditoire en respectant les règles, on n'avait pas pour autant renié la légitimité de la parole des autres. C'est dans ce cadre précis que l'on entendait, en Grèce antique, augmenter la maîtrise des citoyens sur leur destin.

Or, dans nos démocraties modernes, les choses se sont transformées. Si les politiciens parlent encore en public, le cadre n'est plus du tout le même. Persuader la foule à l'agora ne représente pas le même défi que séduire les électeurs via la radio, les journaux, la télévision et Internet. En 2007, pour que la rhétorique puisse remplir sa fonction démocratique, les citoyens ont besoin du relais des médias, qui doivent leur montrer en quoi les programmes des partis sont susceptibles de contribuer à améliorer leur propre vie. En personnalisant à outrance les enjeux électoraux, les médias semblent négliger cette responsabilité sociale

et contribuer à alimenter la désaffection des citoyens envers la politique.

De nouveaux dangers

En effet, ce qui frappe dans la couverture de la campagne, c'est que les médias paraissent avoir plus de poids que d'habitude. Pourtant, il se dégage de la première moitié de campagne un réel sentiment de vide. Pourquoi? Peut-être en raison de l'absence d'une vraie médiation entre les citoyens et les médias et au culte de l'immédiateté qui en découle.

Les médias d'aujourd'hui ne sont plus, en effet, à distance des débats, ils y participent. Ainsi peuvent-ils modifier les perceptions et orienter les discussions, ce qui peut avoir pour effet d'influencer les électeurs indécis. En clair: les médias peuvent, au moyen d'analyses partielles, du travail suggestif de la caméra et de la

Ce qui frappe dans la couverture de la campagne, c'est que les médias paraissent avoir plus de poids que d'habitude.

publication de sondages à des moments sensibles de la campagne, bouleverser les priorités électorales et proposer une lecture dirigée des enjeux. Des exemples?

Ainsi a-t-on pu voir une station de télévision se payer un autobus de campagne et rapporter des sondages réalisés dans des restaurants, voilà le danger. Ensuite, il n'est pas moins grave de voir l'ex-politicien analyser la campagne de ses amis, l'expert jugeant de l'image

d'un chef, l'autre relevant les défauts d'un discours passé en boucle, la caméra filmant une salle pleine ou vide (selon l'angle), etc. Que penser d'un débat des chefs organisé d'avance et soumis à 1001 contraintes pour limiter les dérapages qui seuls, pourtant, expliquent les succès en démocratie? Sinon que dans un tel cirque, les informateurs tendent à oublier que leur rôle est d'abord de montrer comment les discours qu'ils rapportent contribuent à augmenter le contrôle des citoyens sur leur propre vie.

Les effets sur la démocratie

Au quotidien, tout se passe plutôt comme si les informateurs valaient plus que l'information, comme si l'image masquait le discours, comme si les programmes s'effaçaient derrière le salissage, comme si la lecture des médias, qui masque les faits ou les met en évidence, devait s'imposer à l'esprit du public. L'effet de ces dangers est au moins double: une fois que l'on a reconnu ces distorsions de l'idéal démocratique, les citoyens en viennent à discréditer les médias et deviennent ensuite de plus en plus cyniques à l'égard de la politique.

Et chacun sait à quel point un vote de protestation peut avoir des conséquences graves pour une démocratie.

Il ne s'agira donc pas ici de défendre une théorie du complot, ni d'affirmer que les médias sont à la solde d'un parti, mais de rappeler que les dangers d'informer sont réels, inévitables même, et qu'ils discréditent le travail honnête de l'ensemble des acteurs, qu'ils soient dans les médias ou les partis.

Si le pouvoir de l'image supplante celui de la rhétorique, la démocratie disparaît et le vrai pouvoir devient celui de la mise en scène organisée par l'informateur, lequel défend toujours des intérêts autres que le partage du pouvoir par la majorité.

QU'EN PENSEZ-VOUS?
forum@lapresse.ca

Quatre ex-ministres au secours de Boisclair

MARC-ANDRÉ BÉDARD,
RODRIGUE BIRON,
YVES DUHAIME
ET JACQUES LÉONARD
Les auteurs étaient des ministres du PQ sous René Lévesque.

Monsieur André Boisclair,

Nous vous appuyons dans la présente élection pour plusieurs raisons, en particulier parce que vous représentez très bien le Québec moderne, d'aujourd'hui et de demain.

Vous menez une campagne électorale respectueuse de la population québécoise et fidèle aux valeurs portées par notre famille politique: vous avez fait face à la tempête, maintenu le cap. Vous n'avez sacrifié ni vos principes, ni vos objectifs. Nous avons pleinement confiance dans votre ténacité et votre leadership.

À 40 ans, vous avez déjà accumulé plus de 15 ans d'expérience parlementaire à différents postes dont celui de leader de votre formation et occupé plu-

sieurs postes de ministre avec un succès et un brio tels que vous vous êtes mérité la confiance majoritaire des membres de notre parti.

Depuis votre arrivée à la direction du Parti québécois, vous avez pris le temps de rencontrer, d'écouter beaucoup de citoyens et citoyennes de toutes les régions du Québec. Vous avez suggéré une plate-forme électorale qui nous plaît. Elle nous mène vers un gouvernement pour tous, sérieux, audacieux et ancré dans la réalité.

L'éducation

Nous invitons les Québécois et les Québécoises à parcourir ce programme, cette feuille de route, et nous insistons sur votre priorité: l'éducation. Vous misez sur notre jeunesse, sa formation, son travail, sa vie de famille. Cette gageure est sans contredit celle qui a la plus grande probabilité d'améliorer le Québec maintenant et pour l'avenir. Nous ne pouvons nous empêcher d'être émus devant ce choix que vous faites

parce qu'il profitera directement à nos enfants et petits-enfants. Cette émotion nous la ressentons aussi parce que nous nous rappelons que, lors de la Révolution tranquille, le Québec a soutenu la jeunesse dont nous étions.

Votre feuille de route fait la place qu'il se doit à la marche de la nation québécoise vers sa souveraineté pleine et entière. Nous constatons bien que vous vous y investissez avec sérénité, confiance, énergie, loin du statu quo humiliant, des méandres désespérants de l'industrie constitutionnelle. Le débat que vous proposez est au-dessus: il porte sur nos valeurs, nos objectifs, nos projets. Vous parlez de ce que nous sommes, de ce que nous voulons être, de ce que nous serons.

C'est pourquoi nous répondons « présent ». Le 26 mars prochain, nous encourageons nos concitoyens et concitoyennes à voter pour vous et pour l'équipe compétente de femmes et d'hommes que vous avez rassemblés pour construire le Québec.

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION? forum@lapresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453
cyberpresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363
petitesannonces@lapresse.ca

DÉCÈS (514) 285-6816
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES (514) 285-7320
carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ (514) 285-6931

